

MIGRANTS — NAUFRAGE EN GRÈCE, À QUI LA FAUTE ?

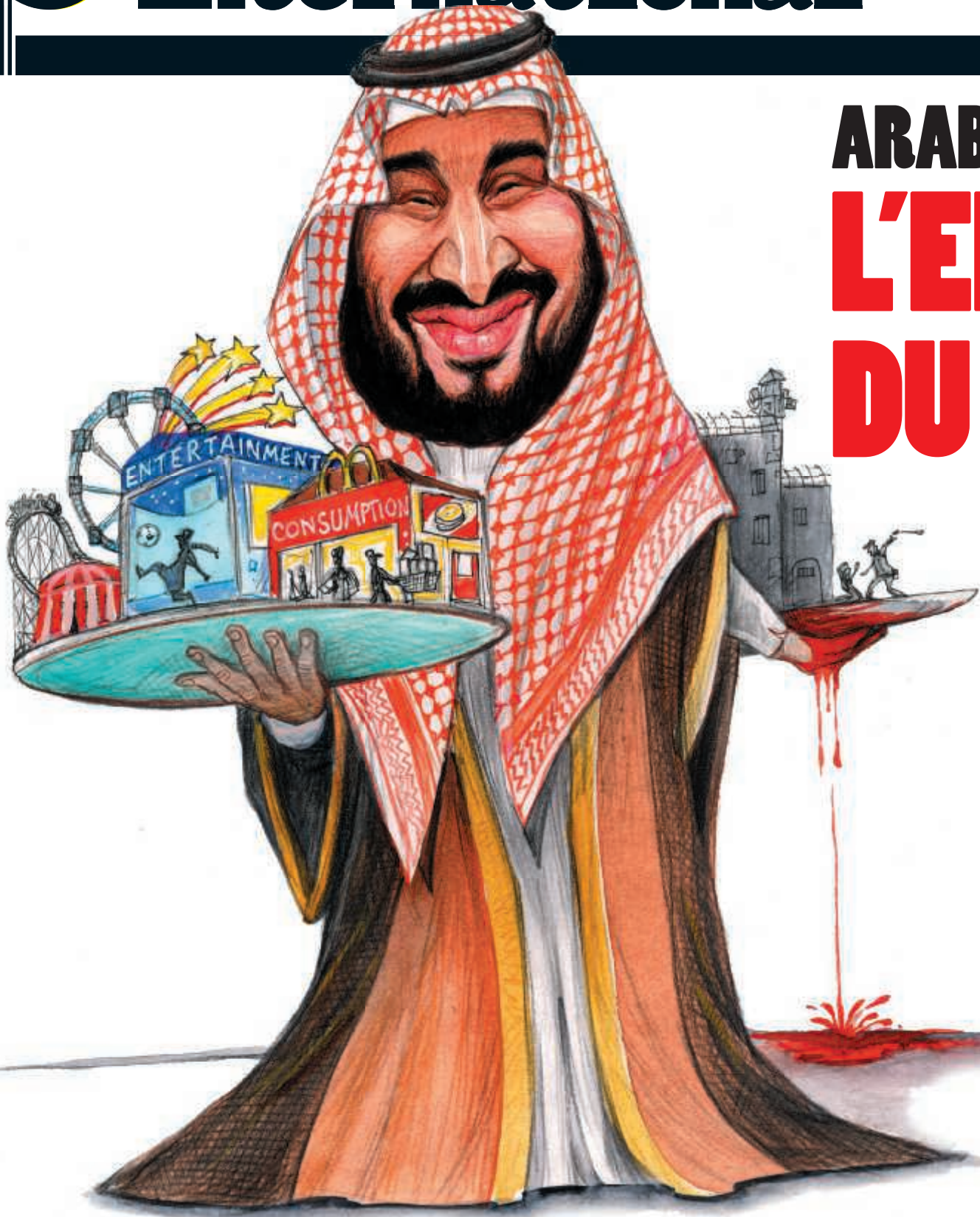
La presse étrangère dénonce la responsabilité des passeurs et met aussi en cause la politique migratoire de l'Union européenne.



Courrier international

N° 1703 du 22 au 28 juin 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 6,50 € DA, Allemagne 6,90 €,
Andorre 6 €, Canada 8,25 \$ CAN,
DOM 5,90 €, Espagne 5,90 €,
Grande-Bretagne 6 €, Grèce 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 9,00 ¥,
Maroc 7,15 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 3,100 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3,600 F CFA.



ARABIE SAOUDITE L'ENVERS DU DÉCOR

**Avec Mohammed
ben Salmane,
l'Arabie saoudite
a profondément
changé socialement
et économiquement.
Mais la répression,
elle, se durcit.**

M 03183 - 1703 - F: 4,90 €





NOUVELLE JEEP® AVENGER 100% ÉLECTRIQUE



Stellantis - FCA France - RCS Versailles 305 493 173 - Leo Burnett

CONÇUE POUR LE MONDE RÉEL.

Nouvelle Jeep Avenger, un véritable concentré de liberté, à partir de **229€/mois⁽¹⁾**.
LLD 25 mois - 1^{er} loyer de 4 600 €, bonus écologique de 7 000 € et prime à la conversion de 2 500 € déduits.

ÉLUE VOITURE DE L'ANNÉE 2023.

Jeep
FREEDOM IS ELECTRIC

A 0g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

(1) Ex. : Avenger MY23 version Avenger en location longue durée sur 25 mois et 20 000 km max., soit 25 loyers mensuels de 229 € après un 1^{er} loyer de 14 100 € ramené à 4 600 €, déduction faite du bonus écologique de 5 000 € et 2 000 € supplémentaires selon les conditions du décret du 30/12/22 (Voir conditions d'éligibilité sur economie.gouv.fr), et de la prime à la conversion de 2 500 € sous condition de revenus et de mise au rebut d'une voiture ou d'une camionnette (PTAC < 3,5t) immatriculée avant 2011 (Diesel) ou 2006 (essence) selon décret en vigueur. Conditions d'éligibilité sur primealaconversion.gouv.fr. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/07/2023, dans le réseau participant. Sous réserve d'acceptation de CREDIPAR, loueur et SA au capital de 138 517 008 €, RCS Versailles n° 317 425 981, ORIAS 07004921 (www.orias.fr), n° ADEME : FR231747_03GHJZ, 2-10 boulevard de l'Europe 78300 Poissy. Modèle présenté : Avenger MY23 Summit avec option à 354 €/mois aux mêmes conditions. **Jeep Avenger 100% électrique : consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 15,9-15,4 ; émissions de CO₂(g/km) : 0 ; autonomie électrique (km) : 400-390 ; autonomie électrique en ville : 579-553.** Valeurs définies selon le cycle combiné WLTP, mises à jour le 03/04/2023. Les valeurs de consommations et d'émissions de CO₂ sont communiquées à des fins de comparaison, les valeurs communiquées peuvent ne pas refléter les valeurs réelles. Important : les valeurs réelles de consommation d'énergie électrique et d'autonomie peuvent être fortement différentes et peuvent varier en fonction des conditions d'utilisation et de divers facteurs tels que : les options, la fréquence de recharge électrique par kilomètre parcouru, la température ambiante, le style de conduite, la vitesse, le poids total, l'utilisation de certains équipements (climatisation, chauffage, radio, navigation, feux, etc.), le type et l'état des pneus, l'état de la route, les conditions climatiques extérieures, etc.

Freedom is electric = La liberté est électrique. The car of the year = Voiture de l'année.

www.jeep.fr

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Le naufrage en Grèce et le cynisme de MBS

Tout ce que nous voulons savoir, c'est s'il a survécu. Au pays, les mères demandent sans cesse des nouvelles de leurs enfants. Elles ont besoin de savoir." Après le naufrage, le 14 juin, d'un navire transportant des centaines de migrants au large du Péloponnèse, dans lequel plus de 500 personnes ont disparu, des proches, des amis ont afflué au port de Kalamata, en Grèce, où ont été regroupés les survivants. Une journaliste de **The Observer** a recueilli leurs témoignages. Bouleversants. Aujourd'hui installés en Europe, ces proches ont souvent emprunté ces routes au péril de leur vie des années auparavant, et tous sont sous

le choc. "Il s'agit de l'une des pires catastrophes maritimes de l'histoire récente", écrit Helena Smith, l'envoyée spéciale de **The Observer**. Une catastrophe dont il faudra bien trouver les responsables. La presse grecque (et une grande partie de la presse internationale) en désigne trois : les passeurs, mais aussi les gardes-côtes, dont la passivité fait polémique, et, surtout, la politique migratoire européenne. "En notre nom et au nom de la patrie, pour la gloire et la sécurité de l'Europe et pour la protection des frontières, l'Union européenne a mis en œuvre des politiques qui transforment le Vieux Continent en forteresse et les pays frontaliers en prisons", s'indigne **Efimerida Ton Syntakton**, un quotidien de gauche grec. Mais la forteresse Europe n'est pas la seule en cause, assure le quotidien pakistanais **Dawn**, qui dénonce l'incurie du gouvernement à Islamabad. Nous ne pouvions pas ne pas revenir très largement sur cette tragédie. Nous y consacrons

cinq pages dans ce numéro, dont une controverse parue au début du mois dans l'hebdomadaire allemand **Die Zeit** juste après l'accord conclu le 8 juin entre les ministres de l'Intérieur européens visant... à restreindre le droit d'asile. Des restrictions qui rendent au final les traversées de la Méditerranée plus périlleuses, écrit **I Kathimerini**. Notre autre grand dossier cette semaine est consacré à l'Arabie saoudite de Mohammed ben Salmane (MBS). En quelques années, le prince héritier a profondément transformé son pays économiquement mais aussi socialement, comme l'explique un reportage du **Times**. Nous sortons ce numéro presque cinq ans jour pour jour après l'entrée en vigueur dans le royaume d'une loi autorisant les femmes à conduire. Une révolution. En 2016, MBS a créé la Haute Autorité du divertissement, devenue l'une des institutions les plus puissantes du pays. Le leader saoudien, meilleur allié de Macron selon

L'Orient-Le Jour (l'article est à retrouver sur notre site), était à Paris cette semaine. C'est le président français qui a accéléré sa réhabilitation auprès de la communauté internationale après le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi en 2018 à Istanbul. En France, MBS est notamment venu chercher des soutiens pour la candidature de Riyad à l'organisation de l'Exposition universelle de 2030. Une manifestation de plus du *soft power* saoudien version MBS mais qui a son revers. C'est à cela que nous nous sommes intéressés dans ce dossier : le décryptage des mécanismes de la société saoudienne plus que le "rayonnement" à l'international, bien réel, de MBS, qui se pose aujourd'hui en champion du monde arabe. Quelle est la réalité de la révolution du leader saoudien? "Cette transformation [de la société] n'est qu'une facette de la vérité", écrit Louise Callaghan dans *The Times*. "Depuis que [Mohammed ben Salmane]

est au pouvoir, la répression atteint des records. La liberté d'expression, qui a toujours été restreinte, est aujourd'hui inexistante." Alors, oui, les corps se libèrent, raconte **Daraj**, et Cristiano Ronaldo est devenu l'icône du royaume (et ce sera bientôt le tour de Karim Benzema). La jeunesse saoudienne applaudit, mais pendant ce temps le régime tue. Beaucoup. Selon Amnesty International, avec 196 exécutions par décapitation en 2022, dont 81 en une seule journée, l'Arabie saoudite est le troisième pays au monde à appliquer autant la peine de mort, derrière la Chine et l'Iran. Divertir pour mieux asservir, ou quand la consommation devient le meilleur instrument de propagande d'un régime autoritaire.

En couverture :
Arabie saoudite : **Petar Pismestrovic**, Autriche, pour **Courrier international**.
Migrants : photo Angelos Tzortzinis/AFP.



Sommaire

IMMIGRATION p.8

Naufrage en Grèce: à qui la faute?

Plus de 500 migrants disparus en mer... La presse internationale et grecque cible les trafiquants et la politique migratoire européenne dans cette nouvelle catastrophe.

ÉCONOMIE p.34

L'avion vert, ce n'est pas pour demain

Comment décarboner l'aviation? Les innovations pour des vols à l'hydrogène ou aux carburants durables, plus propres, sont encore loin d'être au point, écrit **The Economist**.



A. JUBEL, ESPAGNE

ÉTATS-UNIS p.18

Les tueries de masse, un fléau persistant

"Nous sommes un pays qui laisse ses enfants se faire massacrer", déplore une universitaire américaine expatriée, dans **The Atlantic**, face à la hausse des fusillades meurtrières.



LAUZAN, CHILI

360° p.38

Du doux plaisir de se perdre

Privée du sens de l'orientation, l'autrice Ingrid Rojas Contreras raconte dans *The New York Times Magazine* le plaisir retrouvé de s'égarer à dessein, en allant explorer des lieux faits pour cela.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- ABC** Madrid, quotidien. **Africa Is a Country** (africasacountry.com) New York, en ligne.
- Americas Quarterly** New York, trimestriel.
- The Atlantic** Washington, mensuel.
- Daraj** (daraj.media) Beyrouth, en ligne.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Efimerida Ton Syntakton** Athènes, quotidien. **The Friday Times** Lahore, hebdomadaire. **I Kathimerini** Athènes, quotidien. **Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne. **La Nación** Buenos Aires, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **The New York Times Magazine** New York, hebdomadaire.
- The Observer** Londres, hebdomadaire.
- Le Soir** Bruxelles, quotidien. **The Straits Times** Singapour, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **Visual Capitalist** (visualcapitalist.com) Vancouver, en ligne.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Chine - États-Unis.** Ils se reparlent enfin !

D'un continent à l'autre

8. **Migrants.** Naufrage en Grèce: à qui la faute ?

13. **Monténégro.** Des élections législatives sans véritable vainqueur

14. **Pakistan.** L'armée reprend la main

15. **Inde.** Adieu les sciences

16. **Thaïlande.** Gare à la descente!

18. **États-Unis.** Tueries :

un fléau qui frappe de génération en génération

21. **Guatemala.** Du danger d'enquêter sur la corruption

22. **Afrique.** Le Maghreb est-il africain ou arabe ?

24. **France.** L'accord de 1968 est-il "injustifié" ?

À la une

26. **Arabie saoudite.** Du pain, des jeux et des larmes

Transversales

34. **Économie.** L'avion vert, ce n'est pas pour demain

36. **Environnement.** Baby-boom de tortues

37. **Signaux.** L'Inde a le souffle court

360°

38. **Récit.** Le doux plaisir de se perdre

42. **Culture.** À Buenos Aires, le rock comme instinct de survie

44. **Idées.** Savoir choisir sa paresse

46. **Histoire.** Le calvaire des autres femmes de réconfort sud-coréennes



SUR NOTRE SITE

Ukraine. La contre-offensive va durer

Suivez toute l'actualité de la guerre en Ukraine. Les reportages, les analyses de la presse étrangère sur les combats, mais aussi sur la vie quotidienne des Ukrainiens, la diplomatie et toutes les conséquences du conflit.

Le Courrier des recettes. En Argentine, on mange des "ñoquis" tous les 29 du mois

Plat bon marché par excellence, les gnocchis sont célébrés à chaque fin de mois en Argentine. Faits à base de pomme de terre ou de semoule, accompagnés de sauce à la viande ou de pesto, bouillis ou gratinés, ils sont censés apporter abondance et bonne fortune.

À New York, le stand-up se met à nu

Dans la ville américaine, berceau du stand-up, les humoristes rivalisent d'inventivité. Des spectacles tout nus y fleurissent pour le plus grand bonheur du public, relate le journaliste du *New York Times* Jason Zinoman, qui s'est glissé dans une salle.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



Le site Internet de la plus grande rédaction du monde en accès libre



RAY BARTKUS, LITUANIE

JOURNÉE
PORTES
OUVERTES

Jeudi
29 juin

www.courrierinternational.com

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

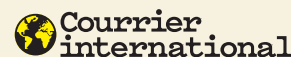
Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Juin 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daouda (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechâï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béteïl (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonhann Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICNOCGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet et Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Douley (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 28), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Solal Abélès, Gabriel Alexandre, Giuseppe Ardiri, Antoine Berard, Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Cécile Chemel, Elisabetta Di Matteo, Philippe Godefroy, Agathe Gras, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mougout, Astrid Mouget, Olivia Muller, Ophélie Négros, Gabrielle Pirotte, Derwell Queffelec, Maéllys Sour, Leslie Souvanlasy, Isabelle Taudière

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaix (cheffe de produit abo numérique) Modifications de services ventes au numéro, réassort 08 05 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine: 129 €. Autres destinations: <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international,
USPS number 013-465,
is published weekly
48 times per year (triple
issue in Aug and in Dec),
by Courrier International SA
c/o Distribution Grid, at
900 Castle Rd Secaucus,
NJ 07094, USA. Periodicals
Postage paid at Secaucus,
NJ, and at additional mail-
ing offices. POSTMASTER:
Send address changes to
Courrier International c/o
ExpressMag, 8275, avenue
Marco-Polo, Montréal, QC
H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier :
UK, Allemagne,
100 % de fibres
recyclées. Ce maga-
zine est imprimé
chez MAURY
certifié PEFC.
Europhosphates :
Ptot - 0,0083 kg /
tonne de papier.
Papier issu de forêts
gérées durablement
et de sources
contrôlées. Ouvrage
imprimé à 100 %
avec des encres
conformes à la
norme Blue Angel.



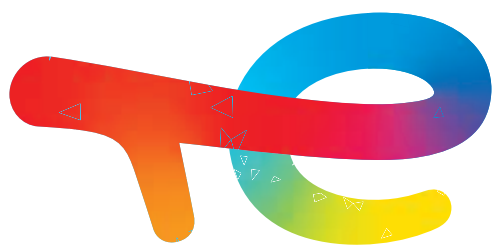
Fin des tarifs réglementés du gaz : et si vous en profitiez pour faire des économies ?

Les tarifs réglementés du gaz prennent fin le 30 juin 2023. C'est plus que jamais le moment de changer d'offre et d'économiser.

TotalEnergies s'engage à vous proposer un tarif attractif pendant un an avec 10% de réduction sur le prix du kWh de gaz établi sur la base de l'indice de référence et conformément à la méthodologie de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE)*.

Rendez-vous dès maintenant pour découvrir cette offre spéciale valable jusqu'au 30 septembre 2023* au ☎ 3099 et sur 🖥 totalenergies.fr/offrespecialegaz

Service & appel gratuits



TotalEnergies

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

***Offre soumise à conditions valable pour toute nouvelle souscription à l'offre Spéciale Gaz du 01/07/2023 au 30/09/2023 par un client particulier en France métropolitaine (hors Corse).**

Remise applicable pendant un an à compter de la date de début de fourniture sur le prix du kWh HT déterminé par TotalEnergies, selon la méthodologie publiée par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) pour la construction d'un prix de référence du gaz naturel à destination des consommateurs résidentiels dans sa Délibération n°2023-102 en date du 12 avril 2023 accessible sur le site suivant : cre.fr. Conformément à cette méthodologie, les tarifs du kWh HT tiendront notamment compte des indices de référence publiés mensuellement par la CRE pour le calcul du coût d'approvisionnement des fournisseurs en gaz naturel. Les tarifs du kWh HT dépendront également de l'option tarifaire déterminée par la consommation annuelle de référence et de la zone géographique de votre logement (6 zones définies). Pour en savoir plus, rendez-vous sur totalenergies.fr/offrespecialegaz

Chine-États-Unis. Ils se reparlent enfin!

Ce journal allemand estime que le déplacement d'Antony Blinken à Pékin offre une petite éclaircie. Les relations entre les deux pays n'ont cessé de se détériorer ces derniers mois.



CARTOON MOVEMENT

—Süddeutsche Zeitung, extraits (Munich)

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a finalement été reçu par Xi Jinping, le secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), au Palais du peuple de Pékin. La tenue de la rencontre est restée incertaine jusqu'au tout dernier moment, et n'a été confirmée que quarante-cinq minutes avant son début. Cela en dit long sur l'état déplorable des relations sino-américaines – et sur l'instrumentalisation minutieuse de l'entrevue par les cadres du parti et les réseaux de propagande chinois.

Mais le tête-à-tête a bel et bien eu lieu et Xi Jinping en a livré un compte rendu apaisé. Le président chinois a évoqué des "progrès" et qualifié ces avancées de "très bonne chose". Blinken, lui, a salué un dialogue très franc, constructif et en profondeur. Même s'il reste quelques points de discorde, et pas des moindres – Xi Jinping a notamment refusé la reprise des contacts directs entre leurs deux armées –, la cordialité de ces commentaires est un signe qui ne trompe pas : Pékin et Washington ont renoué le dialogue.

Les commentateurs les plus optimistes espèrent désormais que d'autres rencontres de premier plan suivront, et que les relations entre les deux grandes puissances vont se stabiliser, après les tensions et les discours agressifs qui ont marqué ces derniers mois.

Cette entrevue de près d'une demi-heure a marqué la fin de la tournée chinoise d'Antony Blinken. Avant cela, le chef de la diplomatie américaine avait déjà échangé pendant dix heures avec les cadors de la politique étrangère chinoise : dimanche [18 juin], il avait rencontré son homologue, Qin Gang, avant de s'entretenir avec Wang Yi, le plus haut responsable du PCC pour la diplomatie, lundi [19 juin].

Confrontés à des difficultés économiques, les Chinois espèrent de nouveaux investissements américains.

Après le rendez-vous avec Wang Yi, le ministre américain des Affaires étrangères a évoqué une discussion "sincère et productive". Blinken a également souligné l'importance d'une "gestion responsable de la rivalité entre les deux pays grâce à des voies de communication ouvertes, pour faire en sorte que cette concurrence ne vienne pas au conflit".

Wang Yi a quant à lui insisté sur la nécessité de "sortir de l'engrenage qui envenime leurs relations". Malgré ces déclarations, le diplomate chinois ne semble pas tout à fait prêt à renoncer au ton agressif des derniers mois, et a imputé aux États-Unis la crispation des rapports entre les deux pays. Wang Yi a appelé Washington à mener un travail d'introspection, à lever les sanctions contre la Chine, et surtout à cesser de monter en épingle la "théorie de la menace chinoise".

↳ Dessin de Stellina Chen, Taiwan.

Après chaque entrevue, les deux parties ont néanmoins souligné l'importance du dialogue. C'est un véritable changement de ton, également visible dans les médias de propagande chinois. Même le *Global Times*, connu pour ses sorties ultranationalistes, a publié un éditorial évoquant des "perspectives encourageantes" après la rencontre entre Wang Yi et Blinken.

Il s'agit de la première visite en Chine d'un ministre américain des Affaires étrangères depuis 2018, et ce alors que le climat entre les deux pays est particulièrement glacial. En février, la découverte et la destruction d'un ballon espion chinois au-dessus du territoire américain avaient en effet poussé le chef de la diplomatie américaine à reporter son déplacement à Pékin.

Aucun résultat concret. Dans les semaines et les mois suivants, la Chine a coupé toute une série de canaux de communication. Les milieux diplomatiques et militaires sont devenus nerveux. Dans le même temps, en mer de Chine méridionale et au large de Taïwan, on redoutait de plus en plus que la multiplication des collisions évitées de justesse entre des bâtiments de guerre ou des avions de combat ne débouche un jour sur une crise ouverte entre les deux nations rivales.

Les deux puissances possèdent l'arme atomique et la Chine a beaucoup augmenté son arsenal nucléaire. Lundi [19 juin], lors d'une conférence de presse à Pékin, Antony Blinken a déclaré que la Chine avait refusé sa demande de rétablissement des communications entre les deux armées. Un point qu'il juge "extrêmement important".

Les deux pays ont cependant convenu de former un groupe de travail pour lutter contre le trafic illégal de fentanyl, un opioïde de synthèse, partant de Chine vers les États-Unis.

Dimanche [18 juin], le ministre chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, a fait savoir que les deux parties avaient évoqué une augmentation du nombre de vols passagers entre les deux pays. Il a également été question de soutenir les échanges entre étudiants, chercheurs et hommes d'affaires. Cette visite ne devrait toutefois déboucher sur aucun résultat concret. Ce déplacement avait pour but premier de renouer le dialogue et de préparer le terrain pour d'autres rencontres entre responsables politiques de haut rang.

Côté chinois, c'est surtout la visite de la ministre des Finances américaine, Janet Yellen, que l'on attend. Confrontée à des difficultés économiques, la Chine espère de nouveaux investissements. Selon le *Wall Street Journal*, Pékin met tout en œuvre pour lever les obstacles à la participation de Xi Jinping au sommet annuel des chefs d'État et de gouvernement de l'espace Asie-Pacifique. La réunion se tiendra en novembre à San Francisco

À la une



NI TROP, NI TROP PEU

Le *Renmin Ribao*, organe du Parti communiste chinois, accorde à la visite d'Antony Blinken une place mesurée : à la une, sous l'ouverture du congrès de la Ligue de la jeunesse en présence de Xi Jinping, et avant la visite du Premier ministre Li Qiang en Allemagne. Suivent des extraits des déclarations du président chinois. "La réussite de chacun doit être une opportunité et non une menace", a déclaré Xi, rappelant le consensus trouvé lors de sa rencontre avec Joe Biden à Bali en novembre 2022.

et pourrait être l'occasion pour le président chinois de rencontrer son homologue américain.

Il est nécessaire pour les deux pays de rétablir un niveau de communication minimal, alors que se précisent les contours des grands conflits des années et décennies à venir. Il y a notamment la question de la démocratie à Taïwan, que Pékin revendique comme faisant partie de son territoire. La répression qu'exerce la Chine à l'intérieur de ses frontières bat des records et constitue un autre point de tension. Alors que l'empire du Milieu se montre tantôt confiant tantôt agressif, les relations entre les deux nations sont de plus en plus marquées du sceau de la rivalité entre grandes puissances.

—Kai Strittmatter, publié le 19 juin

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

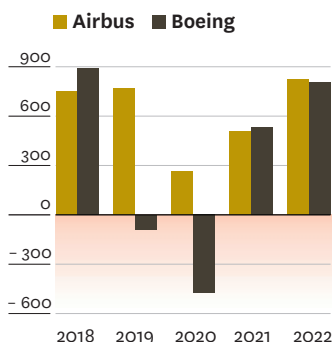
Munich, Allemagne
Quotidien, 302 545 ex.
sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens de référence du pays. De tendance libérale, il défend les valeurs démocratiques et l'état de droit.

Décollage immédiat

Commandes nettes d'avions commerciaux* aux constructeurs

SOURCES : "THE ECONOMIST", RAPPORTS D'ENTREPRISES



* Après annulations et conversions.

FRANCE — Le premier Salon du Bourget depuis le Covid-19 a ouvert ses portes le 19 juin. L'occasion pour **The Economist** de rappeler que les carnets de commandes des deux principaux avionneurs sont à nouveau aussi remplis qu'avant la pandémie, "car le transport aérien a repris de plus belle". Et à Paris, annonce le magazine économique, on assistera à "une surabondance de commandes" (dès le premier jour, IndiGo, une compagnie indienne low cost, a ainsi commandé 500 A320). Sans oublier d'évoquer la décarbonation indispensable du secteur aérien (lire p. 34-35).

Mort d'un cycliste passionné

SUISSE — Grand espoir du cyclisme, Gino Mäder est mort le 16 juin à l'âge de 26 ans. La veille, sur le Tour de Suisse, dans le dévers du col de l'Albula, "pour une raison encore inconnue, il a plongé dans un ravin", raconte **Le Temps**, qui dresse le portrait d'un "cycliste sensible et peu conventionnel",

passionné de montagne et "engagé pour la sauvegarde des glaciers, qu'il aimait tant". Les entraîneurs de ce grimpeur "croyaient en lui pour être une révélation du prochain Tour de France".

Banksy crée l'événement



ROYAUME-UNI — "Exclusivité mondiale", claironnait **The Herald** le 15 juin. Trois jours plus tard, le Britannique

Banksy a posé ses bombes de peinture à Glasgow pour sa première exposition solo depuis quatorze ans. Sur les murs de la galerie d'Art moderne (GoMA), le graffeur à l'identité inconnue "révélera tout l'été, pour la première fois, les pochoirs utilisés pour réaliser ses œuvres les plus célèbres". "Cut and Run" ("Filer à l'anglaise") – nom donné à la rétrospective dont le journal local publie l'affiche – couvre les vingt-cinq dernières années.

À la porte !

MALI — "La sortie, c'est par là", ironise le journal **L'Aube**. La phrase s'adresse à la mission onusienne pour la stabilisation au Mali (Minusma), déployée dans le pays depuis 2013. Forte de plus de 15 000 militaires, policiers et civils, son mandat devait être examiné le 29 juin par le Conseil de sécurité. En réclamant son retrait "sans délai" le 16 juin à l'ONU, le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, a accéléré un mouvement déjà amorcé.

Drinkflation

CE MOT-VALISE, contraction de *drink* ("boisson") et d'*inflation*, désigne la tendance des brasseurs au Royaume-Uni à réduire la teneur en alcool de leurs produits "tout en ne baissant pas leur prix voire en l'augmentant", explique **The Daily Telegraph** le 18 juin. Cousine de la *shrinkflation*, qui consiste à vendre des paquets plus petits au même prix, cette manœuvre permet aux grands groupes de faire des économies. En effet, outre-Manche, "les bouteilles sont taxées en fonction du pourcentage d'alcool qu'elles contiennent", détaille le journal.

OUGANDA

L'horreur dans un lycée

Dans la soirée du 16 juin, des hommes ont tué une quarantaine de lycéens. Les autorités les suspectent d'appartenir à un groupe affilié à Daech.

Quarante lycéens brûlés vifs par les rebelles des ADF", titre le 18 juin le **Sunday Monitor** au-dessus d'une carte détaillant l'endroit où a été commis le massacre. Deux jours plus tôt, dans la nuit, des membres présumés des Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe affilié à Daech, se sont infiltrés dans les dortoirs du lycée Lhubiriha, dans la ville de Mpondwe, à deux kilomètres de la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC). Y dormaient 63 élèves, raconte le journal de Kampala. "Trente-sept ont été tués à coups de machette tandis que les autres ont péri dans l'incendie des dortoirs."

Le massacre n'a pas été revendiqué. Mais l'armée y voit l'œuvre des ADF. Cité par le **Sunday Monitor**, son porte-parole, Felix Kulayigye, explique que "cette tuerie est similaire aux attaques barbares commises par le

passé par les ADF contre des cibles inoffensives". Les ADF sont considérées comme une des milices armées les plus meurtrières parmi celles qui sévissent dans l'est de la RDC, riche en minerais. En mars, Washington a promis une récompense de 5 millions de dollars pour toute information pouvant conduire à la capture de leur chef. Ce groupe est né en 1995 en vue de lutter contre le président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986. Ce même président ougandais qui a promis de traquer les auteurs du massacre du lycée Lhubiriha "jusqu'à leur extinction".

Ce n'est pas la première fois que les ADF ciblent une école. En 1998, des hommes avaient incendié l'institut technique de Kichwamba, là aussi près de la frontière avec la RDC. Quatre-vingts étudiants avaient péri et une centaine d'autres avaient été enlevés.—



SUISSE

Un premier pas pour le climat

Près de 60 % des Suisses ont dit oui, le 18 juin, à la loi sur le climat fixant la neutralité carbone à l'horizon 2050.

En plébiscitant la loi sur le climat, les Suissesses et les Suisses ont donné un signal fort à la transition énergétique du pays", se réjouit **Le Temps** dans un éditorial, au lendemain du référendum qui a recueilli 59,1 % de oui. La loi "ancree, noir sur blanc, l'objectif de 'zéro émission nette' de gaz à effet de serre en 2050".

Le Courrier estime que l'initiative s'inscrit "dans une révolution

copernicienne". De fait, salue le journal, elle porte "sur des propositions qui semblaient relever de l'utopie". Moins enthousiaste, la **Tribune de Genève** juge que le texte approuvé "n'a vraiment rien d'ebouriffant. Mais c'est un premier pas."

La loi prévoit, entre autres, "des aides publiques de 2 milliards [de francs suisses, soit 2,04 milliards d'euros] sur dix ans pour remplacer les chauffages polluants, ainsi que de 1,2 milliard sur six ans pour encourager les technologies vertes en entreprise", précise **Le Temps**.

Pour plusieurs commentateurs, si la loi a été à ce point plébiscitée, c'est parce qu'elle "caresse le porte-monnaie dans le sens du poil plutôt que de le hérissier", commente **24 Heures**, faisant allusion à l'absence d'outils fiscaux contraignants dans le texte. En conséquence, s'inquiète la **Neue Zürcher Zeitung**, à moins d'atteindre la neutralité carbone en 2050, "dans cette affaire la Suisse risque fort de devenir la championne du monde de l'effet d'annonce".

— **Courrier international**

← Dessin de Falco, Cuba.



d'un
continent
à l'autre.
europe



Asie	14
Amériques.....	18
Afrique	22
France	24

Migrants. Naufrage en Grèce: à quila faute ?



FOCUS

Le naufrage d'un navire transportant des centaines de migrants, le 14 juin en mer Ionienne, est la pire catastrophe du genre dans la région depuis plusieurs années. Même si les trafiquants sont incriminés, c'est surtout la politique migratoire européenne qui est dénoncée.

“J'aurais pu la faire venir légalement”

Des amis et des connaissances mandatés par les proches des disparus affluent en Grèce de toute l'Europe pour tenter d'obtenir un signe de vie. Nombre d'entre eux ont jadis emprunté des routes similaires pour rejoindre le continent.

—The Observer (Londres)

Il y a huit ans déjà, en 2015, Mahmoud Taffash débarquait à Lesbos, en mer Égée. Ce jeune Syrien avait alors 18 ans. À l'instar de millions d'autres réfugiés fuyant la guerre civile syrienne, il avait atteint ces rivages à bord d'un zodiac parti de Turquie. Le crissement des cailloux sur la plage marquait une nouvelle étape de son voyage vers l'Occident.

“C'était avancer et se reposer, avancer et se reposer, raconte cet homme de 27 ans à propos de l'odyssée qui allait le conduire

de l'incertitude d'une zone de conflits à la tranquillité de Hambourg. Il fallait aller de l'avant, sans se poser de questions.”

Mi-juin, alors que Mahmoud Taffash était sur le point d'obtenir la nationalité allemande, il a dû retourner en Grèce, le pays où son voyage sur le continent européen a commencé. Et ce pour de tristes raisons.



REPORTAGE

“Je suis venu aider Kassem”, explique cet étudiant en génie civil, décidé à se porter au secours de son meilleur ami, qui a lui aussi fui la Syrie via la Grèce il y a huit ans.

“Il était transi d'inquiétude pour sa femme, Esra. Elle était sur le bateau, elle s'était rendue en Libye avec son frère pour entrer en contact avec le réseau de passeurs. Dès que nous avons appris le naufrage, nous avons pris un avion et nous sommes venus ici.”

Tests ADN. Ils ne sont pas seuls, loin de là. Le 17 juin, l'un et l'autre font partie des nombreux proches et amis présents sur place. Dans l'attente anxieuse de nouvelles de leurs êtres chers, ils ont convergé vers le bâtiment néoclassique qui héberge la garde côtière grecque de la ville portuaire de Kalamata. Comme ces deux Syriens, presque tout le monde dans ce groupe presque uniquement composé d'hommes appartient à une précédente vague de migrants et de réfugiés ayant atteint l'Europe, souvent après avoir bravé tous les périls, pour finalement s'installer dans des pays de tout le continent. Tous sont sous le choc après la tragédie.

“Tout ce que nous voulons savoir, c'est s'il a survécu, explique Ahsan Muhammad, un ouvrier agricole pakistanais dont le cousin, Musa, était sur le bateau. Au pays, les mères demandent sans cesse des



☛ Des survivants du naufrage sur le port de Kalamata, le 14 juin 2023.

Photo Angelos Tzortzinis/AFP



nouvelles de leurs enfants. Elles ont besoin de savoir.”

Quelques jours après que ce chalutier de 25 mètres de long a chaviré tandis qu’il faisait route vers l’Italie, il n’y a plus guère d’espoir que la liste de survivants dépasse les 104 hommes d’ores et déjà rescapés, même si les patrouilleurs poursuivent leurs recherches sur le lieu du naufrage.

Il s’agit de l’une des pires catastrophes maritimes de l’histoire récente. Et les autorités avancent ainsi le chiffre de 500 personnes – originaires de Syrie, d’Égypte, d’Afghanistan et du Pakistan – portées disparues. Pour leurs proches venus en avion du Royaume-Uni, d’Espagne, de Suède, des Pays-Bas et d’Allemagne, l’espoir de les revoir s’amenuise un peu plus chaque jour. Les tests ADN – menés samedi par les gardes-côtes – ont surtout servi à tenter d’identifier les corps de 78 personnes retrouvés par les autorités. Les autres passagers reposent dans les eaux très profondes de cet endroit de la Méditerranée. Les rescapés, à l’exception d’environ 20 personnes encore à l’hôpital, ont déjà pu reprendre contact avec leurs proches.

“Il y avait 10 personnes de mon village dans la région pakistanaise de Mandi Bahuddin qui avaient payé 5 000 dollars les passeurs pour monter à bord”, soupire Arshad Muhammad, rencontré devant le bureau des gardes-côtes avec des photocopies des passeports et

des cartes d’identité de ses compatriotes qui étaient sur le bateau.

“Leurs parents nous ont demandé d’être là. C’était la jeune génération. Au Pakistan, les familles sont prêtes à vendre leurs animaux, leurs terres et même leur voiture pour payer le voyage à leurs enfants. Ils sont prêts à tous les sacrifices.”

Ce jeune trentenaire a traversé les cols montagneux du Pakistan, de l’Iran et de la Turquie pour venir en Grèce il y a dix ans. “C’était très dur. Nous avons marché pendant trois mois, aujourd’hui c’est plus facile de trouver des passeurs pour l’Europe”, explique-t-il dans un grec presque parfait.

“Au Pakistan, les familles sont prêtes à tout vendre pour payer le voyage à leurs enfants.”

Arshad Muhammad, OUVRIER PAKISTANAIS VIVANT EN GRÈCE

“J’aime beaucoup ce pays. Ahsan et moi, nous travaillons dans des serres, ici dans le Péloponnèse. Je gagne 40 euros par jour et j’envoie de l’argent à ma famille. C’est le genre de vie dont rêvaient les gens sur le bateau.”

Les deux ouvriers agricoles ne sont pas les seuls à avoir pour mission de retrouver ceux qui auraient embarqué en Égypte sur le chalutier reparti de Tobrouk, en Libye, le 9 juin. Peu après la tragédie, survenue le 14 juin, Amjad et Ahmed Ali, deux frères venus de Derby, sont arrivés en Grèce

par avion. Leur père, installé au Royaume-Uni depuis 1957, avait été submergé d’appels paniqués d’amis au Pakistan qui le suppliaient de les aider à retrouver leurs enfants.

“Nous avons une liste de noms et nous faisons de notre mieux, explique Amjad, qui est gérant de plusieurs fast-foods dans les Midlands. Nous connaissons un homme qui a vendu sa maison pour payer les passeurs. Il s’agit de gens qui vivent dans la misère et qui sont prêts à tout.”

La peur et l’incertitude. Il espère que les autorités grecques récupéreront le bateau, qui gît au fond de la Méditerranée à probablement plus de 5 000 mètres de profondeur. “Toute cette histoire est vraiment tragique. Il faut vraiment qu’ils retrouvent le bateau pour que les proches puissent faire leur deuil.”

Kassem est rongé par la peur et l’incertitude. Ce Syrien de 34 ans, qui vit à Hambourg depuis 2015, cherche des nouvelles de la “merveilleuse jeune fille” de 21 ans qu’il a épousée il y a à peine deux ans.

Ironie du sort, Esra n’avait pas besoin d’être sur le bateau. “J’aurais pu la faire venir légalement si le gouvernement n’avait pas demandé qu’elle passe un test d’allemand basique, dit-il en essuyant ses larmes. Mais elle ne savait ni lire ni écrire, donc elle ne pouvait pas passer d’examen.”

En désespoir de cause, Kassem, qui travaille pour DHL, s’est décidé à avoir recours à un réseau de passeurs. Il a cherché sur Facebook le meilleur moyen d’arriver en Italie via la Libye. “Je suis tombé sur ce réseau égyptien et on a discuté. Je les ai payés 4 500 euros. Je voulais tellement qu’on soit ensemble, et maintenant je l’ai perdue.”

—**Helena Smith,** publié le 18 juin

SOURCE

THE OBSERVER
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
theguardian.com/observer

Le plus ancien des journaux du dimanche (1791) est aussi l’un des fleurons de la “qualité britannique”. Il appartient au même groupe que le quotidien *The Guardian* mais est d’obédience libérale.

“Un crime commis en notre nom”

Ce journal de gauche grec s’emporte contre les politiques migratoires, qu’il juge responsables de drames à répétition.

—**Efimerida Ton Syntakton (Athènes)**

Dans la zone la plus profonde de la Méditerranée, là où la plaque africaine s’engouffre sous la plaque eurasiennne, les rêves et les espoirs de centaines de personnes ont coulé en même temps que leur embarcation métallique, dans les abysses, à plus de 5 000 mètres de profondeur.

Nous ne connaissons probablement jamais les noms et les histoires de ceux qui ont péri, mais nous savons très bien que ce crime a été commis en notre nom, tout comme nous connaissons les noms de tous ceux qui en sont responsables.

En notre nom et au nom de la patrie, pour la gloire et la sécurité de l’Europe et pour la protection des frontières, l’Union européenne (UE) a mis en œuvre des politiques qui transforment le Vieux Continent en forteresse et les pays frontaliers en prisons. Éradiquant toute notion d’humanité et laissant derrière elle des décennies de tradition juridique, elle traite ceux qui n’ont rien comme des ennemis à écraser.

Les réfugiés sont repoussés jusqu’à ce qu’ils se noient dans la mer Égée, les persécutés tombent entre des murs dans la région de l’Évros [frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie où s’étend une clôture de 35 kilomètres de longueur], les demandeurs d’asile deviennent du gibier, les déracinés sont entassés dans des camps.

En conférant aux pays du Sud le rôle de chiens de garde à ses frontières et en dépensant sans compter dans des moyens de répression, l’Union européenne

légifère et perfectionne les technologies du crime. Et alors qu’elle a normalisé l’horreur et légitimé l’inhumanité, elle se montre choquée par une nouvelle tragédie pourtant annoncée.

Du ministère de l’Immigration grec au président du Conseil européen, et de Kyriakos Velopoulos [homme politique grec d’extrême droite] à la présidente de la République hellénique, on désigne les passeurs comme responsables de cette disgrâce qui a coûté la vie à des centaines de personnes.

Ce ne sont pas les guerres des dirigeants ni la stratégie de démembrement des pays, pas les politiques d’exploitation de l’homme ni les tactiques pour empêcher ces damnés de la Terre de passer légalement qui sont responsables. Non. Les responsables sont les contrebandiers du désespoir.

La Grèce a décrété trois jours de deuil national. Mais un véritable geste de respect pour ceux qui ont péri et tous ceux qui se préparent pour un prochain périple qui se joue à la roulette russe serait d’arrêter de verser des larmes et d’en finir dès à présent avec ce comportement de chien qui se couche devant les puissants et qui mord les pauvres diables de ce monde.—

Publié le 15 juin



ÉDITO



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Suivez toutes les réactions de la presse étrangère après le naufrage au large des côtes du Péloponnèse. De la polémique autour du rôle des gardes-côtes aux critiques de la politique migratoire de Bruxelles. Avec cet éditto du quotidien **Ta Nea**: “L’Union européenne est responsable du naufrage en Grèce.” Ou cet article de **La Libre Belgique**: “L’UE verse des larmes de crocodile sur les tragédies de la migration.”



↳ Dessin de Tjeerd Royaards,
Pays-Bas.

Vu du

Royaume-Uni

Londres dans les pas de l'UE

●●● Aux confins de "l'Europe forteresse", le Royaume-Uni érige ses propres murailles. En témoigne le projet de loi sur l'immigration illégale adopté en avril en première lecture par la Chambre des communes.

"Ce texte fermerait la porte à quiconque souhaiterait déposer une demande d'asile dans le pays s'il n'arrive pas par une soi-disant voie légale, s'indigne le quotidien en ligne

The Independent. Or il existe peu de routes sûres – à part celles ouvertes pour les réfugiés ukrainiens et hongkongais –, et cette loi ne résoudrait en rien le problème." Les personnes arrivées sur les côtes du sud-est de l'Angleterre au moyen d'embarcations de fortune seraient obligatoirement redirigées vers un pays tiers, comme le Rwanda, "en violation du droit international".

Le Royaume-Uni porte donc une part de responsabilité dans la multiplication des tragédies en mer, clame la presse britannique de gauche. Londres, à l'instar des capitales européennes, "se révèle incapable de développer une approche humaine et cohérente aux défis posés par la migration", déplore l'hebdomadaire

The Observer. À la hausse des traversées de la Manche (45 000 en 2022, un record), le gouvernement "répond par toujours plus de mesures dissuasives inefficaces". D'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), quelque 220 personnes ont péri ou disparu entre la France et les côtes britanniques depuis 2014. "Le texte discuté actuellement au Parlement, prévient *The Independent*, n'évitera en aucun cas de nouveaux drames."



Les trafiquants, ces marchands d'espoir

Le renforcement des frontières européennes contraint les passeurs à trouver de nouvelles routes migratoires et à adapter leurs méthodes. Une évolution qui rend les traversées de la Méditerranée plus périlleuses.

— I Kathimerini (Athènes)

Depuis 2015, quand les vagues de réfugiés étaient houleuses et incessantes, les autorités européennes et nationales des pays méditerranéens se sont organisées. Elles ont mis en place des opérations de sauvetage, d'une part, et des contrôles renforcés des frontières, d'autre part.

Mais les trafiquants, qui ont élevé leur travail inhumain au rang de science, continuent de mettre des gens en danger de mort... parce qu'il y a beaucoup d'argent à se faire. Dans certains cas, le service fourni par un trafiquant à un immigré s'apparente à une bouée de sauvetage. Dans d'autres, c'est une occasion d'accéder à des perspectives économiques qui vont changer la vie de ses descendants.



ANALYSE

Les routes depuis l'Afrique du Nord et la Turquie changent constamment, les points de départ aussi, les embarcations ont parfois des capitaines "réguliers", et parfois ce sont des immigrés qui proposent le service en échange de la traversée. Les trafiquants font tout pour s'assurer un maximum de place sur le bateau (évitant, par exemple, de donner des gilets de sauvetage, trop encombrants), et équipent désormais les embarcations de plusieurs moteurs pour parcourir le plus de distance possible.

De 2015 à avril 2023, les autorités européennes, menées par l'agence Frontex, ont organisé et mis en œuvre quatre opérations majeures. Sofia en juin 2015, Poséidon en janvier 2016, Indalo en mars 2017 et l'opération Themis en février 2018. Ces opérations ont respectivement permis de

secourir, 44 916, 133 126, 108 106 et 373 945 personnes.

Mais les morts, selon les chercheurs et les médias internationaux, dépassent les 20 000 personnes, l'ONU parlant d'au moins 25 000 victimes de 2015 à aujourd'hui.

Les vies se perdent en Méditerranée parce que les trafiquants sont obligés de devenir plus créatifs dans la façon dont ils vendent l'espoir. Et les migrants qui fuient la mort finissent souvent par la trouver.

Même si l'Europe a renforcé ses gardes-frontières et s'est montrée active dans la lutte contre la traite des êtres humains, bien qu'elle ait conclu des accords avec la Turquie ou

"En Libye, il n'y a plus de bateaux de pêche. Tout est utilisé par les passeurs."

Un trafiquant

la Libye pour réguler les flux migratoires, les trafiquants se multiplient et prospèrent.

Les points de départ de chaque traversée sont adaptés, de toute l'Afrique du Nord vers la Grèce ou l'Italie. Celle-ci semble privilégiée, car ses frontières maritimes sont immenses, tandis que nos frontières sont mieux gardées, que les côtes turques sont proches et qu'il est donc plus facile de les surveiller.

Les trafiquants emmènent alors de plus en plus de gros navires dans les eaux internationales au large de la Grèce continentale pour essayer d'éviter les patrouilles locales des garde-côtes.

Les passeurs préfèrent désormais la Libye comme point de départ des principaux couloirs migratoires, car l'environnement politique instable du pays les sert, là où le chaos depuis la mort de l'ancien dictateur Kadhafi en 2011 s'apparente à la normalité.

Les environnements sociopolitiques instables semblent favoriser la corruption des autorités, où les fonctionnaires gardant les frontières des pays d'origine sont soudoyés à outrance.

Comme l'avait déclaré un trafiquant libyen il y a des années, "si le poisson est si cher en Libye, c'est à cause du manque de bateaux de pêche. Tout est utilisé par des passeurs."

"Les flux migratoires sont multifactoriels. Il n'y a à première vue souvent aucune raison apparente de voir arriver certains migrants dans notre pays ou en Italie, mais il existe de nombreuses petites crises régionales, en particulier en Afrique subsaharienne, dans des corrélations que nous ne connaissons pas toujours", décrypte pour *I Kathimerini* Tasos Yfantis, responsable de Médecins du monde.

La situation affecte également la liste de prix établie par les passeurs. Si, par exemple, la corruption des autorités est élevée, le prix à payer augmente également pour la personne désespérée qui cherche une nouvelle vie. Les prix fixés par les marchands d'espoir dépendent aussi de la manière dont les trafiquants transportent les migrants, que ce soit par voie terrestre, maritime ou aérienne.

Les prix varient également en fonction du nombre de passagers. En d'autres termes, il y a les traversées relativement privées – les plus sûres –, qui coûtent plus cher. À l'inverse, un bateau qui contient des centaines de personnes coûte moins cher par personne, mais c'est là que les risques augmentent.

On observe que le trafic de masse se fait avec moins de bateaux. Ce qui réduit le nombre de traversées et engendre beaucoup plus de profits pour les trafiquants.

Dans le même temps, les embarcations utilisées ressemblent à des assemblages métalliques bon marché.

“Les bateaux sont si instables que si quelqu’un bouge pendant le voyage, tout le bateau peut prendre l’eau et chavirer”, décrit Flavio Di Giacomo, représentant du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme.

Les États européens n’ont demantelé que très peu de grands groupes de trafiquants.

“Ce qui est certain, c’est qu’en Méditerranée les bateaux sur lesquels embarquent les migrants sont souvent uniquement bons pour la casse, détaille Tasos Yfantis. En mer Égée, les personnes ayant embarqué sur les canots pneumatiques depuis la Turquie les surnomment ‘death balloons’. À mesure que la surveillance et les directives se renforcent dans les pays méditerranéens, le risque de la traversée augmente et le tarif des voyages grimpe. Vous les entendez dire qu’ils atteignent 1 000 euros par tête, et en un mois le tarif a doublé, voire quadruplé. Cela change constamment et tout repose entièrement sur les trafiquants. Les migrants se

retrouvent à travailler un temps dans le pays de transit, pour récolter les 10 000 euros nécessaires à la traversée de la famille, puis à entrer dans le navire condamné, sans gilets de sauvetage et sans savoir nager. En compagnie de leurs enfants. C’est vraiment leur dernier espoir.”

Les agences européennes publient souvent des informations sur les personnes arrêtées soupçonnées de trafic, mais moins de données sont rendues publiques sur le nombre de ces arrestations qui aboutissent réellement à des condamnations.

Les recherches montrent que le principal effet de la plupart des opérations de lutte contre la traite consiste en une réduction de la criminalité à petite échelle, généralement organisée ad hoc par les migrants eux-mêmes.

L’ancien directeur adjoint de Frontex Gil Arias a déclaré qu’en 2022 très peu de grands groupes de trafiquants avaient été démantelés par les autorités répressives européennes. Cela s’explique en partie par des difficultés opérationnelles, les “gros” trafiquants opérant principalement depuis les pays voisins et ne montant jamais eux-mêmes à bord des bateaux – mais aussi par le manque de preuves de grands groupes criminels organisés transnationaux impliqués dans le trafic.

Les trafiquants ont probablement toutes les raisons de continuer sans être inquiétés. Les passeurs sont les agents de l’immigration clandestine moderne. Ils déterminent où et comment les gens se déplacent.

“L’image que nous avons des voies choisies par les trafiquants, nous l’obtenons des personnes qui ont réussi à atteindre notre pays, et qui se trouvent ensuite dans des centres d’accueil ou de détention à Chios, Samos, Lesbos... Il est évident que si les gens sont obligés de se déplacer de cette façon, peu importent les moyens mis en place pour lutter contre les trafics, ils continueront de le faire. Ils ne s’arrêteront pas”, conclut Tasos Yfantis.

—Dimitris Athinakis, publié le 16 juin

SOURCE

I KATHIMERINI

Athènes, Grèce

Quotidien, 46 000 ex.

kathimerini.gr

Fondé en 1919, “Le Quotidien” est considéré comme l’un des journaux les plus sérieux du pays, une référence parmi les médias grecs pour sa couverture de la politique nationale et internationale. Conservateur et de centre droit, il est proche du parti de la Nouvelle Démocratie.



Vu du

Pakistan

“La forteresse Europe n’est pas seule responsable”

●●● Des centaines de Pakistanais se trouvaient à bord du bateau qui a chaviré au large de la Grèce le 14 juin. La presse nationale accuse l’Europe et les gouvernements en Asie d’être incapables d’assurer à leurs citoyens un avenir économique. “Mort en mer”, a titré le 19 juin l’édito du grand quotidien pakistanais Dawn. “C’est une tragédie récurrente – dont on n’aperçoit pas la fin, alors que les crises économiques, politiques et climatiques obligent un nombre grandissant de personnes à fuir leur

foyer”, regrette le quotidien de Karachi. Des ressortissants pakistanais semblent “avoir été ciblés” sur le chalutier, apprend-on dans **The Observer**, le 18 juin. Des témoignages suggèrent que les Pakistanais “ont été contraints” de voyager “en soute”, les migrants d’autres nationalités “étant autorisés sur le pont supérieur, où ils avaient beaucoup plus de chances de survivre à un naufrage”, révèle l’hebdomadaire britannique. “Malheureusement, l’absence d’aide des autorités côtières fait partie intégrante

de la politique xénophobe plus large de l’Europe qui vise à empêcher les migrants d’entrer”, juge Dawn. “Cependant, relève le titre, la forteresse Europe n’est pas la raison pour laquelle les habitants des pays en voie de développement, comme le Pakistan, choisissent de quitter leur pays. [...] C’est un crime lorsque le gouvernement [pakistanais] décide d’ignorer un problème grave qui s’est transformé en une crise aux proportions mortelles”, condamne fermement Dawn.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site : <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/185-atlas>



Le Moyen-Orient en cartes

Cet atlas original, réalisé avec les meilleurs spécialistes, synthétise des siècles d’histoire et éclaire d’un jour nouveau, au-delà des émotions, les enjeux géopolitiques actuels.

12€*

L’eau et les océans en cartes

Berceau de la vie, l’eau est aussi à l’origine des civilisations. Parcourez cette vaste géographie aquatique qui irrigue notre histoire au gré de plus de 200 cartes.



14,90€*



Les peuples en cartes

Ce hors-série revient sur la façon dont se sont construits les peuples et les États-nations au fil du temps et sur ce qui les définit : une langue, un territoire, une culture, un récit fondateur...

14€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu’au 31 décembre 2023. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



Le pacte sur l'asile et la migration *est-il un progrès ?*

Quelques jours avant le tragique naufrage au large des côtes du Péloponnèse, les ministres de l'Intérieur européens avaient approuvé plusieurs textes visant à modifier la législation en matière d'immigration. La réforme divise, y compris au sein de la rédaction de cet hebdomadaire allemand de référence.

NON

Il tue le droit d'asile

—Die Zeit (Hambourg)

Le droit individuel à l'asile touche à sa fin en Europe. C'est du moins ce que souhaitent les États membres de l'UE. Leurs ministres de l'Intérieur se sont mis d'accord jeudi [8 juin] à Luxembourg sur un compromis qui exclut globalement certaines personnes de la demande d'asile : un individu qui a fui un pays pour lequel les demandes aboutissent rarement, par exemple la Turquie, l'Inde, la Tunisie, la Serbie ou l'Albanie, n'aura plus la garantie de pouvoir demander l'asile [via la procédure normale].

Les personnes concernées seront détenues dans des camps aux frontières de l'UE, leurs chances d'obtenir l'asile y seront étudiées [de manière accélérée] et, dans la majorité des cas, leur dossier rejeté. Cela pourrait même s'appliquer à des personnes qui ont fui la Syrie ou l'Afghanistan, pays pour lesquels les demandes d'asile présentaient un taux de reconnaissance [du statut de réfugié par les autorités allemandes] de plus de 90 % et 80 % respectivement, en 2022.

Tout le monde ne sera donc pas assuré d'accéder à une procédure individuelle, accès qui est pourtant garanti par la Constitution et la Convention européenne des droits de l'homme. Le droit d'asile se retrouve vidé de sa substance, et par le gouvernement allemand. Quelle ironie ! Cette coalition [entre les sociaux-démocrates, les Verts et les libéraux] se dit progressiste et elle se prononce pour le plus grand recul de l'histoire de l'UE en matière de migration et de réfugiés. Cet accord est donc effectivement "historique" mais n'est certainement pas une réussite pour les droits humains, comme l'a déclaré le ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser.

Auparavant, la politique allemande et européenne en matière d'asile était déjà hypocrite : seul pouvait jouir de ce droit prétendu fondamental une personne qui arrivait dans l'UE au péril de sa vie, au prix de beaucoup d'argent et en toute illégalité, en passant par la Méditerranée ou les Balkans.

Avec l'accord de jeudi, l'UE fait un pas de plus en direction d'un isolement vis-à-vis du reste du monde. Elle renvoie les migrants dans des camps situés à ses portes. Les intéressés y attendront de trois mois, au mieux, à six mois qu'on se prononce sur leur demande d'asile. Ils pourront donc être internés pendant une demi-année dans des conditions comparables à celles de la détention.

[Un tel traitement] s'appliquera aussi aux familles avec enfants. Contrairement à ce qu'il avait promis, le gouvernement [allemand] ne l'a pas empêché. Il a accepté la proposition, malgré le franchissement de ce que l'on voyait au départ comme sa "ligne rouge". Le camp grec de Kara – qui a remplacé celui de Moria, ravagé par un incendie [en 2020] – donne une idée effrayante de ce à quoi ressembleront les conditions de détention dans ce genre de lieux.

On évoque la solidarité des États de l'UE. C'est une plaisanterie : seules 30 000 personnes arrivées aux frontières extérieures seront relocalisées sur le [reste du] territoire de l'Union [afin de soulager les pays en première ligne]. Alors qu'on a enregistré plus de 960 000 demandes d'asile dans l'ensemble de l'UE l'année dernière. Et les pays qui ne veulent pas accueillir de demandeurs d'asile pourront y échapper moyennant finance [la somme de 20 000 euros par demande refusée est évoquée].

Cet argent ne sera même pas affecté automatiquement à l'aide aux migrants dans les pays où ils arrivent, mais pourra financer la protection des frontières – y compris la surveillance des côtes libyennes, qui fait pourtant controverse.

Le gouvernement n'aurait pas dû accepter ce compromis qui tue le droit d'asile. Avancer qu'il permet de sauver l'unité de l'Europe parce qu'une majorité d'États membres est favorable à une orientation plus dure vis-à-vis des migrants, c'est faire preuve de cynisme. On parvient donc à l'unité politique au détriment des personnes et de leurs droits.

[Heureusement], on n'en est encore qu'à la première étape de la procédure. Le Parlement européen, qui ne semble pas totalement convaincu, pourrait faire capoter la réforme et sauver ainsi les valeurs de l'Europe.

—Till Schwarze-Thurm

OUI

Il fait bouger les choses

C'est une bonne chose que les États membres de l'Union européenne se soient entendus sur un régime plus strict en matière d'asile. Commencer la procédure de demande d'asile aux frontières extérieures, par exemple en Afrique du Nord, cela paraît dur à première vue. Cependant, le compromis s'applique aux personnes originaires de pays pour lesquels le taux de reconnaissance [du statut de réfugié] est très bas. À l'heure actuelle, elles risquent leur vie pour rejoindre l'Europe, et une fois sur place sont souvent laissées dans une longue incertitude avant d'être déboutées.

L'Union européenne envoie donc le bon message au reste du monde : les migrants qui n'ont aucune chance d'obtenir le statut de réfugié seront interceptés, et leur situation rapidement examinée. En revanche, ceux qui fuient la guerre, les persécutions, ou dont les droits ont été bafoués ne seront plus arrêtés aux frontières extérieures.

Cette réforme a également un effet politique : elle dément l'idée reçue selon laquelle n'importe qui peut entrer en Europe. Il suffit de songer à certains accords de réadmission, comme le pacte migratoire avec la Turquie, ou aux interventions musclées de Frontex en Méditerranée pour comprendre que ces clichés ne tiennent pas debout.

La réforme pourrait faire comprendre que ce sont surtout les personnes qui peuvent prétendre au statut de réfugié qui viennent en Europe. Le renforcement prévu des accords de réadmission pourrait en outre accélérer la reconduite à la frontière des demandeurs d'asile déboutés. Si le système n'est pas encore accepté, c'est parce que la procédure est souvent très longue.

Enfin, il ne faut pas sous-estimer l'importance de cette réforme pour l'Union européenne. Après des années d'immobilisme, les choses bougent. La réforme prévoit avant tout d'apporter un soutien plus important aux États membres du sud de l'Europe, qui reçoivent jusqu'à présent le gros des migrants. Les pays qui s'y

refusent devront payer, ce qui explique les nombreux refus auxquels le compromis se heurte en Europe de l'Est.

Afin que la réforme soit efficace tout en garantissant les valeurs de l'Union européenne, elle doit être appliquée correctement. Quand on voit [les conditions de vie épouvantables des réfugiés dans le] camp de Kara Tepe, en Grèce, on peut émettre des doutes. Mais ces doutes sont-ils une raison pour ne rien faire et laisser la situation partir à vau-l'eau jusqu'à ce qu'on puisse effectivement parler de nouvelle crise migratoire ?

L'exemple de Kara Tepe est né d'une nécessité, et illustre la passivité dont a fait preuve l'Union européenne jusqu'ici. Si la réforme finit par être adoptée, l'Europe devra prouver qu'elle peut être menée dans le respect des droits de l'homme. La procédure aux frontières extérieures durera "normalement" douze semaines, c'est à cela que l'Union européenne sera jugée. L'UE devra également faire en sorte que les centres d'accueil soient irréprochables.

Cette solution est-elle idéale ? Pouvons-nous l'adopter sans mauvaise conscience ? Non. Il serait plus judicieux d'avoir un véritable système de répartition accompagné d'une immigration ciblée. Et cette réforme ne changera rien aux causes des migrations, que la crise climatique devrait encore accentuer.

C'est cependant une réalité politique qu'il faille souvent passer par des processus longs et frustrants pour adopter des mesures nécessaires (quand on y arrive). Après des années d'immobilisme, mieux vaut avancer pas à pas.

—Sasan Abdi-Herrle,
publié le 9 juin



CONTROVERSE

SOURCE



DIE ZEIT

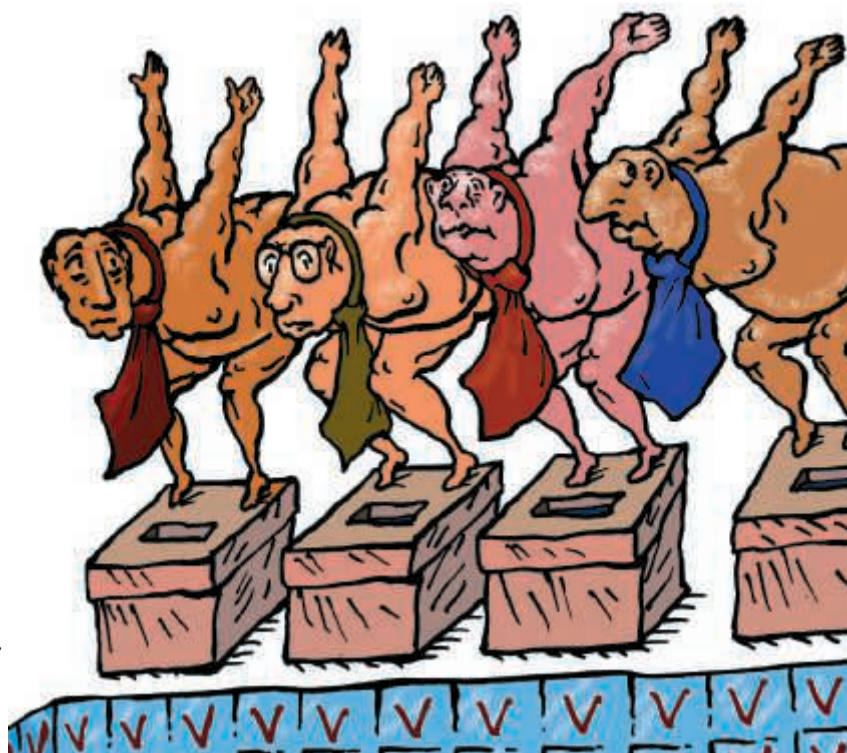
Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 578300 ex.
zeit.de

C'est la publication allemande de référence. Créé en 1946 par la force d'occupation britannique, établi à Hambourg, ce journal d'information et d'analyse politique se distingue aussi par sa maquette et son iconographie très recherchées.

MONTÉNÉGRO

Des élections législatives sans véritable vainqueur

Le parti Europe maintenant a remporté les législatives, mais sans majorité absolue. L'affaire Do Kwon et les tractations entre partis brouillent la formation d'une coalition de gouvernement.



← Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

L'intérieur grâce aux membres de la communauté Blockchain que j'avais fait venir au Monténégro pour développer des projets dans le domaine de la technologie de stockage et de transmission des informations", a-t-il déclaré, cité par l'hebdomadaire **Monitor**.

Selon le quotidien **Pobjeda**, le scandale avec Do Kwon va peser sur la formation du nouveau gouvernement. Sans Abazovic, le mouvement Europe maintenant réduit considérablement ses capacités de coalition. D'éventuelles tractations avec le mouvement Pour l'avenir du Monténégro, antieuropéen et anti-Otan – qui dit avoir appliqué un moratoire sur ces points – risqueraient de le compromettre aux yeux de son électorat, de l'Union européenne et des États-Unis, estime **Jutarnji List**, à Zagreb. Les analystes n'excluent pas la possibilité d'un gouvernement de minorité soutenu par le DPS, que le PES ne voit pas pour le moment comme un partenaire politique.

"Il est fort probable que le nouveau gouvernement ne soit pas formé avant septembre. Il n'est pas impossible non plus que de nouvelles élections soient convoquées à l'automne ou au début de l'hiver", résume **Monitor**.

— **Courrier international**

En remportant les élections législatives avec 26 % des voix, le mouvement Europe maintenant (PES), fondé il y a moins d'un an, a continué son ascension sur la scène politique du Monténégro. Après avoir remporté, en octobre, les municipales dans la capitale, Podgorica, et, en avril, la présidentielle, ce mouvement triomphe aux législatives", rapporte le quotidien **Vijesti**, à Podgorica, après le scrutin du 11 juin.

L'un des fondateurs du PES, Jakov Milatovic (37 ans), est devenu le président du Monténégro en avril en détrônant Milo Djukanovic, chef de l'État durant près de trente ans. L'autre, Milojko Spajic (36 ans), tête de liste aux législatives, est pressenti pour devenir Premier ministre. Les deux sont entrés en politique en 2020 en tant qu'experts dans le premier gouvernement d'opposition à Djukanovic, respectivement comme ministre de l'Économie et ministre des Finances, explique l'hebdomadaire **Vreme**, de Belgrade. À la fin de leur mandat, le montant minimal des salaires et des retraites a été doublé, atteignant 450 euros pour l'un et 250 euros pour l'autre.

Avec 24 sièges sur 81 au Parlement, le PES n'a pas réalisé pour autant le résultat escompté et a été talonné par le Parti démocrate des socialistes (DPS) de Djukanovic, dont on prévoyait la déroute. Repris par le jeune Danijel Zivkovic (35 ans), ce parti remporte 21 sièges, suivi par la coalition pro-serbe Pour l'avenir du Monténégro (30 % des citoyens du Monténégro se déclarent serbes), avec 13 sièges, et par l'alliance entre la Coalition des démocrates et le mouvement citoyen URA, avec 11 sièges. Les partis des minorités bosniaque et albanaise ont obtenu une dizaine de sièges.

La majorité relative du PES complique la tâche de son chef, Milojko Spajic, qui doit composer le nouveau gouvernement, souligne le site **Antenam**. Dès la victoire de son mouvement, Spajic a écarté toutes

les négociations avec le DPS, mais également avec Dritan Abazovic, Premier ministre par intérim depuis octobre 2022, pourtant partenaire naturel du PES en tant que pro-européen et pro-Otan.

À quelques jours des élections, Abazovic a rendu public une lettre du Sud-Coréen Do Kwon, roi des cryptomonnaies en détention à Podgorica depuis avril, très compromettante pour Spajic. Do Kwon, accusé par les États-Unis et Singapour du détournement de 40 milliards de dollars, aurait reconnu auprès des autorités monténégrines entretenir des contacts avec Spajic (en 2018 et en 2022), et avoir soutenu la campagne électorale de son mouvement.

Le PES et Spajic ont vivement réagi en accusant Abazovic de "complot politique" et

d'"abus des institutions d'État". Spajic, qui a étudié au Japon et en Corée du Sud et travaillé à Singapour, a reconnu connaître Do Kwon, mais dément son influence sur les élections. "Do Kwon a été localisé au Monténégro et dénoncé au ministère de

Un pays lourdement endetté

●●● Le Monténégro est devenu indépendant en 2006, suite au référendum sur sa sortie de l'union avec la Serbie, organisé par le gouvernement souverainiste et pro-occidental de Milo Djukanovic. En 2008, il a adopté l'euro comme monnaie nationale et entamé les négociations d'adhésion à l'UE. Ce pays de 600 000 habitants, au carrefour des intérêts de l'Occident, de la Serbie et de la Russie, est entré dans l'Otan en 2017. Incapable de rembourser les prêts contractés auprès de son principal partenaire commercial, la Chine – dettes qui représentent environ 30 % de son PIB –, le pays a évité la faillite avec l'aide des banques américaines et européennes. Celle-ci avait été sollicitée par Milojko Spajic, chef du mouvement L'Europe maintenant, lorsqu'il était ministre des Finances, en 2021, précise **Jutarnji List**.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international



asie

Pakistan. L'armée reprend la main

Malgré le soutien de nombreux Pakistanais, Imran Khan n'a pas remporté son bras de fer avec l'armée, se félicite ce magazine. Cependant la répression qui s'abat sur ses alliés et soutiens politiques inquiète.



—The Friday Times

extraits (Lahore)

A lors que les flammes de la révolte du 9 mai s'éteignent peu à peu, il est désormais évident que les violences commises par les partisans de l'ancien Premier ministre [du Pakistan] Imran Khan [dont l'arrestation a provoqué de violentes protestations] ne sont qu'une des multiples facettes de la lutte de pouvoir qui se joue devant nos yeux depuis un an.

Outre l'invasion et le pillage d'installations militaires, les insurgés espéraient déclencher une mutinerie au sein de l'armée et renverser ainsi son chef, le général Asim Munir. Même s'il affirme le contraire, Imran Khan comptait très certainement sur un tel dénouement. Mais la tentative de putsch a lamentablement échoué, et l'ex-Premier ministre se retrouve en délicate posture.

Après l'arrestation de nombreux sympathisants et responsables du PTI [Pakistan Tehreek-e-Insaf ou Mouvement du Pakistan pour la justice, la formation d'Imran Khan], le démantèlement du parti s'est amorcé à une vitesse spectaculaire. Même pour le Pakistan, cette chute est rapide – l'ancien Premier ministre lui-même

s'attend à ce que son parti soit bientôt interdit. Le pouvoir militaire a l'habitude de ces opérations chirurgicales, comme l'a prouvé [en novembre] le discours d'adieu de l'ancien chef d'état-major, le général Qamar Javed Bajwa, dans lequel il évoquait sept décennies [de contrôle par l'armée de la vie politique du pays].

Intouchables. Certes, ceux qui quittent le parti en troupeaux ne sont que des opportunistes ayant senti le vent tourner. Les procès devant les tribunaux militaires, la perspective de passer de longues années en prison et le risque d'inéligibilité suffisent à convaincre ces hommes et ces femmes aux pieds d'argile de prononcer leur "divorce forcé" d'avec le PTI, comme le déplore Imran Khan.

Autre volet de sa stratégie, l'élite militaire a également resserré les rangs. On n'entend plus désormais résonner le baratin néfaste des vétérans dévoués à Khan et à sa vision du monde. L'état-major a limogé le commandant de l'unité de Lahore [pour avoir laissé entrer les émeutiers], arrêté la petite-fille d'un ancien chef d'état-major et aurait entrepris des purges en interne. Le 25 mai, le général en

retraite Bajwa, qu'Imran Khan avait qualifié de traître [pour avoir cessé de le soutenir], a assisté, en civil, à la cérémonie d'hommage aux martyrs de la nation. L'armée a ainsi envoyé un message on ne peut plus clair à tous les partis politiques, en particulier au PTI : les chefs militaires, qu'ils soient encore en fonction ou non, sont intouchables.

Le contre-coup d'État en réaction à l'offensive d'Imran Khan s'appuie aussi sur une campagne de répression musclée, visant le réseau de propagande, qui se pensait infaillible, créé par le PTI grâce à des financements venus de l'étranger, à l'argent du contribuable fourni par les gouvernements locaux et à quelques

médias privés. Des youtubeurs [pro-PTI] comme Imran Riaz Khan ont "disparu", d'autres ont été "embarqués" puis libérés après obtention d'un certificat de bonne conduite, et la conversion forcée des opposants se poursuit. Cette répression a été lancée en réaction, entre autres, à l'émergence d'un système de désinformation qui prônait l'anarchie et appelait les militaires à la mutinerie.

Une autre composante évidente de ce troisième volet est la guerre psychologique et la

Appuyez. Implosion/Explosion.
Dessin de Sajith Kumar, Inde.

guerre de l'information menées par l'armée contre la machine des réseaux sociaux acquis au PTI, avec notamment la réactivation de ses anciens "atouts stratégiques" dans l'arène politico-religieuse [avec laquelle l'armée a toujours maintenu une forte proximité] afin de remettre en question la popularité du PTI.

Nouveau procès. Le dernier volet de ce putsch des militaires consistera à faire arrêter de nouveau et à juger Imran Khan, ce dont ce dernier est parfaitement conscient. Alors qu'il avait auparavant l'avantage du nombre – la mobilisation dans la rue de partisans fanatisés prêts à tout pour défendre leur héros –, il est en train de perdre du terrain. L'opération de "nettoyage" de Zaman Park [lors d'une fouille de la résidence d'Imran Khan, le 20 mai, plusieurs arrestations ont eu lieu] et la police qui patrouille désormais librement dans une zone autrefois considérée comme le bastion imprenable de Khan, tout cela laisse penser que celui-ci est déjà "neutralisé", sinon en détention officielle.

Le 11 mai, Imran Khan semblait invisible. Il avait défié le chef de l'armée, son parti avait brûlé les symboles du pouvoir militaire et il pouvait apparemment compter sur le soutien solide de quelques juges de la Cour suprême [qui avaient invalidé son arrestation après deux jours de manifestations]. Mais, en l'espace de quelques jours, la junte a riposté avec toute la puissance de l'État, y compris avec l'aide de la coalition au pouvoir, qui apparaît aujourd'hui comme complice d'un coup d'État postmoderne où les civils se sont ralliés aux militaires pour se débarrasser d'un ennemi commun.

S'agit-il de la plus grande erreur stratégique d'Imran Khan? Apparemment oui, du moins pour l'instant. Non seulement, en s'attaquant à l'armée de manière aussi maladroite et en dehors de tout consensus parlementaire, Imran Khan s'est privé de la possibilité de revenir au pouvoir, mais son rôle en tant qu'homme politique à court et à moyen terme pourrait même être sérieusement en péril. S'il échappe par miracle à la colère de la junte, une grande partie des cadres de son parti – en particulier les "éligibles" – ne reviendront pas dans son giron. Le meilleur scénario pour Khan

Chronologie

TROIS JOURS DE TROUBLES

9 mai 2023 — Imran Khan, l'ancien Premier ministre pakistanais devenu figure de l'opposition, est arrêté, alors qu'il s'apprêtait à comparaître dans l'une des nombreuses affaires dans lesquelles il est poursuivi.

9 et 10 mai 2023 — Ses supporters descendent alors dans les rues et vandalisent des symboles de la puissante armée pakistanaise, qu'ils jugent responsable d'avoir orchestré son arrestation. Ils pénètrent dans le quartier général de l'armée à Rawalpindi, et mettent le feu à la résidence du chef de l'armée de la province du Pendjab. Ces heurts entre les partisans et les forces de l'ordre font au moins neuf morts.

11 mai 2023 — La Cour suprême invalide l'arrestation d'Imran Khan, qui est alors libéré. Des milliers de sympathisants et des dizaines de cadres de son parti sont ensuite arrêtés.

serait un retour à l'ère pré-Bajwa-Faiz, où son parti pourrait s'exprimer, mais sans le soutien d'un État officiel.

Qu'en est-il des partis de la coalition au pouvoir? Ils se réjouissent peut-être secrètement de la fin du projet Imran, mais ils ne font rien. La rigidité d'Imran Khan n'a laissé aucune place à un éventuel compromis politique, et la coalition au pouvoir pense pouvoir tirer parti de l'affrontement de Khan avec les militaires. Ce que ces partis oublient, c'est qu'en cédant du terrain à l'armée et en fermant les yeux sur ces mesures de répression draconiennes ils pourraient encourager un contexte encore plus autoritaire. Une fois le problème Imran Khan "résolu", d'autres pourraient se retrouver pris pour cible, les militaires ne comptant pas s'arrêter là.

Les partis ne doivent pas sous-traiter leurs combats politiques aux militaires, ni encourager les abus anticonstitutionnels, sinon ils risquent de se trouver rapidement pris de leur propre piège.

—Raza Rumi,
publié le 2 juin

INDE

Adieu les sciences

Scientifiques et éducateurs indiens s'inquiètent de la suppression de concepts fondamentaux des nouveaux manuels scolaires du secondaire.

La nouvelle édition des manuels scolaires ne cesse de créer la controverse en Inde, prévient **India Today**. Après avoir supprimé la théorie de l'évolution du naturaliste Charles Darwin des livres de classe de seconde, l'organisme chargé des programmes a créé une nouvelle levée de boucliers en retirant le tableau périodique des éléments chimiques, rapporte le média indien.

Après la pandémie de Covid-19, le Conseil national de la recherche et de la formation pédagogiques, organisme chargé des programmes, s'était lancé dans une

opération dite de "rationalisation". Les écoles indiennes ayant été fermées pendant près de deux ans, l'objectif officiel était de faciliter le retour en classe des élèves en allégeant les programmes. "Environ 30 % du programme a été supprimé pour les classes" allant de la sixième à la terminale, apprend-on. "La suppression de ces sujets scientifiques a suscité des inquiétudes parmi les scientifiques et les enseignants", prévient **India Today**. Le tableau périodique constitue le fondement de l'enseignement de la chimie, fournissant une compréhension systémique des éléments et de leurs propriétés.

De même, la théorie de l'évolution de Darwin, dont on a appris la suppression des livres de classe des secondes au mois d'avril, permet aux étudiants de comprendre l'interdépendance et la diversité des formes de vie sur Terre. "La suppression de ce chapitre peut entraver leur capacité à comprendre les mécanismes complexes qui façonnent le monde naturel", s'alarme le magazine.

Ce n'est pas la première fois que la réécriture des manuels scolaires suscite la controverse en Inde. Les critiques accusent régulièrement le Conseil national de la recherche et de la formation pédagogiques de se soumettre à l'idéologie des nationalistes hindous du Bharatiya Janata Party (BJP) au pouvoir. Des pans entiers de l'héritage des empereurs moghols, ces musulmans ayant régné dans une grande partie du sous-continent du xvi^e au xix^e siècle, ont

déjà été supprimés des livres d'histoire.

The Hindu rappelle dans une tribune signée par une journaliste scientifique que Darwin avait déjà fait l'objet de plusieurs critiques par les nationalistes hindous dans le passé. En 2018, écrit le quotidien anglophone, le ministre du Développement des ressources humaines, dont le portefeuille comprend l'enseignement supérieur, avait jugé que la théorie de Darwin était "scientifiquement erronée" et avait appelé à la suppression des programmes.

"La théorie de Darwin non seulement explique l'origine des êtres humains (et de toutes les autres formes de vie dans le monde), mais sauve également cette explication de la croyance qu'un 'concepteur intelligent' (comprendre : Dieu) les a construits tels qu'ils sont et les a mis à leur place. Priver les étudiants de ces informations [...] est, comme l'ont souligné

scientifiques et éducateurs en désaccord, 'dangereux'", écrit la journaliste dans les colonnes du *Hindu*.

L'autre quotidien anglophone, **The Indian Express**, avait publié fin avril une tribune de Partha P. Majumder, un éminent scientifique indien, qui jugeait qu'effacer la théorie de Darwin des manuels scolaires était un "énorme tort".

"Ne pas permettre aux jeunes enfants d'étudier l'évolution revient à restreindre leur capacité à poser des questions pertinentes et à les empêcher de penser dans un cadre unificateur pour chercher des réponses à des questions pertinentes. Permettre aux enfants d'apprendre le concept d'évolution va au-delà de son pouvoir en tant qu'explication scientifique", avait jugé Partha Majumder. Ce dernier, aux côtés de milliers d'autres universitaires indiens, a demandé au gouvernement de réintroduire l'enseignement de la théorie de Darwin dans les classes de seconde. Pour l'instant, leur requête est restée lettre morte.

— **Courrier international**



**JE LÈGUE AU
GRET**

Je confie mon dernier projet à celles et ceux qui sauront prendre soin du monde.

Depuis près de cinquante ans, les équipes du GRET agissent dans une trentaine de pays à travers le monde sur tous les terrains de la solidarité, pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités et préserver l'environnement. Les legs et assurances-vie sont des ressources formidables pour nous permettre de construire, avec et pour les personnes les plus vulnérables, des sociétés plus justes et plus durables.

adfirmas © Maya Palma

POUR OBTENIR UNE BROCHURE GRATUITE, CONFIDENTIELLE ET SANS AUCUN ENGAGEMENT :

- vous pouvez vous rendre sur [TRANSMETTRE.GRET.ORG](https://www.transmettre.gret.org)
- ou renvoyer ce coupon à : Fonds d'appui du GRET, Service libéralités, Campus du jardin d'agronomie tropicale de Paris, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne cedex. Mme M.

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : | | | | | Ville :

“ RÉFLÉCHIR À CE QU'IL ADVIENDRA DE SON PATRIMOINE APRÈS SA DISPARITION EST UNE ÉTAPE FONDAMENTALE DE LA VIE, qui demande du temps. N'hésitez pas à vous faire accompagner par un notaire pour vous assurer que vos volontés seront respectées. Je suis également là pour vous écouter et vous accompagner dans votre projet, en toute confidentialité.”

AGATHE COUSIN, Responsable libéralités

legs@gret.org 01 70 91 92 23

Le fonds d'appui du GRET est exonéré des frais et droits de succession. En le désignant comme bénéficiaire d'un legs ou d'une assurance-vie, vous avez la garantie que 100 % de votre don sera utilisé pour les missions de solidarité du GRET. Mention légale RGPD : Les données recueillies vous concernant nous sont nécessaires pour assurer le suivi de votre demande et vous tenir au courant de nos activités. Vos données personnelles collectées resteront strictement confidentielles. Elles ne seront ni vendues, ni échangées. Conformément à la loi informatique et libertés modifiée et au Règlement général sur la protection des données, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification, d'effacement et d'opposition, de limitation et de portabilité de vos données personnelles, en vous adressant à notre Délégué à la protection des données par courrier postal ou par email à dpo@gret.fr

GRETLEGS23CIAP

THAÏLANDE

Gare à la descente!

Les agriculteurs se sont rués sur la culture du cannabis, enthousiasmés par sa légalisation. Un an après, la déception prime.



—The Straits Times
(Singapour)

Quand en juin 2022, la Thaïlande a légalisé le cannabis à usage thérapeutique, des milliers de personnes ont voulu profiter de cette manne. Sinnin Tukta en faisait partie. Cette femme de 43 ans a investi près de 500 000 bahts [plus de 13 000 euros] pour faire pousser plus de 400 plants de cannabis sur ses terres, à Nakhon Phanom, une province du Nord-Est située près du Mékong.

Pourtant, près d'un an après, Tukta n'a pas vendu un gramme de sa récolte. "Je suis déçue. Nous avons perdu de l'argent

parce que personne ne veut acheter notre récolte. Ce n'est pas du tout rentable."

Le marché du cannabis thérapeutique en Thaïlande devrait rapporter environ 43 millions de bahts [1,1 million d'euros] d'ici à 2025, et la décision du gouvernement d'inscrire le cannabis au registre des plantes médicinales et non plus des stupéfiants devait non seulement remplir les caisses de l'État, mais également aider les petites et moyennes entreprises ainsi que les cultivateurs à augmenter leurs revenus.

Le ministre de la Santé, Anutin Charnvirakul, dont le parti, Bhumjaithai, s'était fait le champion de la légalisation du

cannabis thérapeutique, avait même déclaré qu'il voulait faire de Nakhon Phanom la "ville du cannabis" pour dynamiser son économie et faire venir les touristes.

Attirés par les bénéfices qu'on leur avait fait miroiter, des cultivateurs comme Sinnin Tukta ont remplacé leurs plantations de riz ou d'arbres à caoutchouc par du chanvre. Une poignée d'entre eux ont même investi dans des serres, rapporte Banchob Promsa, qui dirige le Réseau d'entrepreneurs du cannabis à Nakhon Phanom.

Prix cassés. "Mais au moment de la récolte, impossible de la vendre", dit-il. Cet ancien directeur d'un hôpital de province a été l'un des premiers à se mettre à la culture du cannabis à Nakhon Phanom. Il a obtenu l'autorisation en 2019, quand la Thaïlande a autorisé pour la première fois un usage limité du cannabis à des fins thérapeutiques. Aujourd'hui, il est à la tête d'un collectif de 200 agriculteurs.

En 2022, ils ont signé un accord avec une entreprise qui leur a promis de payer de 5 000 à 30 000 bahts [entre 130 et 800 euros] le kilo de fleurs de cannabis séchées, en fonction de leur qualité. Pourtant cet intermédiaire a été incapable de trouver des acheteurs prêts à déboursier ce montant, raconte Banchob, qui ajoute que le prix de gros des sommités florales séchées a plongé.

Avant juin 2022, les têtes de cannabis se vendaient entre 5 000 et 7 500 bahts le kilo [entre 130 et 200 euros]. Or le changement de la loi a conduit plus de 1,38 million de cultivateurs à se lancer dans ce commerce. L'offre a dépassé la demande, les prix ont été cassés, et le kilo vaut désormais entre 500 et 2 000 bahts [entre 13 et 53 euros].

"Ce n'est pas rentable. Nous avons donc décidé d'attendre que les prix remontent", explique Banchob, qui possède environ 36 kilos de cannabis séché

soigneusement entreposés dans sa grange dans des sachets hermétiques. Ils se conservent environ six mois.

Les cultivateurs ne sont pas les seuls à être les grands perdants de cette ruée vers l'or vert.

Dans la boutique de cannabis RG 420, située dans la très touristique Khaosan Road, à Bangkok, les recettes ont baissé de plus de 80 % depuis son ouverture, en 2022, selon son propriétaire, Ong-ard Panyachatraksa.

"On pourrait croire, en voyant les nombreux coffee-shops de la rue, qu'il y a une forte demande, mais ce n'est pas le cas."

À la suite de l'assouplissement de la réglementation, des milliers de boutiques ont ouvert, ainsi que des commerces proposant des produits à base de cannabis.

Le secteur ne croît pas en raison du flou législatif sur la culture et l'usage du cannabis thérapeutique.

Mais l'engouement du début, avec ses longues files d'attente qui se formaient devant les magasins, a fini par se dissiper, notamment à cause de la valse-hésitation des autorités.

Le flou persistant sur la définition de l'usage thérapeutique ainsi que les descentes de police ont eu des effets négatifs sur le commerce. Ainsi, Ong-ard regrette : "Même les touristes qui seraient intéressés ont peur d'enfreindre la loi."

Si de grands groupes thaïlandais comme Charoen Pokphand et d'autres entreprises internationales ont investi dans le cannabis (dans des produits destinés à la consommation, l'agriculture et les produits pharmaceutiques), l'absence d'une législation suffisamment claire sur la culture et l'usage du cannabis freine la pleine croissance de ce secteur.

↳ Dessin de Mayk paru dans Sydsvenskan, Malmö.

"Les investisseurs hésitent. Nos clients étrangers se demandent si c'est le bon moment de se lancer sur le marché thaïlandais, puisque la loi reste floue", explique Homhuan Atthachai, directeur des affaires réglementaires au sein du cabinet d'avocats et de conseil Tilleke and Gibbins.

En mal d'export. En outre, la demande en cannabis thérapeutique ne connaît pas une croissance aussi rapide que prévu à l'international, souligne Atthachai. "La demande à l'étranger est faible puisque le cannabis reste illégal dans une majorité de pays de la région. Quant à la demande sur le sol thaïlandais, elle n'est pas suffisante (pour absorber la surproduction)."

L'avenir du secteur du cannabis dépend désormais du nouveau gouvernement qui sortira du scrutin du 14 mai [un vote pour désigner le Premier ministre est prévu le 3 août], alors que la société s'inquiète de l'accès trop facile des mineurs au cannabis et regrette le flou juridique, qui permet un détournement du cannabis à usage médical à des fins récréatives, explique Atthachai.

Le prochain gouvernement devrait faire passer une loi très attendue sur le cannabis et le chanvre afin de clarifier la situation, mais il pourrait également de nouveau inscrire le cannabis sur la liste des stupéfiants. Il faudra du temps pour que les petits cultivateurs de cannabis fassent des profits, reconnaît Atthachai, qui leur conseille de revenir à des cultures plus intéressantes financièrement.

C'est ce que compte faire Panadda Bupasiri, un agriculteur de Nakhon Phanom. La saison suivante, en septembre, ce quadragénaire a décidé de ne plus consacrer autant de temps et de terres à la culture du cannabis. "Je vais me remettre à la pastèque."

—Tan Tam Mei,
publié le 30 avril

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec



Cet été, vivez votre meilleure vie avec le meilleur des Wifi

Wifi 6E

Dernière
génération

**Avec l'offre Livebox Max Fibre et la Livebox 6.
Et profitez aussi du service Wifi Sérénité :
jusqu'à 3 Répéteurs Wifi 6 mis à disposition
et un accompagnement personnalisé par un Spécialiste
Wifi d'Orange.**

Offre soumise à conditions valable en France métropolitaine sous réserve d'éligibilité et avec équipements compatibles.
Détails sur [orange.fr](https://www.orange.fr)

orangeTM



amériques

↳ Dessin de Lauzan, Chili.

États-Unis. Un fléau qui frappe de génération en génération



FOCUS

Trente-cinq ans après la première fusillade en milieu scolaire, dans le Michigan, ces tueries sont devenues tristement courantes. «*Nous sommes un pays qui laisse ses enfants se faire massacrer*», déplore cette universitaire américaine expatriée.

—The Atlantic, extraits
(Washington)

C'était il y a trente-cinq ans, une semaine avant mon dix-huitième anniversaire. Je me trouvais à mon travail dans une librairie de Winnetka, la banlieue tranquille de Chicago où j'ai grandi.

À l'heure du déjeuner, des clients en proie à une grande agitation ont commencé à arriver, demandant si nous étions au courant de ce qui se passait. Nous ne savions rien. En 1988, les nouvelles circulaient lentement. Selon la rumeur, quelqu'un tirait sur les gens dans la rue. Nous avons allumé la radio. Il s'agissait d'une femme qui voulait se venger, mais on ne savait pas de quoi. Elle courait de maison en maison. Certains ont dit qu'elle empoisonnait les gens. D'autres qu'elle avait mis le feu à une maison. Non, pas une maison, une école de Highland Park, à quelques kilomètres. Elle était allée dans une autre école. Elle cherchait des enfants qui étaient en CM1 à Hubbard Woods, notre école primaire. Il y avait eu une fusillade à Hubbard Woods. Mon petit frère était en CM1 à Hubbard Woods.

Winnetka est une banlieue aisée. Ce qui, en 1988, était synonyme de sécurité. Les enfants faisaient du vélo sans casque et allaient à l'école seuls. L'école primaire de Hubbard Woods était un joli bâtiment de plain-pied en brique rouge, une enclave entourée d'arbres dans

une ville verdoyante, et quelqu'un y était entré avec une arme.

J'ai appelé chez moi. Personne n'a répondu. Le seul moyen de savoir si mon frère allait bien était de courir moi-même à l'école. Mais je me disais que cela ne ferait qu'empirer les choses.

Culpabilité du survivant. La peur qui s'est emparée de notre ville cet après-midi-là, l'horreur de ne pas savoir si votre enfant a été tué pendant qu'il apprenait les tables de multiplication, était une chose inconnue de la majorité des Américains. Aujourd'hui, beaucoup trop de personnes connaissent ce sentiment. Aujourd'hui, je me précipiterais à l'école parce que je sais. Aujourd'hui, les parents américains courent à l'école de leurs enfants lorsqu'ils entendent parler de tirs parce qu'ils savent. Aujourd'hui, les élèves de CE1 américains envoient un SMS à leurs parents pour leur dire adieu parce qu'ils savent. Personne d'autre

dans le monde ne vit comme cela.

Les rumeurs que nous avons entendues ce jour-là étaient confuses, mais elles étaient globalement exactes. La personne armée était une femme, Laurie Dann, et elle cherchait bien à se venger. Elle avait travaillé comme baby-sitter et montrait depuis quelque temps un comportement inquiétant. Elle avait décidé de s'en prendre à certains des enfants dont elle s'était occupée, en particulier ceux d'une famille qui lui avait annoncé qu'elle déménageait. Elle a déposé des friandises et des jus de fruits contenant de l'arsenic dans plusieurs maisons. Elle a emmené les plus jeunes enfants de la famille qui allait déménager. Ils étaient avec elle lorsqu'elle a essayé de mettre le feu à l'école de Highland Park. Après les avoir ramenés chez leur mère, elle a mis le feu à leur maison mais ils ont tous réussi à s'échapper. Elle a ensuite pris la direction de Hubbard Woods armée de trois pistolets.

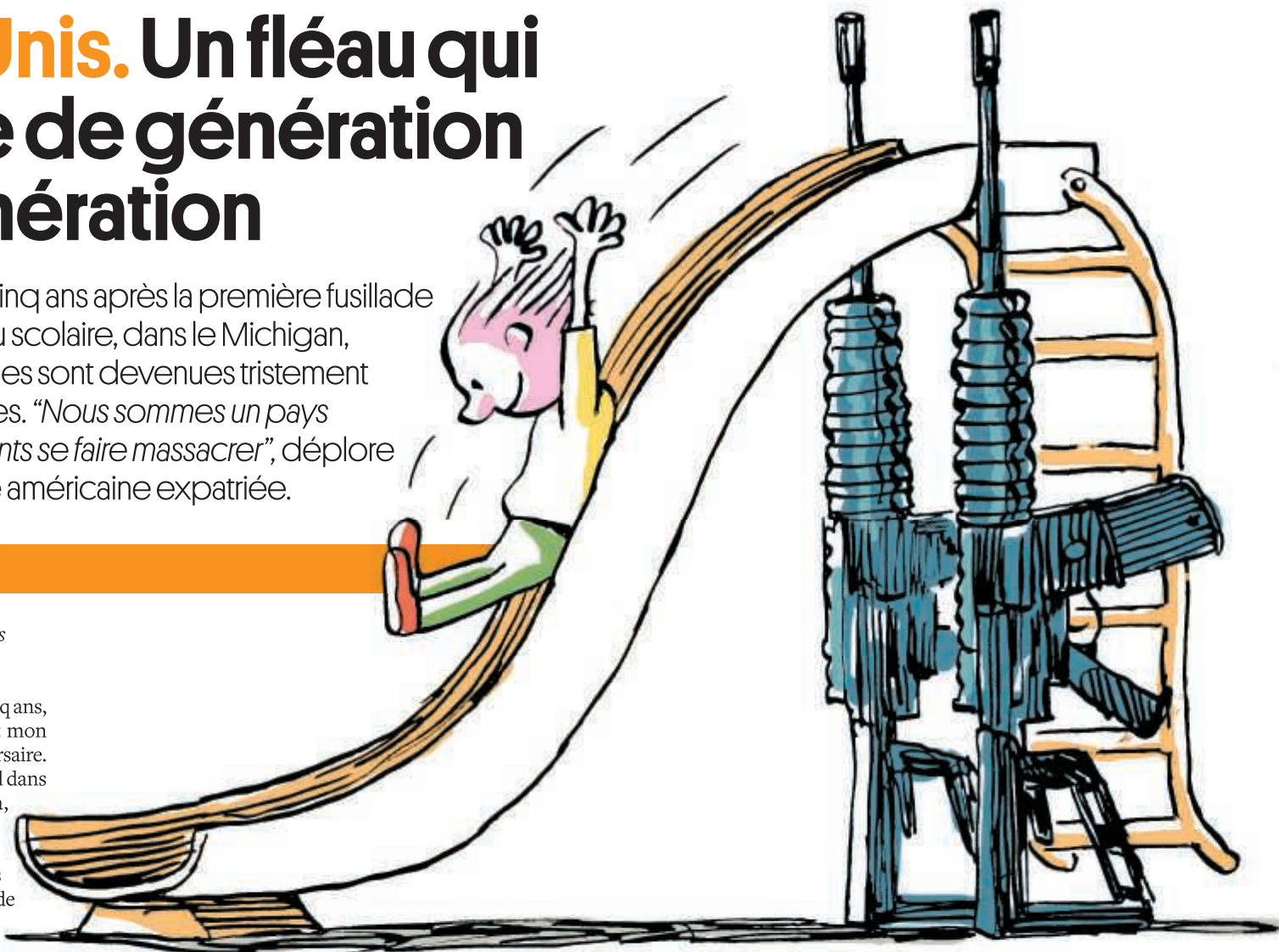
Les habitants de Winnetka ont toujours su pourquoi Dann était allée dans cette école : elle cherchait les enfants plus âgés de la famille, qui étaient en CM1 et en CM2. Mais les CM1 et les CM2 étaient partis à Chicago ce jour-là. Si les cibles de Dann et leurs camarades, dont mon frère, ont été épargnés, c'est uniquement par chance.

Dann a tiré sur un élève qu'elle a croisé dans le couloir, puis elle est entrée dans une classe de CE1. L'enseignant a tenté de la désarmer, mais elle a réussi à bloquer les enfants dans un coin et ouvert le feu. Elle a tué un garçon de 8 ans, Nick Corwin. L'enfant qui se trouvait devant Nick a eu le réflexe de se baisser. Il a échappé

On fait passer aux enfants des tests sur la sécurité à vélo, mais on les laisse se faire massacrer.

à une blessure, mais pas au traumatisme qui a suivi. Six enfants ont été touchés par les balles de Dann. Cinq ont survécu. Lorsque Dann a fait irruption dans la salle, les enfants étaient en train de passer un test sur la sécurité à vélo. C'est un détail auquel je pense souvent. Nous étions sur le point de devenir une société qui fait passer aux enfants des tests sur la sécurité à vélo, mais les laisse se faire massacrer par des gens armés.

Sur le chemin du retour, le bus de mon frère et ses camarades a changé de route et les a amenés au collège Washburne. On leur a dit qu'il y avait eu un accident. Aucun d'entre nous n'a pensé ce jour-là au sentiment de culpabilité très particulier qui étreindrait ces enfants : la culpabilité du survivant. Ils allaient vivre le reste de leur vie en sachant que c'était à eux qu'étaient destinées les balles de Dann, pas aux élèves de CE1 qu'elle a abattus à leur place.



Mon frère vit toujours à Winnetka. Pendant de longues années, il n'a pas parlé de ce qui s'était passé et nous n'avons pas posé de question. Aujourd'hui, il a lui-même des enfants. L'aîné est à Washburne et a commencé les entraînements à la conduite à tenir en cas de fusillade. L'été dernier, un homme a ouvert le feu lors du défilé du 4-Juillet dans la ville voisine de Highland Park. Mon frère se trouvait avec sa famille à celui de Winnetka, à quelques kilomètres de distance, lorsqu'il a été demandé au public d'évacuer parce qu'il y avait un "tireur actif". Il a dit à sa femme, qui était terrorisée, qu'il avait déjà subi un traumatisme lié aux fusillades et que maintenant il traitait la peur différemment. Ils ont ensuite dû expliquer la réalité des armes à feu en Amérique à leur cadet, élève à Hubbard Woods.

Vingt ans de répit. Nous sommes arrivés à un stade où les traumatismes ne font que se répéter et s'aggraver : nous sommes confrontés encore et encore à des fusillades de masse. Génération après génération. Laurie Dann avait trois pistolets. Elle a tué un enfant et blessé six personnes. Le tireur de Highland Park avait un fusil semi-automatique et trois chargeurs. Il a tué sept personnes et en a blessé 48.

Mon frère a commencé à parler de ce qui s'est passé en 1988. Il a beaucoup à dire sur la décision des Américains de sacrifier la sécurité physique et émotionnelle de leurs enfants pour le privilège de jouer avec des armes de guerre.

La tuerie de Hubbard Woods est parfois appelée la "première fusillade en milieu scolaire".

Tout de suite après, Winnetka a durci sa loi sur les armes à feu. Elle est restée en vigueur jusqu'en 2008, lorsque le conseil municipal a voté son abrogation en réponse à la décision de la Cour suprême dans l'affaire *District of Columbia vs Heller*. Pendant vingt ans, il a été très difficile de se procurer des armes à feu dans la région et il n'y a eu aucune tuerie.

Depuis l'arrêt de la Cour suprême, le nombre de fusillades de masse a explosé aux États-Unis.

En cherchant bien, on peut parfaitement trouver le moyen de ne pas accuser les armes à feu d'être à l'origine des morts par balles. On peut rejeter la faute sur la

maladie mentale. Sur le trop grand nombre de points d'entrée et de sortie dans les établissements scolaires. Sur les enseignants qui refusent de faire la classe avec une arme chargée à portée de main. Des écoles du Michigan viennent d'interdire les sacs à dos parce qu'une arme a été trouvée dans celui d'un élève de CE2 (c'est la troisième fois qu'une arme est trouvée dans le sac d'un enfant depuis le début de l'année).

En 2022, les États-Unis ont enregistré 44361 décès par arme à feu [selon les statistiques de l'organisation Gun Violence Archive]. Tous ne sont pas survenus dans une fusillade de masse, mais aucun n'a été causé par un sac à dos.

Après la fusillade du 6 mai 2023 dans le centre commercial d'Allen, au Texas, qui a fait huit morts, dont des enfants, l'animatrice de télévision Megyn Kelly, connue pour ses opinions conservatrices, a posté sur Twitter des commentaires accusant les partisans du renforcement du contrôle des armes d'être responsables de ces massacres. On a du mal à imaginer que quelqu'un puisse tenir de tels propos. Mais Kelly n'en démordait pas. Il y a encore des fusillades de masse, disait-elle, parce que des gens continuent de soutenir que réduire le nombre de fusils d'assaut ferait baisser le nombre de tueries causées par des

Tout le monde, sauf les Américains, sait que réglementer les armes à feu réduit la violence armée.

fusils d'assaut. "Vous avez PERDU. C'est FINI", a-t-elle écrit.

Kelly rejette la faute sur les maladies mentales mais, pour autant qu'on sache, les troubles psychiques ne sont pas plus courants aux États-Unis qu'ailleurs, et le nombre de maladies mentales n'y a pas augmenté ces dernières années. Alors qu'il est avéré que beaucoup plus de gens possèdent une arme à feu.

Que pouvons-nous faire d'autre? Nous pouvons limiter l'accès à ces armes. Beaucoup de pays ont été touchés par des fusillades de masse au cours des dernières décennies. Ils ont réagi en renforçant la réglementation sur les armes à feu, et le nombre de tueries a diminué. La Serbie a récemment connu

386

C'EST LE NOMBRE DE FUSILLADES ou incidents armés qui se sont déroulés en milieu scolaire aux États-Unis, selon un décompte du *Washington Post*, depuis la tuerie du 20 avril 1999 dans le lycée de Columbine, au Colorado, qui avait fait 13 morts et de nombreux blessés. Comme le souligne le quotidien, "au-delà du nombre d'enfants tués ou blessés lors de ces fusillades, pour les élèves témoins de cette violence, ou contraints de se cacher pour en réchapper, cela représente un profond traumatisme". Au total, le journal estime que 356 000 jeunes Américains ont été exposés à la violence par arme à feu au sein de leur établissement scolaire depuis 1999.

deux fusillades de masse et aussitôt renforcé sa réglementation sur les armes, parce que tout le monde, sauf les Américains, sait que réglementer les armes à feu réduit la violence armée.

Onze ans après le massacre de Hubbard Woods, deux adolescents ont tué 13 personnes avant de retourner leurs armes contre eux au lycée Columbine, dans le Colorado, en 1999. Quatre mois plus tard, je suis partie enseigner au Royaume-Uni. Je suis arrivée trois ans après l'équivalent britannique de Columbine, une fusillade dans une école primaire de Dunblane, en Écosse. Un homme avait tiré sur 32 personnes avant de se suicider. Seize enfants et une enseignante sont morts. Le Royaume-Uni a rapidement adopté une loi réglementant les armes à feu. Elle est toujours en vigueur, et personne n'a jamais demandé son annulation. Grâce à cette loi, le massacre de Dunblane reste la fusillade de masse la plus meurtrière de l'histoire du Royaume-Uni. Les armes n'ont pas été interdites : les gens ont toujours le droit de les utiliser pour la chasse et le sport. Mais elles sont réglementées.

Au Royaume-Uni, il n'y a pas de débat sur les "tueries en milieu scolaire". Tous les Britanniques, toutes tendances politiques confondues, trouvent inimaginable que les armes à feu puissent faire l'objet d'un débat en Amérique. Quels sont donc les termes de ce débat? Savoir s'il est acceptable que des enfants soient massacrés dans leur école? Hubbard Woods aurait dû être notre Dunblane. Il n'y aurait jamais dû y avoir de massacre à Columbine en 1999, ni à Sandy Hook en 2012, ni à Uvalde en 2022.

Le fait que Winnetka ait adopté une loi sur les armes à feu aussitôt après la fusillade de Hubbard Woods, une loi qui a donné des résultats, rend caduc l'argument des défenseurs des armes selon lequel "il en a toujours été ainsi" en Amérique en raison du deuxième amendement [de la Constitution américaine, relatif au port d'armes].

En 1988, notre réaction a été la stupéfaction parce que les fusillades de masse étaient rares. Megyn Kelly part du principe que les armes à feu sont un élément inévitable de la vie américaine et, par voie de conséquence, les fusillades de masse également, à moins que nous ne trouvions une autre solution qui nous échappe encore.

Rôle de la Cour suprême. Elle devrait savoir aussi bien que moi que c'est complètement faux, parce que nous sommes toutes les deux nées la même année et que nous n'avons pas grandi avec ce type de massacres, ni avec des entraînements à la conduite à tenir en cas de fusillade, ni avec des politiciens appelant à armer les enseignants, à installer des détecteurs de métaux ou à poster des agents de sécurité dans les écoles maternelles.

S'il était vrai que le deuxième amendement a toujours fait de la liberté de posséder des armes à feu un élément inévitable de la vie américaine, il y aurait eu des tueries dans les écoles bien avant 1988.

Plus de deux tiers des 35 fusillades les plus meurtrières de l'histoire des États-Unis ont eu lieu depuis que les élus républicains ont laissé l'interdiction des armes

d'assaut expirer en 2004. Dans la majorité des cas, ces massacres ont été commis avec des armes de ce type. On peut aujourd'hui les acheter dans n'importe quel magasin de quartier dans de nombreux États.

La réalité actuelle nous a été léguée non par les pères de la Constitution, mais par la Cour suprême. Dans l'arrêt Heller, elle a statué que le fait que le deuxième amendement associe le droit de porter une arme à la nécessité de disposer d'une milice bien organisée ne voulait pas dire que le droit de porter une arme était uniquement lié aux milices ou à leur bonne organisation.

Les défenseurs des armes à feu parlent comme si les décisions de la Cour suprême étaient immuables. Pourtant elles peuvent être cassées, comme nous l'avons vu l'été dernier avec l'annulation de l'arrêt *Roe vs Wade*, qui garantissait le droit à l'avortement.

En mars, quelques jours après qu'un homme a abattu six personnes à Nashville, mon mari, qui est britannique, a discuté avec un Français. "Ma femme vient des États-Unis*", lui a-t-il expliqué. Je ne parle pas bien français, mais je n'ai eu aucun mal à comprendre la réponse : "Les États-Unis, c'est incroyable! C'est incompréhensible!". Le reste du monde nous regarde avec stupéfaction. Comment peut-on en même temps laisser ses enfants se faire massacrer par des armes à feu et leur faire passer des tests sur la sécurité à vélo? C'est incroyable*.

—Sarah Churchwell, publié le 23 mai

* En français dans le texte.

SOURCE



THE ATLANTIC

Washington, États-Unis
Mensuel, 462 000 ex.
theatlantic.com

L'anticipation est l'un des points forts de *The Atlantic* depuis sa création en 1857.

Cette vénérable publication, où écrivent les plumes les plus prestigieuses du moment, a su mieux que tout autre magazine américain prendre le tournant Internet, en faisant de son site un très dynamique lieu de réflexion et de débat.

“J’ai décidé de ne plus sortir de chez moi”

Les États-Unis devraient connaître cette année encore un nombre record de fusillades. Incapable de dompter son anxiété, ce journaliste vit reclus chez lui.

—The Washington Post, extraits (Washington)

L’anxiété est un monstre. À tout moment, elle peut faire défiler dans votre tête les pires scénarios catastrophes et vous convaincre qu’ils sont bien réels. C’est un ennemi contre lequel on ne peut pas lutter et la seule issue, c’est de le laisser vous transpercer de part en part.

Chaque matin aux États-Unis, les infos nous abreuvent d’une énième tuerie perpétrée avec des armes à feu. Des forcenés sortis de nulle part tuent chaque jour des

innocents. Je me sens cerné par une violence omniprésente et invisible. Ce sentiment, associé à une anxiété tenace, fait que j’ai décidé de ne plus sortir de chez moi.

C’est devenu chose facile grâce au télétravail. On peut rester assis devant son ordinateur et gagner sa vie sans jamais voir personne. Je téléphone régulièrement à mes amis, mais je ne sors pratiquement jamais avec eux. Et quand il m’arrive de sortir, très exceptionnellement, je dois dire que je m’amuse. Mais j’ai une nature très casanière que j’ai eu le temps de cultiver lors des confinements à répétition liés

à la pandémie de Covid-19. Ce cauchemar dystopique pour certains a été une bénédiction pour les gens comme moi.

Je ne me promène jamais au parc, mon jardin me suffit. Je n’assiste jamais aux grands rassemblements. Aller voir un concert est hors de question; et vous ne me verrez jamais au cinéma. Pourquoi risquer de se retrouver pris dans une fusillade au multiplexe alors qu’il suffit d’attendre quelques semaines pour regarder le film en streaming confortablement installé dans son canapé?

Je me suis souvent demandé si cet isolement volontaire était sain. J’avais peur de finir par devenir le vieux grincheux du quartier. Mais j’ai fini par me dire que, au vu des circonstances actuelles, ce n’était pas bien grave.

Il y a désormais apparemment partout des hommes enragés (oui, ce sont presque toujours des hommes), prêts à abattre le premier venu dont la seule erreur a été de se rendre au centre commercial,

de se garer devant chez lui ou de frapper à la mauvaise porte. Pour un pays aussi puissant que le nôtre, c’est vraiment pathétique d’en être là. Même l’association de défense des droits de l’homme Amnesty International conseille aux voyageurs de “faire attention” lorsqu’ils se rendent aux États-Unis. Je ne mets plus le pied dehors parce que, en ce moment, l’humanité me fait peur et ce pays me terrifie. Il suffit d’un fou furieux avec une arme. J’ai l’impression qu’ils sont partout.

Les États-Unis ont connu plus de 200 fusillades de masse [ayant fait au moins trois victimes] cette année. Certains rejettent la faute sur la “maladie mentale”, si c’est le cas, nous sommes sans conteste le pays le plus malade du monde.

Nous savons tous quel est le vrai problème: il y a trop d’armes en circulation et elles atterrissent souvent dans les mains des mauvaises personnes. Et en tant que

pays, nous n’avons pas la volonté de nous attaquer à ce problème. Nous vivons avec et c’est tout.

Je sais que je ne suis pas le seul à redouter le pire. Ni le seul à éviter certains endroits de peur de voir surgir un type armé. J’ai bien conscience que les statistiques me donnent tort. Et je sais qu’il est important pour nous de ne pas céder face à la violence. Nous avons besoin de nous retrouver dans la foule sans avoir à redouter un tueur embusqué.

Mais pour le moment, je suis bien chez moi. Jardiner, lire et peindre suffit à mon bonheur. Je suis content d’organiser des dîners avec quelques amis. Je sais que mon anxiété me joue des tours et me force à croire que le pire peut arriver. Mais la réalité est telle qu’il m’est impossible de croire le contraire.

—Brian Broome, publié le 9 mai



CHRONIQUE

BFI ET FILM4 PRÉSENTENT, EN ASSOCIATION AVEC STARLIGHT MEDIA, UNE PRODUCTION BERKELEY MEDIA GROUP, KAF PRODUCTIONS, EX NIHILO

Nezouh : en arabe, mouvement des âmes, des eaux et des personnes

PRIX DU PUBLIC ARMANI BEAUTY FESTIVAL DE VENISE 2022 SÉLECTION OFFICIELLE

FESTIVAL DE CANNES 2023 ÉCRANS JUNIORS MENTION SPÉCIALE

PRIX AMNESTY INTERNATIONAL FESTIVAL MEDIAM DE ROME 2023

UN FILM COURAGEUX, INTENSE ET PASSIONNANT
SCREEN INTERNATIONAL

MERVEILLEUX, INTIME ET RÉVOLUTIONNAIRE
SENTIERI SELVAGGI

UNE VISION ENCHANTERESSE, LE PORTRAIT DÉLICAT D’UNE FAMILLE ENTRE CONTE DE FÉES ET RÉALITÉ
DEADLINE

UN FILM PLEIN D’INVENTIVITÉ ENTRE NATURALISME ET RÉALISME MAGIQUE
MYMOVIES

NEZOUH

UN FILM DE SOUDADE KAADAN

philosophie magazine

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

Pyramide

Courrier international

GUATEMALA

Du danger d'enquêter sur la corruption

Le gouvernement a lancé ces derniers mois des attaques majeures, notamment contre les juges anticorruption. Et la situation risque de s'aggraver après la présidentielle, dont le premier tour a lieu le 25 juin.



—Americas Quarterly, extraits (New York)

En mars dernier, Rony Ríos est monté dans une voiture en plein milieu de la nuit pour quitter le Guatemala. Il était journaliste pour le quotidien *El Periódico*, l'un des principaux médias d'investigation du pays, qui a publié son dernier numéro le 15 mai. Le directeur du journal, José Rubén Zamora, a passé dix mois en détention provisoire. [Le 14 juin, il a été condamné à six ans de prison.]

Quatre de ses avocats ont également été arrêtés, et le ministère public a ordonné l'ouverture

d'une enquête contre neuf de ses journalistes au motif que leur couverture de l'affaire faisait obstruction à la justice. Rony Ríos est l'un d'entre eux : *"Je ne voulais pas partir. Mais il était clair que si je ne le faisais pas j'allais moi aussi finir en prison."*

Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 25 juin. Dans d'autres circonstances, ce scrutin aurait représenté une lueur d'espoir dans le climat de peur qui a poussé de nombreux journalistes, avocats et magistrats anticorruption à fuir leur pays ces dernières années. Au contraire, rapportent les exilés, les menaces et les pressions

juridiques à l'encontre des voix indépendantes n'ont fait que s'intensifier.

Plusieurs décisions de justice ont écarté de la course à la présidence des candidats considérés comme les seuls espoirs d'un vrai changement dans le système politique, de plus en plus antidémocratique, du Guatemala. Et comme tout porte à penser que la justice continuera d'être utilisée comme arme contre toute personne osant s'attaquer à la corruption et à d'autres problèmes majeurs, l'exode se poursuit.

"Aujourd'hui, enquêter sur la corruption est synonyme d'exil, de prison ou de mort", déclare Juan Francisco Sandoval. Il a dirigé le Bureau du procureur spécial contre l'impunité (Feci) pendant six ans et traité des affaires impliquant certaines des personnes les plus puissantes du pays, dont trois présidents. Les menaces de mort et d'arrestation dont il était la cible l'ont poussé à l'exil en août 2021.

"Exil ou prison". Le célèbre juge de la Cour suprême Miguel Ángel Gálvez a tenu bon jusqu'à il y a six mois. Il présidait depuis plus de vingt ans les procès portant sur des crimes majeurs, parmi lesquels des génocides commis par d'anciens chefs d'État, des disparitions et des meurtres imputés aux escadrons de la mort et des affaires de grande corruption impliquant des présidents et des narcotrafiquants. Mais il dit ne s'être jamais senti autant en danger qu'avant de quitter le pays, en novembre 2022, malgré les mesures de protection ordonnées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Le gouvernement des États-Unis a adopté des sanctions contre plusieurs hauts responsables guatémaltèques, dont la procureure générale de l'État, María Consuelo Porras, pour leur implication dans une *"corruption massive"*. Le président Alejandro Giammattei, qui ne peut pas prétendre à un nouveau mandat, a répondu aux critiques de la communauté internationale en soutenant que son administration luttait contre la corruption et respectait l'indépendance de la justice.

Pour Miguel Ángel Gálvez comme pour beaucoup d'autres magistrats anticorruption visés

✓ Sur les écharpes : Gouverneur. Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

par les enquêtes du ministère public, l'origine de la situation actuelle remonte à la guerre civile qui a déchiré le Guatemala entre 1960 et 1996, durant laquelle 200 000 personnes sont mortes et 50 000 ont disparu. Les responsables de la grande majorité de ces exactions sont l'armée et les groupes paramilitaires.

Après la signature des accords de paix en 1996, explique Miguel Ángel Gálvez, la question cruciale des corps illégaux et appareils clandestins de sécurité (désignés par l'acronyme espagnol Ciacs) n'a jamais été résolue. Selon une enquête des Nations unies, ces organisations liées aux services de renseignements militaires ont eu recours pendant le conflit à la violence et à des réseaux illicites pour s'enrichir et favoriser les intérêts des élites économiques.

Après la fin de la guerre, poursuit Gálvez, elles ont continué à opérer et se sont développées. En 2015, les magistrats guatémaltèques qui travaillaient avec la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Cicig), créée par l'ONU, ont commencé à mettre au jour l'ampleur considérable de la corruption. Ils ont notamment découvert que le président de l'époque, un ancien général [Otto Pérez Molina], pilotait un vaste réseau de détournement de fonds. Mais plus l'enquête de la Cicig avançait et révélait les liens du pouvoir avec des chefs d'entreprise influents, plus les élites ont resserré leurs rangs : la Cicig a été expulsée en 2019 et les menaces potentielles ont continué à être désamorçées les unes après les autres.

Il est donc quasiment garanti que le vainqueur de la présidentielle sera un partisan du statu quo, commente Juan Francisco Sandoval. Il héritera en outre d'un pouvoir exécutif qui n'a jamais été aussi fort et d'une érosion des

contre-pouvoirs. Ceux qui sont au pouvoir, ajoute l'ancien procureur, *"n'ont plus recours aux escadrons de la mort simplement parce qu'ils ont la justice à leur disposition pour anéantir toute opposition"*.

Érosion. Pendant ce temps, le ministère public continue d'attaquer ses procureurs. Le 26 mai, il a fait arrêter Stuardo Campo et Antonio Palencia, portant à huit le nombre de magistrats anticorruption derrière les barreaux (trente-six se sont déjà exilés). Ils risquent d'y rester longtemps. En décembre dernier, l'ex-procureur Virginia Laparra a été condamnée à quatre ans de prison. Ce verdict a été largement critiqué : pour beaucoup, elle a simplement été punie pour avoir tenté de lutter contre la corruption.

Ce cycle électoral a été marqué par plus de "morts civiles" – exil ou emprisonnement – que de violences. Mais Wendy Geraldina López, avocate à l'Unité de protection des défenseurs des droits humains (Udefegua), voit de nombreux signes inquiétants pour l'avenir. Parmi eux figure le nombre croissant de déplacements forcés de familles de paysans par les grands propriétaires terriens.

Vingt-sept membres du mouvement paysan Codeca [Comité de développement paysan] ont été tués depuis 2018. Plusieurs autres organisations paysannes ont été confrontées à des violences similaires. Pour Miguel Ángel Gálvez : *"On dirait que tout est fait pour augmenter les risques [de violence]."*

Wendy Geraldina López fait également l'objet de poursuites pénales en raison de son implication dans la défense des droits humains. *"Il y a des pressions et des menaces partout, dit-elle. C'est une période très sombre. Mais je vais continuer mon travail."*

—Rich Brown, publié le 1^{er} juin





afrique

Société. Le Maghreb est-il africain ou arabe ?

Ces questions identitaires, qui bousculent à nouveau le mythe de l'homogénéité raciale et ethnique de l'Afrique du Nord, plongent dans un passé colonial persistant, qui a créé une fracture au cœur de l'Afrique, analyse cette universitaire marocaine.



—Africa Is a Country (New York)

La multiplication des comportements violents, racistes et xénophobes envers les migrants “subsahariens” sans papiers en Libye et en Tunisie est particulièrement inquiétante.

Il devient urgent d'examiner le discours complexe, et souvent dangereux, qui imprègne la société nord-africaine sur les questions d'identité culturelle, de colonialisme et de racisme.

Ce discours, et la violence qui en découle, ne date pas d'hier. Mais, il y a peu, le président tunisien, Kaïs Saïed, a accusé ces populations (c'est-à-dire les migrants clandestins venus d'Afrique centrale et occidentale) de vouloir “faire de la Tunisie seulement un pays d'Afrique et non pas un membre du monde arabe et islamique” – comme si l'identité africaine était incompatible avec l'identité arabe ou musulmane.

En affirmant cela, il omet volontairement le fait que de nombreuses personnes, sur ce continent, se sentent à la fois arabes et africaines, africaines et musulmanes, voire les trois à la fois.

Ceux qui présentent les Noirs comme des étrangers en Afrique du Nord (comme si cette couleur de peau avait été apportée par l'esclavage et constituait un déshonneur) ne font que renforcer l'idée – fausse – que l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne seraient deux entités distinctes sur les plans ethnique et culturel.

Ce discours, qui stigmatise les populations d'Afrique centrale et occidentale (et invisibilise les peuples du Sahel), doit être remis en question de toute urgence. D'autant plus qu'il a désormais des répercussions directes sur le quotidien des migrants en Tunisie et en Libye.

La mise au ban de ces individus s'inscrit dans un discours plus général qui vient

consolider le mythe de l'homogénéité raciale et ethnique de l'Afrique du Nord (qui serait peuplée d'Arabes, non noirs) et encourage la stigmatisation des populations locales à la peau sombre.

Ces théories font aussi écho à l'image que de nombreux Africains du Nord ont d'eux-mêmes : ils se considèrent comme Moyen-Orientaux avant tout, oubliant ainsi certaines facettes historiques, culturelles et territoriales de leur identité, qui les lient à l'Afrique.

Nous sommes nous aussi originaires de ce continent, et entretenons des liens ancestraux avec nos voisins des autres régions africaines. Ce sentiment d'appartenance au Levant, bien

Ce discours, et la violence qui en découle, fait ressurgir une vieille tradition de classification raciale et ethnique.

✍ Dessin de Beppe Giacobbe
paru dans Corriere della Sera, Milan.

que sans fondement historique, ne fait qu'encourager la violence à l'encontre de populations déjà très précaires qui sont pourtant plus proches de nous, d'un point de vue ethnique, que nous ne voudrions bien l'admettre.

Ces idées font également ressurgir une vieille tradition de classification raciale et ethnique. À l'époque coloniale, la réorganisation des frontières africaines s'est accompagnée d'un processus de réinvention des populations.

Comme d'autres puissances européennes, la France étudiait les peuples africains par le prisme du darwinisme social, bien résolue à désafricaniser les Africains du Nord (dont la plupart étaient des Amazighs natifs du continent) pour en faire des Arabes, tandis que les populations vivant au sud du Sahara se voyaient classées dans la catégorie des Africains et des Noirs.

Recul de l'influence française. Les Britanniques ont tenté eux aussi de coller des étiquettes raciales aux Africains du Nord : leur rapport contre l'esclavage qualifiait ainsi les Marocains – à l'exception des habitants de Fès, qui sont blancs – d'individus noirs, en notant toutefois que certains de leurs dignitaires arboraient “une teinte guinéenne sombre”. Une preuve supplémentaire de l'arbitraire des catégories établies par les colons pour classer les Africains.

Plusieurs décennies plus tard, ces pratiques n'ont pas disparu et servent à justifier le racisme et la xénophobie dans la région. La distinction entre Arabes et Africains, autrement dit entre Arabes et Noirs, inventée par les colons français, reste d'actualité au XXI^e siècle.

Ce faisant, il était difficile de ne pas relever l'hypocrisie des médias français qui se sont insurgés contre les propos problématiques de Kaïs Saïed. J'ai été stupéfaite de les voir critiquer son racisme envers les Noirs – alors que le président tunisien ne faisait que reprendre à son compte les distinctions raciales imaginées et utilisées par les colons français.

Saïed a donné aux médias français exactement ce dont Paris avait besoin : une occasion de (ré)introduire des divisions raciales et ethniques sur le continent africain, selon le principe “diviser pour mieux régner”, qui fut sa stratégie n° 1 lors de la colonisation.

Cela n'excuse en rien le racisme et la xénophobie des pays d'Afrique du Nord, loin de là. Mais les déclarations de Kaïs Saïed n'auraient pas pu mieux tomber [pour le gouvernement français], dont l'influence et le prestige sont en plein déclin dans la région.

Depuis quelques années, l'étiollement de l'influence française dans ses anciennes colonies est en effet de plus en



DÉCRYPTAGE

plus manifeste, notamment en raison de l'intensification des échanges commerciaux intercontinentaux, qui permet aux pays africains de s'émanciper de l'économie hexagonale.

Le président Emmanuel Macron a bien tenté de redorer le blason de son pays en mars dernier, lors de sa "tournee africaine", mais il n'a suscité qu'une vague massive d'opposition et de manifestations. Tout en appelant de ses vœux une

Les politiques restrictives des pays européens font grimper le nombre de candidats à l'exil dans le nord de l'Afrique.

relation plus équilibrée avec l'Afrique, par le biais de "nouveaux partenariats", il a bien fait comprendre – comble de l'ironie – qu'il n'avait aucunement l'intention de mettre fin aux pratiques coloniales de son pays.

Le chef d'État avait déjà tenté, en vain, de réaffirmer la puissance française l'an dernier, lors du sommet de l'Organisation internationale de la francophonie. Ce dernier s'était déroulé sur fond de récriminations de plus en plus fortes contre les méthodes coloniales de Paris, notamment ses interventions militaires dans la région, ses politiques financières spoliatrices, et sa mainmise sur les ressources naturelles du continent.

Mais cela n'avait pas suffi à décourager Emmanuel Macron – à moins qu'il refuse tout simplement de déchiffrer les signes. Le président français avait poursuivi son discours colonialiste, allant même jusqu'à qualifier le français de vraie langue universelle du continent et de langue du panafricanisme !

Malgré tout cela, il reste quelques raisons d'espérer. La mobilisation en cours pour défendre les droits des exilés africains en Tunisie et en Libye est encourageante. La seule issue possible est de toute évidence l'instauration d'une politique publique axée sur ces droits – et, sur ce plan, le Maroc a une longueur d'avance.

Xénophobie et hypocrisie. Il y a presque dix ans, en réaction aux vagues de violence contre les immigrés d'Afrique de l'Ouest, Rabat s'est lancé dans une politique migratoire globale – une première dans la région –, qui a conduit à la régularisation de 25 000 sans-papiers en 2014, puis de 25 000 autres trois ans plus tard.

Pour autant, le Maroc est loin d'être un eldorado. D'autres réformes sont nécessaires, car les clandestins arrivés après 2017 ont encore beaucoup de mal à se faire régulariser. Mais l'exemple

marocain en est la preuve : la mise en place de mesures destinées à défendre les droits des migrants est la première étape pour freiner et déjouer la violence.

Par ailleurs, les politiques restrictives des pays européens font grimper le nombre de candidats à l'exil dans le nord de l'Afrique, rendant indispensable l'adoption d'une politique migratoire inclusive et durable. Espérons que les enquêtes en cours dans les centres de rétention et sur les actes de violence envers les migrants en Libye permettront de sensibiliser l'opinion publique à ces enjeux.

Nous ne pouvons pas nous permettre de verser dans la xénophobie et l'hypocrisie. Étant nous-mêmes (Marocains, Algériens et Tunisiens) fortement concernés par l'exode – un tiers de nos concitoyens résident actuellement en Europe –, nous n'avons nullement le droit de mépriser les émigrés venus d'autres pays africains ni de contester leur droit à l'exil.

L'Afrique du Nord n'est pas confrontée à une présence "étrangère", comme voudrait le faire croire Kaïs Saïed, mais à une présence "familiale". La frontière entre ce que nous appelons le Nord et les régions subsahariennes (sans exclure le Sahel) a toujours été souple et perméable.

Et c'est justement cette perméabilité qui nous permet de résister à la fracture entre Arabes et Africains instaurée par les puissances coloniales.

—Maha Marouan,
publié le 24 avril

L'autrice



MAHA MAROUAN

Cette universitaire marocaine, professeure agrégée, enseigne les questions de genre, de sexualité et d'études africaines à la Pennsylvania State University. Ses travaux portent sur les questions liées au féminisme du Sud, la littérature africaine féministe, les relations globales Nord-Sud. Ses champs de réflexion portent aussi sur l'étude de l'immigration, les diasporas africaines et les questions religieuses. En plus d'enseigner, d'écrire et de réaliser des documentaires, Maha Marouan dirige le Centre pour le féminisme africain, qui s'intéresse principalement aux études féministes sur le continent africain.

Cléopâtre : peau noire, masque blanc ?

●●● Tout a commencé par un documentaire, *La Reine Cléopâtre*, sorti le 10 mai sur Netflix. Une partie de la presse arabe, notamment égyptienne, s'indigne de la représentation de la reine d'Égypte en femme noire. Un parti pris historique que beaucoup d'Égyptiens dénoncent, y voyant une réécriture "afrocentriste", relate **Arab News**. Aucune des statues retrouvées de Cléopâtre, qui a régné de 51 à 30 avant J.-C., "ne laisse penser qu'elle était noire", s'insurge l'ancien ministre du Tourisme et des Antiquités égyptien, Zahi Hawass. Selon lui, les origines de la reine sont évidentes : "Comme en attestent de nombreuses sources, elle descendait d'un général macédonien contemporain d'Alexandre le Grand. Sa langue maternelle était le grec, et sur les portraits et bustes d'époque, elle est clairement représentée avec la peau claire."

Dans cette tribune, il estime que les récriminations des Égyptiens ne sont pas motivées par du racisme mais "par le sentiment d'être dépouillés de leur identité culturelle". Un avocat est même allé jusqu'à déposer plainte auprès du procureur général d'Égypte, rapporte le site d'information égyptien **Masrawy**. Mahmoud El-Semary exige que la justice prenne des mesures pour mettre fin à la diffusion de "toute œuvre visant à déformer et à effacer l'identité égyptienne". Cette catégorisation raciale est anachronique, note le titre britannique **The Observer**. Selon le chroniqueur Kenan Malik, "la question de la couleur de peau [de Cléopâtre] – et la réponse que nous y apportons – en dit bien plus long sur nous, notre monde, et la confusion qui règne autour des questions d'appartenance ethnique et d'identité que sur Cléopâtre elle-même et le monde dans lequel elle a vécu".



MUSÉE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION



On est Jacques, Djibril ou Dominique et on fait tous partie de l'histoire de France.

LA GRANDE HISTOIRE DE L'IMMIGRATION
NOUVEAU PARCOURS. OUVERTURE LE 17 JUIN

PALAIS DE LA PORTE DORÉE · PARIS 12^e · palais-porteedoree.fr





france

Algérie. L'accord de 1968 est-il "injustifié" ?

Remis en cause par l'ancien Premier ministre Édouard Philippe, l'accord de 1968 instaure des règles dérogatoires pour l'immigration algérienne en France. Mais pour ce média panarabe, il n'accorde pas de régime préférentiel.



—Middle East Eye, extraits (Londres)

Le discours antimigratoire de la droite et de l'extrême droite vient de trouver une nouvelle source de légitimité en la personne de Xavier Driencourt.

L'ancien ambassadeur en Algérie (2008-2012 et 2017-2020) appelle à dénoncer et à renégocier l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968. Cet accord visait, lors de sa signature – soit six ans après l'indépendance de l'Algérie –, à «apporter une solution globale et durable aux problèmes relatifs à la circulation, à l'emploi et au séjour des ressortissants algériens sur le sol français».

Marion Maréchal, ancienne députée et petite fille de Jean-Marie Le Pen (le fondateur du Front national), a salué sa «clairvoyance», estimant que le traité «offre des privilèges indus aux ressortissants algériens en France».

Le président des Républicains, Éric Ciotti, donne aussi raison au

diplomate. «L'Algérie nous insulte et nous attaque en permanence et nous, on leur dit : 'Venez !' Ce n'est pas réaliste», a-t-il réagi. Xavier Driencourt s'emporte de la même façon : «Les Algériens rient de notre naïveté.»

«**Discrimination**». Dans une note publiée en mai sur le site de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), un laboratoire d'idées proche de la droite, l'ancien ambassadeur a déploré le maintien d'un régime dérogatoire au droit commun fixé par le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda), qui favorise, selon lui, l'immigration des ressortissants algériens, alors que leur État «ne remplit pas ses obligations, notamment en ce qui concerne la délivrance des laissez-passer consulaires sans lesquels il n'est pas possible d'exécuter les obligations de quitter le territoire français [OQTF, titre permettant d'expulser les personnes entrées illégalement en France]», argumente-t-il.

De son côté, l'ancien Premier ministre Édouard Philippe pense que le maintien de l'accord est injustifié, alors que la France entretient «des relations compliquées» avec l'Algérie. Même avis pour le président du Sénat, Gérard Larcher, qui estime que le texte introduit «une espèce de discrimination avec d'autres pays».

Mais est-ce vraiment le cas ? Dans le texte, l'accord comporte

Contexte

●●● Les politiques françaises pourraient passer de la parole aux actes concernant l'accord de 1968. Au lendemain des déclarations d'Édouard Philippe dans *L'Express*, les Républicains se sont à leur tour saisis du sujet. Plus d'une soixantaine de députés de droite ont déposé le 6 juin une proposition de résolution

certains avantages. En 1968, la France, qui avait besoin de main-d'œuvre pour accélérer sa croissance économique, voulait favoriser l'arrivée des Algériens en leur permettant – ainsi qu'à leurs familles – d'accéder facilement au séjour.

Mais avec le temps, ce droit a été graduellement remis en cause. En 1974, l'État français a même suspendu l'immigration de travail face à l'augmentation du chômage.

Douze ans plus tard, la mise en place d'une politique de visas a privé les Algériens, au même titre que les ressortissants hors Union européenne, de la possibilité de voyager en France sur présentation de la carte d'identité, tel que stipulé dans l'accord de 1968.

Fait plus important, le certificat de résidence de dix ans renouvelable, prévu pour les Algériens conformément au traité, est un privilège qu'il n'est pas toujours facile d'obtenir.

Pour cause, quand bien même les demandeurs rempliraient les conditions de séjour (trois ans de vie minimum en France) et de ressources (moyens d'existence et activité professionnelle), la décision relève souvent du pouvoir discrétionnaire de l'administration.

Interrogé par *Middle East Eye*, Fayçal Megherbi, avocat spécialisé dans le droit des étrangers à Paris, évoque une affaire jugée en 2020 par le tribunal administratif de Versailles, dans laquelle le préfet des Yvelines a refusé de délivrer un certificat de résidence à un Algérien, au motif que ses revenus n'étaient pas stables.

Le tribunal, qui a annulé la décision, a estimé que le représentant de l'État avait commis une erreur d'appréciation et n'avait pas tenu compte de l'évolution du train de vie du requérant. «Cette affaire

montre qu'il est possible pour l'administration d'interpréter l'accord comme bon lui semble ou d'exploiter ses lacunes», souligne l'avocat.

D'après lui, le pouvoir discrétionnaire du préfet s'applique aussi dans l'instruction des demandes de regroupement familial, avec des interprétations parfois abusives des conditions d'accueil (ressources et superficie du logement).

Figé dans le temps. En février, par exemple, la cour administrative de Lyon a demandé au préfet du Rhône d'annuler une décision de refus de regroupement familial concernant un Algérien, estimant là aussi qu'il y avait eu une erreur d'appréciation sur le montant des revenus du demandeur. Fayçal Megherbi ajoute : «Cela sans compter les délais de plus en plus longs de traitement des dossiers.»

Outre les problèmes liés à son exécution, l'accord de 1968 empêche les Algériens d'accéder à d'autres dispositifs d'immigration régis par le Cedesa, comme l'admission exceptionnelle au séjour pour les étrangers en situation irrégulière, mise en place en 2012 par l'ancien Premier ministre Manuel Valls.

Cette procédure permet à des étrangers d'obtenir une première carte de séjour portant la mention «vie privée et familiale», «salarié» ou «travailleur temporaire» pour des considérations humanitaires ou des motifs exceptionnels. Mais les Algériens n'y ont pas droit.

Ils ne peuvent pas non plus prétendre au passeport talent, un titre de séjour pluriannuel accordé à des étrangers hautement qualifiés, ou encore à la carte de séjour pluriannuelle portant la mention «étudiant programme de mobilité».

«L'accord de 1968 est resté figé dans le temps malgré les amendements qu'il a connus [en 1985, 1994 et 2001]. Il ne cadre pas avec l'évolution de la politique française en matière d'immigration. Dans beaucoup d'aspects, il est beaucoup plus défavorable que le droit commun», affirme à MEE Jean-François Martini, chargé d'études à l'ONG Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés).

Il évoque notamment le sort des mineurs isolés algériens, qui, contrairement aux ressortissants d'autres nationalités, ne bénéficient d'aucun dispositif de régularisation. «L'accord de 1968 ne

✎ Dessin de Hassan Bleibel paru dans le *Daily Star*, Beyrouth.

PATRIMOINE

La guerre du feu à Carnac

C'est l'histoire d'un emballement. On allait détruire des mégalithes pour construire un magasin de bricolage. Crime de lèse-patrimoine ! Sauf que les pierres n'avaient pas d'intérêt archéologique.

prévoit rien à ce propos", précise notre interlocuteur.

Les étudiants algériens en France souhaitant travailler sont également lésés par le traité. À l'inverse de leurs camarades étrangers, pour qui la carte d'étudiant suffit, ils doivent solliciter une autorisation provisoire pour pouvoir travailler. Ils ne sont par ailleurs autorisés à travailler que dans la limite d'un emploi à mi-temps qui n'excède pas 850 heures annuelles, contre 954 pour les autres nationalités.

Les diplômés, quant à eux, ont beaucoup de mal à basculer vers le statut de salarié. En effet, les demandes d'autorisation de travail, telles que prévues par l'accord de 1968, doivent être déposées à la préfecture par les futurs employeurs. Or, dans bien des cas, les entreprises hésitent à recruter des salariés qui ne disposent pas encore d'un permis en bonne et due forme.

— Samia Lokmane, publié le 12 juin

— Le Soir (Bruxelles)

On savait les pierres inflammables. C'est du silex que provient l'étincelle. Mais un tel incendie provoqué par de pseudo-menhirs ! Violences, insultes, menaces : depuis quelques jours, c'est ambiance "guerre du feu" à Carnac.

Dans la bourgade bretonne de 4 200 âmes, le climat s'est embrasé la semaine dernière après la parution d'un article dans *Ouest-France*. Crime de lèse-patrimoine : on allait construire un magasin de bricolage sur un terrain comptant une quarantaine de mégalithes. Un archéologue amateur sonnait l'alarme dans le quotidien régional le plus lu de France. La nouvelle s'est répandue dans les rédactions. Les moins vigilantes ont cru bon d'illustrer la si croustillante histoire avec des photos du célèbre alignement des 2 934 menhirs.

Les réseaux sociaux n'avaient plus qu'à amplifier l'écho de ce terrible outrage fait à l'histoire. La rumeur ferait le reste : un maire véreux prêt à saccager l'identité de la Fraaaance pour un pot-de-vin ! Les pros de la récup, versant dans le grotesque, viendraient se mettre en scène sur le lieu du crime. La vidéo du pitoyable

Éric Zemmour à Carnac a été vue des centaines de milliers de fois. "Ce que cette époque détruit, nous le reconstruirons", affirmait le triste sire.

Vérification faite, le site, dans une zone artisanale en face d'une déchetterie, n'a rien d'un espace protégé. Les pierres, des blocs de 50 centimètres au plus, ne présentent que peu d'intérêt. C'est ce qu'a conclu la Direction régionale des affaires culturelles. Le permis de construire était tout ce qu'il y a de plus légal, a confirmé la préfecture, qui n'a manifesté aucune opposition à ce qu'on y vende à l'avenir des tondeuses à gazon. La presse s'est emballée. En 2014, un premier permis avait été refusé. Il devait donc y avoir anguille sous les 40 roches...

L'histoire s'est dégonflée, mais le mal est fait. Terrible. Le maire, Olivier Lepick, a dû être placé sous protection policière. Son épouse et ses enfants sont eux aussi les

cibles de la vindicte. "Un mauvais moment à passer", euphémise la famille. "Dans deux ans, quand on tapera mon nom sur Google, je serai toujours celui qui a détruit les menhirs", se désole l'édile. Le week-end dernier, l'église locale de Saint-Cornély a été saccagée. "Tout raser comme les menhirs !" indiquent les tags. Cherchez l'erreur : le monument, datant du XVI^e siècle, est classé. L'exaltation des pierres dressées n'aligne pas forcément les neurones...

Avant l'affaire de Carnac, le maire de Saint-Brevin, en Loire-Atlantique, avait déjà jeté l'éponge après l'incendie de ses voitures. L'extrême droite lui reprochait son soutien à l'installation d'un camp de migrants. Le président de la région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, dénonce ceux qui surfent sur une forme de "pureté identitaire" pour aller casser du maire. Il appelle l'État à apporter les réponses les plus fermes.

— Joëlle Meskens, publié le 13 juin



BILLET

LES FILMS D'ICI - SÉBASTIEN ONOMO PRÉSENT

Festival International du Film de Berlin
73^e Panorama
Film d'ouverture

SELECTION OFFICIELLE
ANNÉCY
COMPÉTITION

© ZOOZESTUDIO - ANHUSTUDIO - BACONEN - LUNARIC - TRANSDUCTIONEREA - FESSEGRAPHIE - CREDIT: VISUAL COMMUNITI

LA SIRENE

UN FILM DE SEPIDEH FARSI

SCÉNARIO JAVAD DJAVAHERY CRÉATION GRAPHIQUE ZAVEN NAJJAR MUSIQUE ORIGINALE ERIK TRUFFAZ
AVEC LES VOIX DE MIINA KAVANI ET HAMIDREZA DJAVDAN AVEC LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DE PARVIZ SAYYAD

TSF JAZZ | Historia

Le Point

AU CINÉMA LE 28 JUIN

à la une

ARABIE SAOUDITE

DU PAIN, DES JEUX ET DES LARMES

Depuis plusieurs années, le pays connaît de profondes transformations sociales et économiques, sous l'impulsion de son prince héritier, Mohammed Ben Salmane (MBS). Mais au niveau politique, le mode de gouvernance n'a pas bougé d'un iota. La répression, elle, s'est aggravée.

—The Times, extraits (Londres)

Peu avant minuit dans le désert, près de Riyad, un ingénieur en aéronautique me propose une lampée de vodka pendant que son ami gay se fait photographier en legging de cuir. Une fille en robe noire très courte s'empresse de rejoindre la foule qui danse. Un homme vêtu d'un short en jean fait tourner un crucifix en argent autour de sa langue.

Des flammes jaillissent vers le ciel depuis la scène principale où joue un DJ américain, et le feu se mêle à des motifs géométriques projetés au laser. Dans la fosse, des milliers d'hommes et de femmes dansent, et les écrans de leurs téléphones scintillent sous la voûte céleste.

“L'Arabie saoudite, c'est ça!” crie un jeune médecin de Riyad en passant son bras autour des épaules de sa petite amie. *J'adore mon pays. On*

adore tout ce que fait le prince héritier.” Il s'interrompt. “Bon, OK, j'ai pris de l'ecstasy. Mais c'est génial. Pour de vrai.”

Il a raison. C'est génial. Nous sommes dans un pays où, cinq ans plus tôt, la musique d'ascenseur était mal vue, car jugée contraire à l'islam. Aujourd'hui, après une série de réformes radicales menées par le prince héritier de 37 ans, Mohammed ben Salmane, dit “MBS”, des hommes et des femmes dansent ensemble à un festival appelé MDL Beast, qui est non seulement autorisé mais aussi cofinancé par l'État saoudien.

Depuis le milieu des années 2010, le royaume a connu une transformation socio-économique à l'audace inégalée. Des évolutions législatives et l'assouplissement de stricts codes sociaux ont permis aux femmes de divorcer dans des tribunaux en ligne en dépit du refus de leur mari; de se déplacer sans l'autorisation de

leur représentant légal; de porter des jeans et tee-shirts; de conduire une voiture. L'alcool et les drogues sont interdits mais, comme n'importe où ailleurs dans le monde, il est possible de s'en procurer.

Décapiter. Cette transformation n'est toutefois qu'une facette de la vérité. Quand on s'intéresse à l'Arabie saoudite aujourd'hui, il faut avoir simultanément deux idées en tête. La première : un immense virage social et économique a été amorcé sous l'impulsion de MBS. La seconde : depuis qu'il est au pouvoir, la répression atteint des records. La liberté d'expression, qui a toujours été restreinte, est aujourd'hui inexistante.

À la période où l'interdiction de conduire pour les femmes a été levée, des militantes qui avaient passé des années à lutter pour obtenir cette avancée ont été arrêtées. Plusieurs d'entre elles ont été





victimes de harcèlement sexuel en prison, tabassées et torturées par des décharges électriques. Certaines sont encore assignées à résidence.

En août 2022, Salma Al-Shehab, doctorante de 34 ans qui étudiait à l'université de Leeds, en Angleterre, est rentrée chez elle pour les fêtes. Elle a été arrêtée, jugée et condamnée à trente-quatre ans de prison pour avoir retweeté des dissidents saoudiens qui appelaient à la libération de prisonniers politiques. Son cas n'est pas une exception.

Pendant les semaines précédant le festival MDL Beast, 12 personnes jugées coupables d'infractions liées aux stupéfiants – pour la plupart des ressortissants étrangers – ont été décapitées au sabre, malgré l'engagement de MBS de limiter cette pratique.

En mars 2022, 81 personnes ont été décapitées en une seule journée – un record – pour

↑ *Mohammed Ben Salmane. Dessin de Petar Pismestrovic, Autriche, pour Courrier international.*

un ensemble d'infractions, ce qu'Amnesty International a qualifié de "vague d'exécutions". En 2022, 138 personnes ont été exécutées [196 exécutions, selon Amnesty International], soit plus du double par rapport à 2021. Quatre ans après son assassinat au consulat saoudien d'Istanbul par des agents de l'État saoudien, la dépouille du journaliste Jamal Khashoggi reste introuvable.

Les festivals, les soirées et l'assouplissement des restrictions sociales ont un prix : l'obéissance et le dévouement absolu à MBS. Si vous lui prêtez allégeance, il vous protégera. Si vous lui nuisez ou même si vous ne soutenez pas ses réformes avec suffisamment d'enthousiasme, vous prenez des risques. MBS fait le pari que la population ne s'en souciera pas tant qu'elle est divertie.

En 2018, je suis allée voir le crooner égyptien Tamer Hosny [en Arabie saoudite]. Lors de ce concert, hommes et femmes étaient séparés, et

les billets précisait une "interdiction de danser et de se déhancher". À chaque fois que quelqu'un applaudissait trop passionnément, une femme qui portait un voile blanc et une abaya bordeaux leur intimait de cesser.

Si vous nuisez à MBS ou même si vous ne soutenez pas ses réformes avec suffisamment d'enthousiasme, vous prenez des risques.

Le royaume a été fondé en 1932 par le roi Abdelaziz Al-Saoud. Cette famille avait la responsabilité de deux des sites les plus sacrés de l'islam, et elle était convaincue qu'il lui incombaient une conduite plus conservatrice que les autres pays. Ses détracteurs voyaient en elle des fanatiques d'un autre âge. Traditionnellement, le roi gouvernait bel et bien l'Arabie saoudite, mais en pratique un régime laborieux reposant sur le consensus était en vigueur : autrement dit, les responsables religieux, les autres familles royales, les chefs tribaux et les principaux négociants influençaient tous les décisions.

Rayonner. C'est ce fonctionnement que MBS voulait changer. En 2015, son père, le roi Salmane, est monté sur le trône et l'a nommé ministre de la Défense. En 2017, MBS devenait prince héritier. Il a commencé à transformer la société saoudienne avec la finesse patiente et consensuelle d'une explosion nucléaire. MBS tient les rênes d'une transformation du pays en un État ultranationaliste qui a une perspective islamique modérée, une économie moderne et un culte de la personnalité.

Des milliards ont été investis dans les sports. Finales du championnat mondial de boxe, courses de Formule 1, tournois de tennis, foot et golf sont autant d'événements qui ont été mis en scène par un pays qui n'organisait pour ainsi dire rien avant 2018 [lire p. 31]. En 2022, la candidature de l'Arabie saoudite a été retenue pour accueillir les Jeux asiatiques d'hiver en 2029 dans une zone désertique et montagneuse où des pistes de ski seront créées grâce à de la neige artificielle.

Toutes ces initiatives visent à stimuler l'économie et à doper la productivité dans le cadre de la sortie du tout pétrole, ainsi qu'à attirer des investissements étrangers et à exercer un rayonnement culturel dans le monde. Mais ces projets découlent aussi d'une véritable volonté de moderniser la société saoudienne.

Tous les habitants du royaume ne sont pas fortunés : le PIB par habitant est d'environ 23 000 euros (contre 64 000 euros au Qatar).

La majorité des Saoudiens est bien sûr mieux lotie que les travailleurs immigrés qui triment dans leurs métropoles avec peu de droits, mais beaucoup dans ce pays de presque 40 millions d'habitants peinent à joindre les deux bouts, à trouver du travail et à payer le loyer. Un secteur privé plus dynamique serait une aubaine pour eux.

Auprès des jeunes avec qui j'ai discuté, MBS est extrêmement populaire. Il a changé → 28

Contexte

Féminisme d'État et exécutions à la pelle

●●● La montée en puissance de MBS est le résultat paradoxal du "printemps arabe" de 2011, estime Khulud Al-Harhi, militante et journaliste saoudienne en exil, sur le site **Vers une conscience féministe**. Pour "contrer les revendications de justice sociale", la famille régnante s'était mise à la recherche d'un "réformateur, jeune, capable de proposer un nouveau programme" régional. MBS était alors l'homme de la situation. Il a repris certaines revendications, notamment d'un mouvement sans précédent de militantisme féministe pour réclamer le droit de conduire et la fin de la tutelle masculine sur les femmes. En réponse, il a instauré un "féminisme d'État", qui consiste à accorder de nouveaux droits aux femmes tout en réprimant sévèrement celles qui avaient milité pour ces droits.

Parallèlement, il a nommé à des postes prestigieux un certain nombre de femmes, dont le point commun est d'appartenir aux "élites des familles riches" proches du pouvoir. Le cas le plus emblématique est Rima bint Bandar Al-Saoud, princesse nommée ambassadrice à Washington en 2019, dénonce Khulud Al-Harhi. Dans le même temps, les femmes qui osent s'exprimer sont réprimées. En août 2022, Salma Al-Shehab a été ainsi condamnée à trente-quatre ans de prison pour avoir retweeté des messages de soutien à Loujain Al-Hathloul, une des militantes féministes les plus connues. Peu de temps après, Nourah Al-Qatani a écopé de quarante-cinq ans de prison, là encore pour des tweets, rappelle le site **Middle East Eye**.

Et fin mai dernier, Fatima Al-Shawarbi a été condamnée à trente ans de prison pour des tweets en soutien à la tribu des Howeïtat, expulsée de ses terres pour permettre la construction de la ville futuriste de Neom, et dont trois membres ont été condamnés à mort en 2022. Selon Amnesty International, l'Arabie saoudite est le troisième pays du monde pour le nombre de peines de mort, derrière la Chine et l'Iran, avec 196 exécutions par décapitation en 2022, dont 81 en une seule journée. Depuis l'arrivée de MBS au pouvoir, en 2015, plus de 1 000 personnes ont été exécutées, selon l'organisation britannique Reprieve et l'Organisation euro-saoudienne des droits de l'homme.

→ "Je veux conduire", "Je veux pouvoir voir des films américains", "Je veux devenir journaliste".

Dessin de **Chappatte** paru dans **The New York Times**, États-Unis.

À la une



"ZÉRO TERRORISME"

"Zéro terrorisme en Arabie saoudite", titre en une le 2 juin le journal saoudien **Okaz**, faisant l'apologie de la lutte antiterroriste menée par le pouvoir et renvoyant l'image d'un pays modéré qui combat l'extrémisme religieux. Le 29 mai, deux ressortissants bahreïnais, accusés d'appartenir à une "cellule terroriste", ont été exécutés. Une liquidation dont se félicite le journal, qui note un net recul des opérations terroristes depuis 2017. Cette politique répressive est toutefois à double tranchant, selon les ONG de défense des droits humains et les opposants au régime : sous le couvert de la lutte antiterroriste, il s'agit aussi d'un outil pour réprimer les voix dissidentes et la minorité chiite du pays.

27 ← leur vie, qui était insulaire, sans guère de loisirs en dehors du foyer et des proches – en particulier pour les femmes – au profit de quelque chose qui ressemble à ce que connaissent les autres pays de la région.

Pour celles qui viennent d'un milieu conservateur, le représentant légal – le père, le frère ou le mari – garde pourtant une mainmise forte sur leur quotidien. Les pressions qui sont exercées sur les femmes viennent de leurs familles, de leurs communautés mais aussi de l'État.

Distraire. La nouveauté la plus radicale, celle qui fait voler en éclats le plus clairement et publiquement le code social saoudien, est le festival MDL Beast. Sa première édition a eu lieu en 2019, quand le concept était si étrange que même certains de ses organisateurs – des Saoudiens et des étrangers – ont cru jusqu'à la dernière minute qu'il n'aurait pas lieu.

Quand je me suis promenée sur le site de MDL Beast un vendredi soir, l'hiver dernier, j'ai été frappée de remarquer que j'aurais pu être n'importe où dans le monde, outre les quelques abayas et thobes [vêtement long traditionnel pour hommes], ou le fait que des gens me criaient "Bienvenue en Arabie saoudite!"

"Ils n'ont pas l'habitude de voir des femmes et des personnes LGBTQI dans l'espace public, et ils pensent qu'ils peuvent en profiter", explique Bader, 22 ans, un homosexuel. L'homosexualité est illégale en Arabie saoudite et, en cas de condamnation, les personnes risquent la flagellation et des peines de plusieurs années d'emprisonnement. Dans certains cafés et lieux des métropoles comme Riyad, ainsi qu'au festival, j'ai clairement observé une communauté LGBTQI naissante.

Outre le harcèlement et l'intolérance, j'ai remarqué au festival une forme d'innocence chez certains hommes. J'ai demandé à deux adolescents, qui portaient une thobe et avaient partiellement voilé leur visage, ce qu'ils avaient vu de plus fou. "Tout est dingue ici", a confié l'un d'eux, qui avait l'air un peu ahuri. "J'ai vu un garçon et une fille s'embrasser", a-t-il murmuré en rougissant, avant d'entrer en courant dans la tente.

5

C'EST LE NOMBRE D'ANNÉES depuis l'entrée en vigueur, le 24 juin 2018, d'une loi autorisant les femmes à prendre le volant. Le pays a même depuis des femmes conductrices de taxi ou de train. En février 2022, 28 000 femmes ont ainsi postulé pour 30 postes de conductrice de train, selon le **Washington Post**. Et en mars 2022, le pays a accueilli son premier rallye féminin, le Rally Jameel. Le pays met aussi en avant ses femmes astronautes. Rayyanah Barnawi est ainsi devenue, en mai 2023, la première Saoudienne et femme arabe à voyager dans l'espace.



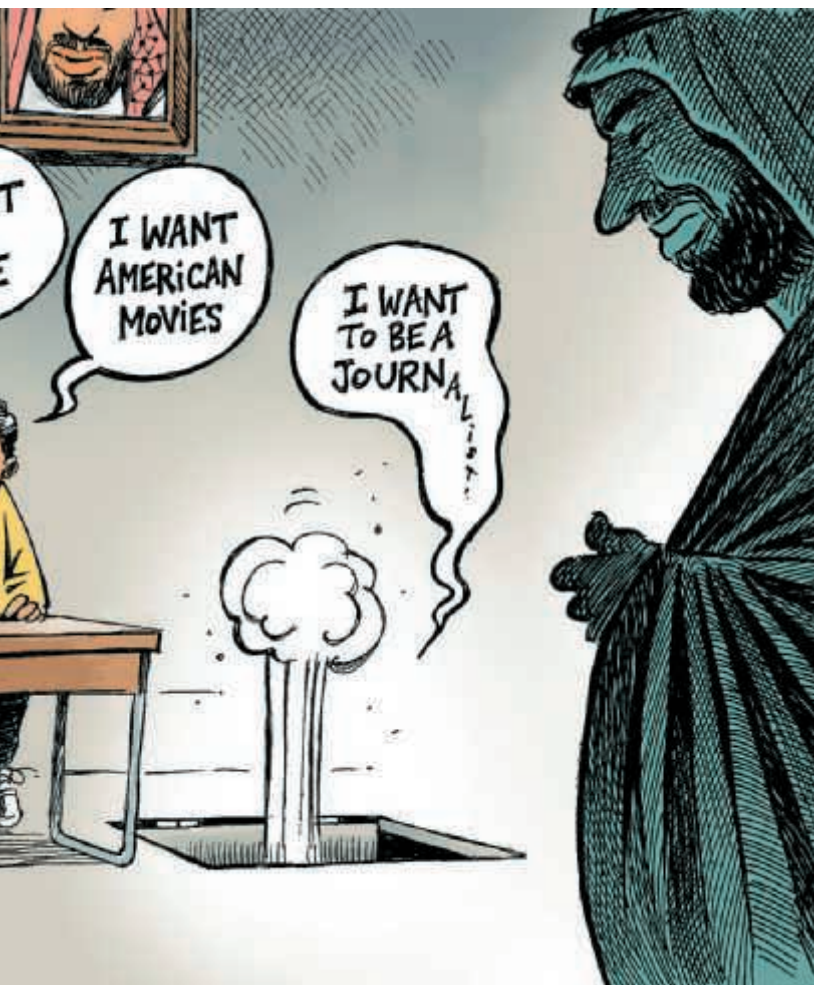
Tous ces bouleversements conviennent parfaitement aux jeunes Saoudiens qui rejettent la société conservatrice. Mais beaucoup en Arabie saoudite, en particulier les anciennes générations, sont très déroutés. Les convictions restrictives qui ont construit cette population, pour ou contre lesquelles elle s'est battue, et qui étaient présentées comme l'unique vérité, ont été invalidées en l'espace de quelques années.

Après une vie cloîtrée et régie par de strictes injonctions, on leur a fait savoir que tout cela n'avait aucune raison d'être. "Que doit-on en déduire?" demande un Saoudien qui a grandi dans une famille conservatrice. "Est-ce que toutes ces règles étaient factices? Ils ont tout changé et on est censés être d'accord?"

À une vingtaine de kilomètres de MDL Beast, un autre festival se déroulait, à Diriyah, en périphérie de Riyad. Cette manifestation ne diffusait certainement pas de la house et seuls les hommes y dansaient, en faisant tournoyer solennellement des sabres au rythme d'un tambour et d'un chanteur récitant de la poésie.

Des familles se promenaient et achetaient des confiseries noyées dans le sirop, ou s'installaient pour un café. À la fête foraine, des femmes en long niqab noir hurlaient de rire et tenaient difficilement leur vêtement à chaque virage dans les attractions. Il y a dix ans, cette scène aurait été à peine acceptable.

Maha, 52 ans, a six enfants et elle était venue avec sa famille. Comme beaucoup d'autres



personnes au festival de Diriyah, elle avait entendu parler de MDL Beast, qui ne lui plaisait pas du tout. Elle affirme : “MDL Beast n’est pas représentatif de ce que nous sommes. Là-bas, c’est dangereux. Le changement est radical, trop radical.”

Dans un café à Djeddah, un soir d’hiver, j’ai rencontré un dissident saoudien de premier plan. Selon lui, la population saoudienne s’est ralliée au projet de MBS car elle a peur et qu’elle n’a pas de recul critique. “Toutes ces avancées sont une façade tant qu’il n’y a aucune obligation de rendre des comptes, martèle-t-il. L’expression, le dialogue, le respect du droit, voilà des avancées, et non la danse et la généralisation de l’anglais...”

Pour lui, les transformations sociales au sein du royaume sont une vitrine, rien de plus qu’un moyen de se faire bien voir auprès de l’Occident tout en accentuant la répression contre toute forme d’opposition.

Je pense que deux choses peuvent être vraies simultanément : les évolutions socio-économiques sont un progrès spectaculaire pour le quotidien de nombreuses personnes, mais elles ont un prix qui, selon MBS, sera accepté par une majorité de Saoudiens.

Du pain et des jeux, comme l’a écrit le satiriste romain Juvénal, en échange de l’obéissance et de l’inertie politique. Tel est le contrat social. Il a été signé et quiconque en dévie s’attirera les foudres du prince.

— Louise Callaghan, publié le 29 janvier



SOURCE
THE TIMES
Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 396 600 ex.
thetimes.co.uk

Le plus ancien des quotidiens britanniques (1785) et le plus connu à l’étranger appartient depuis 1981 à Rupert Murdoch. Il a longtemps été le journal de référence. Aujourd’hui, il a un peu perdu de son influence et les mauvaises langues l’accusent de refléter les idées conservatrices de son propriétaire.

MBS, “Luther de l’islam” ou “despote éclairé” ?

Pendant des décennies, la monarchie saoudienne a fait prospérer une jurisprudence islamique des plus conservatrices et rétrogrades. Comment gérer cet encombrant héritage à l’heure de la politique de transformation sociale ?

A vous-nous besoin d’un nouveau madhhab religieux ?” s’interrogeait en avril le quotidien saoudien **Al-Jazirah**, en allusion à l’interprétation en vigueur de l’islam en Arabie saoudite. Dans l’islam sunnite, il existe quatre écoles d’interprétation, toutes remontant à l’époque de l’Empire abbasside d’il y a plus d’un millénaire.

Même Mohammed ben Abdelwahhab, fondateur du wahhabisme saoudien au XVIII^e siècle, n’a pas eu la prétention d’en créer une nouvelle. Il s’était contenté de vouloir réformer l’école hanbalite, largement dominante sur la péninsule.

Et voilà que le 8 avril, sur la première chaîne de la télévision saoudienne, un des prédicateurs les plus connus du pays, Saleh Al-Moghamsi, déclare : “Mon vœu est que je puisse être l’instrument de Dieu pour créer un nouveau madhhab islamique.”

Cahier des charges. Longtemps imam à la mosquée de Quba, à Médine, l’une des plus prestigieuses du pays, le prédicateur est connu pour ses prêches au ton enlevé et pour sa proximité avec le régime.

Selon l’opposant islamiste en exil Saad Al-Faqih, Saleh Al-Moghamsi chercherait à conformer la religion “aux spécifications de Mohammed ben Salmane”. Même le Comité des grands oulémas saoudiens, instance suprême

de l’islam saoudien, autrefois prestigieux mais largement réduit à l’insignifiance sous MBS, a immédiatement retoqué l’idée du prédicateur ambitieux, rapporte la **BBC**.

Comment faire avec un vaste corpus doctrinal qui, durant des décennies, a servi à justifier une politique restrictive, conservatrice et rétrograde totalement contraire à celle menée par le prince héritier ?

“ Nous n’allons pas perdre trente ans [de plus] de notre vie à traiter avec des idées extrémistes. Nous allons les détruire dès aujourd’hui.”

Mohammed ben Salmane, PRINCE HÉRITIER D’ARABIE SAOUDITE, SUR “SKY NEWS”

Dès 2017, MBS lui-même avait donné le ton sur la chaîne de télévision **Sky News** en arabe : “Nous n’allons pas perdre trente ans [de plus] de notre vie à traiter avec des idées extrémistes. Nous allons les détruire dès aujourd’hui.”

En mars 2022, dans un entretien accordé au magazine américain **The Atlantic**, il a réitéré sa volonté de réformer la jurisprudence, en expliquant que, “selon la loi islamique, le chef [dans ce domaine] est le wali al-amr [détenteur du pouvoir]”, autrement dit lui-même.

Or jusqu’ici, “la levée de l’interdiction de conduire pour les femmes, le renforcement de leurs droits, le développement d’un secteur de divertissement à l’occidentale, la réduction des pouvoirs de la police religieuse, tout cela s’est fait sans la moindre réforme de la doctrine religieuse”, explique l’universitaire James M. Dorsey sur son blog personnel.

Selon lui, les autocrates tels que Mohammed ben Salmane en Arabie saoudite, ou Mohammed ben Zayed aux Émirats arabes unis, ont longtemps préféré miser sur le salafisme quiétiste, qui commande obéissance absolue au *wali al-amr*, mais comprennent désormais que leurs réformes “resteront incomplètes si elles ne sont pas ancrées dans une jurisprudence islamique”.

“On pourrait se demander quand il y aura un Martin Luther de l’islam”, s’était demandé Mamdouh Al-Muhaini dans le grand quotidien panarabe détenu par des capitaux saoudiens **Asharq Al-Awsat**. Mais selon le journaliste saoudien, la question est mal posée puisqu’elle revient à appliquer à l’islam l’histoire très particulière d’une opposition entre Église catholique et protestantisme.

C’est un autre pan de l’histoire européenne auquel il faudrait se référer, ajoute Mamdouh Al-Muhaini : “Il faudrait plutôt demander où est le Frédéric le Grand de l’islam. Le roi de Prusse qui a gagné le titre de despote éclairé, [...] ou encore la Grande Catherine [impératrice de Russie]”, pour diffuser “la modernité dans les esprits” et pour “détruire le fondamentalisme une fois pour toutes”.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE

Décryptage

Des élites “prédatrices et criminelles”

●●● Dans une tribune publiée le 13 avril dans le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**, l'intellectuel et opposant syrien Yassin Al-Haj Saleh déplore la réhabilitation de Bachar El-Assad par les pays arabes, y compris l'Arabie saoudite. Et tente d'expliquer cette normalisation avec “un régime ayant tué un demi-million de ses citoyens”. Il évoque un nouvel ordre régional, lancé notamment par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, fondé sur “un idéal commun partagé de plus en plus par les élites arabes : des politiques sans politique, sans droits, sans débat ni même société, une dynamique de ‘dubaïsation’”. “Cet idéal consiste en une modernité strictement matérielle, des cieus gardés pour les oligarques super riches et des conditions de semi-esclavage pour les majorités sociales”, ajoute-t-il. Dans ce nouvel ordre régional, dominé par des “aristocraties prédatrices et criminelles”, “les questions de justice, de dignité humaine et même d'interactions sociales sont intraduisibles, et le meurtre de masse” est la norme. Et Yassin Al-Haj Saleh de conclure : “il semble qu'un nouveau système arabe soit en train d'émerger, un système extrêmement réactionnaire, brutal et centré sur l'écrasement de tout mouvement populaire.”

Un article à retrouver sur notre site.

Riyad n'est pas encore Dubaï

●●● Riyad n'exerce pas le même attrait que Dubaï auprès des expatriés, explique Sam Dagher dans un article paru sur le site **Bloomberg**, même si l'Arabie saoudite fait feu de tout bois pour attirer les travailleurs étrangers et voler la vedette aux Émirats arabes unis. “En décembre 2022, près de 80 entreprises ont déposé une demande officielle pour installer leur siège à Riyad”, à la faveur d'incitations et de réformes mises en place par l'État saoudien. “Mais Riyad est-il vraiment prêt à accueillir cette vague de cadres supérieurs étrangers et leurs familles ? Et ces expatriés sont-ils disposés à renoncer à la vie qu'ils ont connue à Dubaï, plus cosmopolite et relativement libre ?” s'interroge le journaliste. “La consommation d'alcool, les relations extraconjugales et l'homosexualité sont toujours punies par la loi. L'offre immobilière dans les quartiers où l'on vit à l'occidentale reste par ailleurs limitée, tout comme le choix d'écoles internationales”, ajoute-t-il.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

“**Macron, meilleur allié occidental de MBS**”. Liban, nucléaire iranien, Ukraine... Conscient de la “place centrale” qu'a prise l'Arabie saoudite “au Moyen-Orient et au-delà”, le président français, “qui tient à exister sur la scène internationale”, s'est rapproché depuis deux ans du prince saoudien, dont les relations avec Washington sont tendues, pour avancer sur ces dossiers, explique **L'Orient-Le Jour**.

➤ **Dessin de Z**
paru dans **Débat**
Tunisie, Tunis.

LES CORPS SE LIBÈRENT

Après des décennies de bannissement total, la société saoudienne découvre enfin la possibilité de disposer librement de son corps. Mais de manière maîtrisée et orientée, explique ce journaliste.

— **Daraj**, extraits (*Beyrouth*)

L'affranchissement du corps saoudien des règles restrictives ne date pas de l'arrivée de Cristiano Ronaldo en Arabie saoudite en janvier dernier. La mise en avant de cette idole du football n'est qu'un exemple parmi d'autres du nouveau regard porté sur le corps. Ce qui prime désormais, c'est la valorisation du corps sportif, musclé, sculpté. Celui de Ronaldo s'affiche sur toutes sortes de produits de consommation et dans les publicités. Son effigie et son torse servent à vendre aussi bien du shampoing que des montres de luxe ou encore des sous-vêtements.

Mais cela va au-delà. Il incarne la perfection de l'homme moderne : musculature précise, souplesse, compétitivité. Un idéal de corps comme dispositif fonctionnel, prêt à souffrir pour améliorer ses performances et pour défier les années. À une époque de “désenchantement du monde” et sans Dieu, il est la figure divinisée qui sert de mascotte à l'un des plus gros producteurs de pétrole du monde. C'est la preuve que le corps des Saoudiens s'arrache à son passé.

Chez les femmes aussi, le physique s'affiche au pays des Al Saoud. Romy Al-Qahtani, reine de beauté saoudienne en 2021, a participé à la finale du concours Miss monde à la fin d'avril dernier, une première pour une Saoudienne

En 2016, la police des mœurs, dont la tâche consistait à contrôler les corps dans l'espace public, a été démantelée.

[et qui a suscité beaucoup de critiques, d'autant qu'à l'occasion elle s'est affichée sur les réseaux sociaux seulement vêtue du drapeau saoudien, celui-là même qui comporte la profession de foi musulmane].

Ces corps mis en valeur, pour leurs muscles du côté des hommes ou pour leur “grâce” chez les femmes, font partie de la politique de libéralisation en cours en Arabie saoudite. Cela a commencé par le démantèlement [de facto] de la police religieuse [en 2016], dont la tâche consistait précisément à contrôler les corps dans l'espace public, dans leur apparence vestimentaire et dans leur mouvement. Et notamment à empêcher la mixité des sexes.

De même, les femmes ont obtenu le droit de conduire [en 2018] après une longue histoire

de fatwas et de prêches expliquant que le corps féminin, prétendument source de turpitudes, ne devait pas se déplacer librement.

Plus important encore, elles ont obtenu le droit de faire de la moto. Des femmes, dans une équipe appelée “Défi”, se déplacent ainsi de ville en ville.

Cette libéralisation s'est accompagnée de la mise en avant croissante de qualités physiques de toutes sortes : des sportifs tels que les lutteurs [lutte libre, dont les photos sont largement publiées dans les médias saoudiens] aux vedettes de la chanson...

Marionnette. Le plus étonnant n'est pas tant l'organisation de concerts de Mariah Carey, de Lindsay Lohan, des vedettes de la K-pop. Ce sont plutôt les images du public : des foules des deux sexes qui se mêlent, qui dansent, qui se frôlent [alors qu'en 2019 la mixité entre hommes et femmes non mariés était encore interdite dans les restaurants, par exemple].

Il est notable que les Saoudiens restent à l'ombre, la lumière étant réservée à la scène [où se produisent les chanteurs et danseurs étrangers]. Les corps des Saoudiens eux-mêmes n'ont pas encore adopté l'habitue nécessaire pour s'exposer aux regards.

On a également vu des Saoudiennes danser à la barre verticale [pole dance] en public. Sans parler de la célébration de fêtes telles qu'Halloween, Noël [et la Saint-Valentin, désormais promue alors qu'elle a longtemps été bannie].

Si le régime réprime sévèrement la libre expression, il encourage en revanche les Saoudiens à s'adonner au *tarjih* [“divertissement”], érigé en nouvelle identité nationale.

La modernité à la saoudienne semble se mesurer à l'aune de la culture de la consommation, comme si les libertés devaient rester cantonnées à leur aspect matériel, superficiel, comme porteuses de perspectives commerciales.

Mais la possibilité de disposer de son corps va au-delà [de la simple consommation]. Le corps devient alors la référence personnelle de soi-même, permettant d'afficher la liberté de choisir sa vie et son apparence et d'en faire le moyen d'expression de son individualité.

En 2020 a été inaugurée une école de ballet pour jeunes filles. Comme une école de la discipline ? Le danseur de ballet correspond à un idéal, et s'apparente à une marionnette aux formes idéalisées. Il est dépourvu d'émotions propres, et se doit d'être parfaitement “obéissant” [à celui qui maîtrise la chorégraphie].

— **Maxime Othmane**,
publié le 5 mai



Divertir pour mieux asservir

L'Autorité générale pour le divertissement est devenue l'une des plus puissantes institutions du pays. Chargée d'organiser tous les événements culturels du pays, elle est dirigée par Turki Al-Cheikh, un proche de MBS.

Depuis la création de l'Autorité générale pour le divertissement en 2016, celle-ci "s'emploie à refaçonner les dynamiques sociales et culturelles, en conformité avec le plan Vision 2030", destiné à créer de nouvelles ressources et à rendre l'économie saoudienne moins dépendante du pétrole, écrit la journaliste égyptienne Shaimaa Gaber sur le site indépendant **Muwatin**.

Grâce à cette politique volontariste, "les Saoudiens jouissent d'une vitalité culturelle qui constitue indubitablement un fait politique". Elle cite l'explosion des ventes de billets de cinéma, passés de quelque 50 000 en 2018 – quand les premières salles ont été autorisées à ouvrir –, à 13,5 millions en 2021. Ou encore le doublement du tourisme intérieur des Saoudiens, gros enjeu économique et financier.

La journaliste y décrit également la multiplication des lieux culturels, des salles du 7^e art aux

théâtres (au nombre de 261), en passant par les musées (304) et jusqu'aux cafés littéraires (20). Tout cela permet de "dissiper l'image stéréotypée d'une Arabie saoudite conservatrice, extrémiste, dominée par l'esprit bédouin et tribal [...] d'hommes barbus et de femmes voilées".

Mais, ajoute-t-elle, verser dans une "consommation culturelle indistincte" de tout et de n'importe quoi est le risque. "Évidemment, il ne faut pas présenter seulement une culture élitiste qui ne s'adresserait pas à l'ensemble du public", mais "ce qui manque" ce sont des "critères artistiques" susceptibles d'assurer une certaine tenue des "goûts du public".

Or cette "consommation indistincte" ne relève pas d'une dérive, mais est au contraire au cœur du projet de la Haute Autorité du divertissement, juge pour sa part Jawad El-Sherif sur le site **Daraj**. Pour le journaliste, le projet de "libéralisation" se résume en réalité à "libérer" les esprits de "toute interrogation politique".

Il rappelle que le président de l'institution, Turki Al-Cheikh, est "un ancien policier accusé de tortures et de harcèlement". Fils d'un ancien conseiller de la famille régnante, il est un des plus proches collaborateurs du prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS).

Son ascension s'est notamment accélérée après le fameux épisode de l'hôtel Ritz-Carlton à Riyad en 2017, où MBS avait fait enfermer nombre de grands hommes d'affaires du pays, y compris de la famille régnante, pour décapiter tout pouvoir économique qui lui échappait encore. Il les avait forcés à renoncer à leurs entreprises au profit d'instances sous son propre contrôle. Parmi celles-ci, des entreprises médiatiques, au profit de Turki Al-Cheikh.

Depuis, celui-ci organise "concerts de musique, courses automobiles, championnats de lutte et matchs de football", dans une débauche de moyens qui sont autant de "démonstrations de puissance

Repères

Le sport comme vitrine idéale

●●● C'est du "sportwashing", souligne **Quartz**, qui fait allusion aux milliards de dollars investis depuis plus de deux ans par l'Arabie saoudite dans le sport mondial. Selon le **Financial Times**, le sport – tout comme l'e-sport – est considéré par le Fonds souverain saoudien (PIF) "comme l'un des 13 secteurs stratégiques", qui a notamment l'avantage de diversifier l'économie et d'"offrir des options de divertissement à sa jeune population" – dont plus de la moitié a moins de 30 ans –, et d'être un terrain de "promotion de la marque Arabie saoudite à l'étranger". Des objectifs qui s'inscrivent dans le cadre du plan "Vision 2030" porté par le prince héritier Mohammed Ben Salmane (lire p. 32). Le pays continue ainsi d'attirer les plus grandes stars du ballon rond, comme Cristiano Ronaldo, recruté en début d'année, ou Karim Benzema. "Jamais le football en Asie n'a connu cela", se félicite le journal saoudien **Arab News**. L'Arabie saoudite a également racheté en 2021 le club anglais de Newcastle, et espère pouvoir décrocher l'organisation de la Coupe du monde en 2030 ou en 2034, après avoir obtenu celle de la Coupe d'Asie en 2027. Le pays est également présent dans d'autres sports mondiaux : il préside désormais depuis peu le circuit international de golf et accueille depuis 2021 le championnat de Formule 1.

Le rêve ultime du royaume? Organiser les Jeux olympiques sur son sol, après avoir obtenu l'organisation des Jeux asiatiques de 2034, et même celle des Jeux asiatiques de l'hiver 2029.

destinées à en faire des marqueurs d'obéissance et d'acceptation du nouvel ordre".

Ce qui est d'autant plus remarquable que le nom de famille Al-Cheikh a longtemps été "associé aux institutions islamiques" du pays, notait en 2019 le site du **Golfe Al-Khaleej Online**.

En effet, les Al-Cheikh, c'est avant tout une grande famille, descendante du fondateur du wahhabisme et alliée de la famille régnante des Al-Saoud, qui avait le quasi-monopole des plus hauts postes religieux tels que celui du grand mufti.

La police religieuse aussi, que les Saoudiens avaient coutume d'appeler *Hay'at* (Commission), était dirigée par un Al-Cheikh jusqu'en 2018. Aujourd'hui, le Al-Cheikh le plus puissant du pays est Turki, à la tête d'une autre *Hay'a*, celle non plus du "combat contre le vice", mais du divertissement.

— **Courrier international**

À la une



GROSSES PRISES

Karim Benzema fait la une d'**Ar-Riyadiyah** après sa signature dans le club d'Al-Ittihad. Une nouvelle grosse prise pour MBS après Cristiano Ronaldo. Les trois hommes font la couverture de l'hebdomadaire marocain **Tel Quel**, pour qui Riyad a peut-être déjà décroché l'organisation de la Coupe du monde 2030.

VISION 2030: UN BILAN EN DEMI-TEINTE

La transition vers une économie post-pétrolière est lancée, mais elle accuse du retard et suscite des questionnements et des doutes.

Parallèlement à la libéralisation sociale en cours, la plus grande monarchie pétrolière du Golfe a entamé il y a sept ans un vaste chantier de réformes économiques dans l'objectif de s'affranchir à terme de sa dépendance à l'or noir et de préparer le terrain à une ère post-pétrolière.

Investissements dans les nouvelles technologies, le tourisme, la recherche, les services hospitaliers ou encore l'aviation : lancé en 2016, l'ambitieux plan Vision 2030 prévoit d'investir d'ici là plus de 7 000 milliards de dollars dans les secteurs à fort potentiel de croissance.

L'un des outils privilégiés de cette machine de guerre : le fonds souverain saoudien, dont les actifs sous gestion s'élèvent désormais à plus de

600 milliards de dollars. "La domination croissante" de ce fonds, présidé par Mohammed ben Salmane (MBS), Premier ministre et prince héritier, illustre une "volonté" de centralisation du pouvoir économique mais aussi et surtout de diversification économique, "loin des revenus pétroliers", souligne le **Financial Times**.

"L'Arabie saoudite dépense des milliards de dollars [...] pour devenir la plaque tournante numérique du Moyen-Orient, en investissant dans des centres de données, des métavers et des câbles à fibre optique", ajoute le site panarabe **Middle East Eye**. Le pays "est déjà un géant du numérique au Moyen-Orient. Il concentre plus de 55 % du marché des télécommunications de la région et 51 % des industries informatiques."

Des acteurs mondiaux tels que Microsoft, Google, Oracle, Meta et Apple y ont élu domicile ces dernières années, alléchés par les projets ambitieux de MBS et les contrats juteux, ajoute le média.

Cette numérisation à marche forcée est, par ailleurs, nécessaire à la concrétisation d'autres projets phares, comme celui de Neom, cette "ville du futur" d'un coût de 500 milliards de dollars, considérée comme la pièce maîtresse de Vision 2030.

Mais, six ans après son lancement, "des fissures apparaissent dans ce projet", souligne le journal israélien **Ha'aretz**. D'anciens employés "ont fait part de leurs craintes que le projet demeure du domaine de la science-fiction". À l'été dernier, "seuls deux bâtiments et un aéroport (sur les quatre prévus) avaient été achevés", confirme le site **Arab Digest**.

Annoncé en février dernier, un autre projet, baptisé "Moukaab", le sixième de cet acabit, "a de nouveau suscité un débat sur ce que le royaume peut et ne peut pas réaliser au cours des prochaines années", ajoute le média.

Le pays a d'ailleurs accusé un déficit public de 770 millions de dollars au premier trimestre de 2023 en raison d'une forte hausse des dépenses publiques, indique le site de la chaîne américaine **CNN**. "Alors que les échéances de Vision 2030 s'approchent, les financements sont plus que jamais nécessaires."

Ceci explique, du moins en partie, la décision prise en juin par Riyad de baisser la production pétrolière de 1 million de barils par jour pour doper les cours mondiaux et engranger des revenus supplémentaires. Une preuve de plus, estiment certains, que l'ère de la dépendance au



REVUE
DE PRESSE

↓ Dessin de
Kazanevsky,
Ukraine.



Décryptage

Comment expliquer une telle popularité ?

●●● "Pourquoi l'Arabie saoudite est-elle si populaire au Moyen-Orient ?" s'interroge l'éditorialiste Steven A. Cook dans le magazine américain **Foreign Policy**. Parce que les habitants de la région voient en Riyad un pôle de stabilité. Ils n'ignorent pas le fait que les réformes sociétales sont entièrement imposées par le haut, ni que toute critique est sévèrement réprimée. Ils n'ont pas non plus oublié l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, découpé à la scie à l'intérieur du consulat saoudien à Istanbul en 2018.

Mais là où les Occidentaux voient en Mohammed ben Salmane un homme impulsif et dangereux, au Moyen-Orient il apparaît comme celui qui offre aux Saoudiens le mode de vie auquel ils aspirent, ajoute l'auteur. Qui plus est, "le bras d'honneur que Mohammed ben Salmane fait aux Américains redore le blason de Riyad" dans une région où le rejet de la domination américaine est puissant.

La manière dont la population perçoit l'Arabie saoudite dans la région est "l'exact inverse de la façon dont le royaume est perçu en Occident", conclut l'auteur. "Si Washington veut rivaliser avec Pékin et Moscou, et s'il s'agit de combattre les extrémistes, de couper court à la prolifération nucléaire et d'aider la région à lutter contre le changement climatique, les dirigeants américains auront de plus grandes chances de succès s'ils voient le monde tel qu'il est."



DANS NOS
ARCHIVES

courrierinternational.com

MBS prend "une dimension qu'aucun leader arabe n'a eue depuis Nasser"

Lors du sommet de la Ligue arabe, à Djeddah, le 19 mai, le prince héritier saoudien a reçu Volodymyr Zelensky. D'après **L'Orient-Le Jour**, c'est un coup réussi pour Mohammed ben Salmane, qui souhaite "jouer un rôle de médiateur dans le conflit qui bouscule l'ordre international [la guerre en Ukraine]".



Oui, je m'abonne pour 10,75€ par mois
par prélèvement automatique, au lieu de ~~19,77€~~ €*.

Je reçois **en cadeau** 4 numéros supplémentaires de *Courrier international*. Je remplis le mandat SEPA ci-dessous.

RÉDUCTION
-45%*

* Prix de vente au numéro.



Tous les magazines **livrés** chaque semaine.



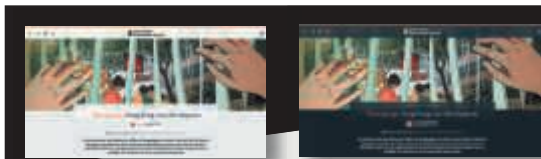
L'**accès au site Internet** en illimité sur tous les supports numériques.

EN CADEAU

4 numéros supplémentaires de **Courrier international** si j'opte pour le **prélèvement mensuel**.



Mon premier prélèvement aura lieu après la réception de mes 4 numéros gratuits.



www.courrierinternational.com

- Possibilité de lecture **en mode "sombre"** pour une meilleure accessibilité.
- **Pour chaque article**, vous avez le temps de lecture, la date de publication, la source et la langue de traduction.
- Vous avez un lien pour le lire dans sa **version originale**. Et vous pouvez également le partager avec vos amis.
- Vous accédez à la totalité des articles qui vous sont réservés et bien d'autres contenus : **cartes, infographies...**

Je préfère payer en une seule fois.

Je règle 129 € par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*.

1 an - 52 numéros + l'accès à la totalité du site Internet.

+ simple
+ rapide
+ d'offres

Abonnez-vous directement sur le site Internet et profitez immédiatement du site

<https://abo.courrierinternational.com/auto2301>

J'indique mes coordonnées :

Monsieur Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP

VILLE

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Désignation du compte à débiter

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à :

Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67-69, av. Pierre-Mendès-France 75013 Paris

trans-
versales.

économie

Environnement .36
Signaux37

L'avion vert, ce n'est pas pour demain

Transport. Comment décarboner l'aviation ? Les innovations pour des vols à l'hydrogène ou aux carburants durables, plus propres, sont encore loin d'être au point.



—The Economist, extraits (Londres)

Les avions polluent, et pas qu'un peu... Les compagnies aériennes représentent plus de 2 % des émissions planétaires annuelles produites par les combustibles fossiles, ce qui dépasse largement l'apport de l'aviation commerciale au PIB mondial. Deux éléments vont faire augmenter ce chiffre dans les années qui viennent.

Premièrement, les gens adorent voler. L'IATA, l'Association internationale du transport aérien, prévoit que 4 milliards de passagers s'envoleront l'année prochaine. Autant qu'en 2019, avant que le Covid-19 ne cloue temporairement les avions au sol. Les compagnies aériennes pourraient transporter environ 10 milliards de personnes d'ici à 2050. Boeing, l'avionneur américain, estime que pour cela la flotte mondiale devra quasiment

doubler, de 26 000 appareils en 2019 à 47 000 en 2040. Après le creux lié à la pandémie, les investisseurs sont plus optimistes. Comme l'a montré le 9 mai Ryanair, le géant des vols à bas prix, en commandant 300 nouveaux Boeing, pour une valeur de 40 milliards de dollars.

Deuxièmement, tandis que d'autres secteurs à forte empreinte carbone, des centrales électriques au transport routier en passant par la métallurgie et

les cimenteries, font leur transition verte, l'aviation se révèle plus difficile à décarboner. Si le secteur aéronautique veut atteindre l'objectif de zéro émission nette à l'horizon 2050, les flottes de demain devront être bien plus propres qu'elles ne le sont aujourd'hui. Le consortium du secteur Mission Possible estime que ce ne sera réalisable qu'en doublant des économies de carburant déjà historiques, en lançant des avions propulsés par des technologies novatrices d'ici à 2030 et en mettant rapidement sur le marché des carburants durables (plus une technologie de capture du carbone pour compenser les émissions résiduelles).

Un récent rapport publié par deux groupes de réflexion, SEO Amsterdam Economics et le Centre aérospatial royal des Pays-Bas, estime à 820 milliards d'euros les investissements nécessaires d'ici à 2050, ne serait-ce qu'en Europe, en sus des 1100 milliards d'euros de coûts de fonctionnement. Hélas, le modèle économique actuel du secteur, sans parler des technologies avancées qu'il utilise, fait que Mission Possible ressemble plutôt à... mission impossible.

Moteurs améliorés. En matière de réduction d'émissions, l'aviation a une "histoire merveilleuse" par rapport à d'autres secteurs, à en croire Steven Gillard, directeur du développement durable chez Boeing. Il n'a pas tort. Les émissions de CO₂ au kilomètre par passager ont diminué de plus de 80 % dans les cinquante dernières années. Chaque nouvelle génération d'appareils consomme entre 15 et 20 % de moins de carburant que la précédente, essentiellement grâce à des moteurs améliorés. Le patron de Boeing, Dave Calhoun, a expliqué aux investisseurs l'année dernière qu'il voulait que le prochain modèle soit "au moins 20 ou 25 % meilleur, voire 30 %", que les avions qu'il va remplacer.

Le problème, c'est que la technologie qui pourrait permettre d'atteindre cet objectif est loin d'être au point. L'avion à réaction va bientôt fêter son centenaire, mais le rythme même des innovations revient de plus en plus difficile à maintenir. "Chaque nouveau bond technologique rend le

↳ Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo, Madrid.

suivant plus difficile", dit Andrew Charlton, de la société de conseil Aviation Advocacy. Et pas seulement pour Boeing et son principal concurrent, Airbus.

Prenez les moteurs. CFM, une coentreprise de General Electric et [du groupe français] Safran, fait plancher plus de 1000 ingénieurs sur Rise, un moteur sans carénage. Rolls-Royce et

"Chaque nouveau bond technologique rend le suivant plus difficile."

Andrew Charlton,
AVIATION ADVOCACY

Pratt & Whitney, deux autres grands motoristes, travaillent eux aussi d'arrache-pied sur leurs propres projets. Mais aucun de ces moteurs ne devrait permettre les économies de carburant que vise Boeing.

Modifier les cellules pourrait être une solution, mais elle ne sera que partielle. Ainsi, l'Airbus A320, un avion court-courrier, pourrait être amélioré avec des ailes en matériaux composites à même d'accueillir des moteurs plus gros et plus efficaces. Dans un premier temps, il va falloir redessiner les fuselages de manière radicale. Boeing et la Nasa, l'Agence spatiale américaine, mettent au point une aile plus étroite et plus légère, fixée au fuselage à l'aide d'un étai, comme sur les petits avions à hélices.

Les objectifs de Mission Possible ne semblent pas près d'être atteints, et les perspectives de nouveaux types d'avions ou de carburants demeurent aussi incertaines. Quelques start-up, comme Electra Aero ou Heart Aerospace, travaillent sur des prototypes alimentés par des batteries. Heart a déjà des commandes d'Air Canada et d'United Airlines pour des avions de 30 places qui pourraient parcourir 200 kilomètres uniquement sur des batteries, ou doubler cette distance grâce à une motorisation hybride utilisant un carburant durable. Si tout se passe comme prévu, ces modèles pourraient entrer en service dès 2028. Anders Forslund, le patron de Heart Aerospace, estime qu'en 2050 toutes les destinations situées à moins de 1500 kilomètres

pourraient être desservies par des avions électriques. Mais ce type de lignes ne représente que 20 % des émissions actuelles des compagnies aériennes.

Autre piste : l'hydrogène liquide. En 2020, Airbus a annoncé qu'il commencerait à travailler sur cette technologie, en se donnant pour objectif de lancer en 2035 un avion commercial destiné à des vols sur de courtes distances. Cela paraît peu probable. L'hydrogène doit être stocké à -235 °C et occupe plus d'espace que le kérosène par unité d'énergie. Son utilisation supposerait donc de revoir la conception non seulement des avions – avec de lourds systèmes de refroidissement et des réservoirs plus lourds, laissant moins de place aux passagers –, mais aussi des aéroports, qui ne sont pas équipés pour stocker l'hydrogène. Dès lors, dans le meilleur des cas, son utilisation se limiterait sans doute aux court-courriers, comme pour les avions équipés de batteries.

Huiles de cuisson. D'autres moyens devront être mis en œuvre pour réduire l'empreinte carbone des long-courriers. La méthode la plus prometteuse est d'employer du carburant durable qui, même s'il n'est pas "zéro carbone", émet 80 % de moins de gaz à effet de serre que le kérosène. Ces types de carburants sont actuellement produits à partir d'huiles de cuisson recyclées, parfois mélangées à de petites quantités de carburant traditionnel.

Boeing a promis que tous ses avions seraient capables de fonctionner à 100 % au carburant durable d'ici à 2030. De nombreuses compagnies aériennes et entreprises énergétiques se sont associées pour accroître la production de carburant durable et en réduire les coûts, qui actuellement atteignent environ le double de ceux du kérosène. La production s'est établie à 300 millions de litres en 2022, selon l'IATA, soit trois fois plus que l'année précédente.

Mais ce n'est encore qu'une goutte d'eau dans l'océan. Pour que les carburants durables amènent le secteur à 65 % de son objectif de zéro émission en 2050, il faudrait en produire 450 milliards de litres par an d'ici là, estime l'IATA. Avant

d'atteindre une telle échelle, il faudra encore surmonter de formidables obstacles. À commencer par la disponibilité de la matière première.

Les huiles de cuisson ne sont pas produites en quantité suffisante, pas plus que les déchets ménagers ou les sous-produits de la sylviculture, deux autres sources potentielles. Transformer des cultures alimentaires en carburant permettrait d'aller plus loin. Mais c'est une solution politiquement épineuse à l'heure où les prix alimentaires connaissent déjà une forte augmentation. Pour éviter la polémique, les normes internationales en matière de carburants durables interdisent d'utiliser des cultures alimentaires comme matière première. Des solutions de remplacement synthétiques, à partir de carbone capturé sur des sources industrielles ou directement dans l'air, se limitent pour l'instant à quelques projets pilotes.

Les obstacles technologiques sont d'autant plus difficiles à surmonter que la dynamique concurrentielle du double monopole de constructeurs est forte. La crise du Covid-19 et l'interdiction de vol du 737 Max, appelé à devenir le principal avion de Boeing pour les moyen-courriers [cet avion a été cloué au sol après deux crashes survenus en 2018 et 2019, avant d'être remis en service à la fin de 2020], ont laissé au constructeur américain 47 milliards de dollars de dettes à long terme. Il s'emploie d'ores et déjà à lancer une

L'hydrogène doit être stocké à -235 °C et occupe plus d'espace que le kérosène par unité d'énergie.

version plus grande du 737 Max et à obtenir la certification pour le 777X, une variante de son long-courrier vedette. S'il ne parvient pas à mettre en service un nouvel avion avant la fin de la décennie, Boeing aura laissé passer vingt-cinq ans depuis son dernier grand lancement, celui du 787, en 2005. Le savoir-faire de ses ingénieurs pourrait s'atrophier.

Un nouveau projet d'avion commercial qui pourrait coûter jusqu'à 30 milliards de dollars et

prendre dix ans entre le lancement et la commercialisation irait à l'encontre de l'autre objectif de Boeing : recommencer à distribuer des dividendes aux actionnaires d'ici à 2026. Les finances d'Airbus sont plus saines. Mais l'avionneur européen n'a pas non plus intérêt à miser gros sur une nouvelle technologie qui n'a pas encore fait ses preuves, tandis que son rival américain n'est pas en état d'exercer de pression concurrentielle. Pour l'heure, Airbus a quelque 7 000 avions à son carnet de commandes, soit environ 50 % de plus que Boeing.

Rôle des États. On le voit, les voyages en avion ne sont pas près de devenir radicalement plus respectueux du climat. Pour Scott Deuschle, de la banque Credit Suisse, l'objectif de neutralité carbone du secteur relève de la "faible probabilité". La seule autre option serait que les États s'attellent à la question.

Certains le font. L'Union européenne introduit progressivement une obligation d'utiliser les carburants durables. Leur part dans les réservoirs des compagnies aériennes européennes devra passer de 2 % en 2025 à 70 % en 2050. En 2026, les pays membres commenceront à supprimer l'attribution gratuite de permis d'émissions aux compagnies aériennes, dans le cadre du système d'échange de quotas d'émissions de l'UE.

Dans le cadre du sauvetage d'Air France, le gouvernement français a interdit à la compagnie de concurrencer le rail sur des liaisons de moins de deux heures et demie. Les autorités néerlandaises ont décidé la réduction du trafic de 8 % dans le plus grand aéroport du pays, à Schiphol, qui appartient à l'État, faisant passer le nombre de vols à 460 000 par an, principalement pour réduire la pollution sonore, même si les émissions de CO_2 étaient aussi dans la ligne de mire. Le plan français va peut-être fonctionner, même s'il n'est pas certain qu'il soit vraiment bénéfique à long terme. Le plan néerlandais a été retoqué en avril par un tribunal, saisi par plusieurs compagnies aériennes. Le secteur de l'aviation veut devenir vertueux sur le plan climatique – mais pas trop vite... —

Publié le 14 mai

LA LETTRE
TECH



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Entrepreneurs boomerangs et ChatGPT contre les infirmières

Il faudra sans doute un peu plus que cet article du **New York Times** pour convaincre les cassandres de la boucler. Mais c'est un début. Dans le concert d'insultes adressé à la bonne ville de San Francisco, que l'on dit colonisée par des hordes de clochards malodorants, abandonnée pour des destinations fiscalement plus vivables, anémiée par des milliers de licenciements dans la tech et par des décennies d'outrance des prix de l'immobilier, sachez qu'il subsiste une chétive mélodie d'espoir. Le boom de l'intelligence artificielle (IA), depuis l'automne, a convaincu des milliers de *techies* de revenir de leur exil de télétravail dans la verdure de l'Oregon ou le majestueux désert du Nevada.

Ces "entrepreneurs boomerangs" quittent leur retraite bucolique pour retrouver dans le monde urbain ce qui leur manque le plus ailleurs : un réseau humain, des contacts quotidiens, instantanés et souvent fortuits, sources d'idées, de projets et de collaborations. Le modèle ChatGPT, lancé dès le départ en accès libre et accessible à tous les développeurs, se prête idéalement à ces interactions personnelles dans les *hacker houses*, des colocs conçues pour le foisonnement intellectuel et les teufs permanentes, ou au rythme des dizaines de conférences sur le sujet à San Francisco. L'une d'entre elles, organisée hâtivement en mars par la start-up d'intelligence artificielle Hugging Face, a rassemblé 5 000 personnes. Toute la ville en parle encore comme du premier Woodstock de l'IA...

Le robot a toujours raison

Puisqu'on parle des chatbots... Les hôpitaux américains remédient de plus en plus souvent à leurs sous-effectifs en offrant à leur personnel l'appui d'algorithmes sophistiqués. Des programmes intelligents qui déclenchent des alertes et proposent des diagnostics et des procédures instantanées lorsque les données d'un patient hospitalisé signalent un problème soudain. Le **Wall Street Journal** approuve ce progrès, mais s'inquiète de voir le personnel soignant assujéti aux machines. Il raconte l'histoire de cette infirmière brutalement sommée par son ordinateur de répondre à l'apparent début de septicémie d'une malade. Or, la professionnelle de santé sait que la patiente est atteinte d'une leucémie qui affecte ses globules blancs, l'explication la plus probable de l'alerte. Par crainte de reproches ou de sanctions de ses supérieurs, l'infirmière exécute pourtant les procédures exigées par l'intelligence artificielle, notamment des prises de sang inutiles. L'hôpital, contacté par le journal, assure que la technologie n'est qu'un appoint et que l'avis du personnel prime sur l'ordinateur. C'est hélas de moins en moins vrai. —



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech.**

ENVIRONNEMENT



Baby-boom de tortues

Dérèglement climatique. Depuis quelques années, l'Espagne voit éclore sur son littoral des œufs de tortues caouannes, une espèce qui pond normalement dans des régions plus chaudes.



IKON IMAGES

—ABC (Madrid)

L'océanographe Elena Abella n'aurait jamais imaginé assister à l'éclosion de tortues caouannes sur une plage de Tarragone, et encore moins voir cette situation se répéter sur la moitié des côtes espagnoles. En théorie, les températures du littoral méditerranéen sont trop froides pour cette espèce. Mais en octobre 2014, sur la plage de Larga, Elena Abella a vu de ses propres yeux cette réalité improbable : un nid avec 84 œufs.

Les petites tortues de couleur grise tentaient de se frayer un chemin à travers le sable qui recouvrait le nid, mais celui-ci avait été trop tassé par les machines de nettoyage des plages. Seules trois tortues ont survécu. Malgré la leçon apprise à l'époque, les plages espagnoles ne sont pas encore prêtes à accueillir cette espèce.

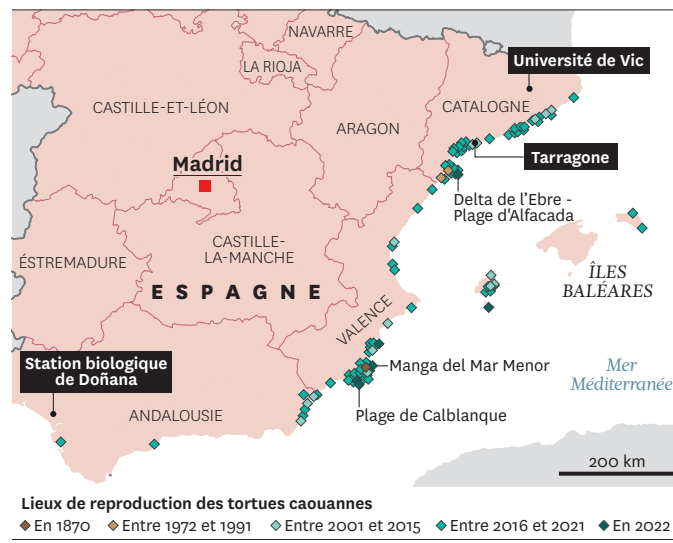
Question de survie. Le réchauffement de la planète pousse la tortue caouanne (*Caretta caretta*), considérée comme une espèce menacée, à se reproduire sur les plages espagnoles. C'est une question de survie. Les températures

de leurs sites de ponte habituels sont désormais trop chaudes et déséquilibrent le ratio des naissances des mâles par rapport à celles des femelles. Si, au moment de l'incubation, la température dépasse 29 °C, la proportion de femelles augmente et, à 32 °C, les conditions ne sont plus réunies pour l'éclosion de mâles. En revanche, la côte méditerranéenne de l'Espagne offre aujourd'hui des températures équilibrées, qui font du littoral un refuge parfait pour ces tortues.

"Il va y avoir beaucoup de travail à faire" en matière d'adaptation des plages et de sensibilisation de la société, reconnaît l'océanographe. Le gouvernement vient d'ailleurs d'entamer la création d'un plan de protection de l'espèce, qui comprendra des mesures visant à atténuer les menaces qui pèsent sur les tortues et, si nécessaire, "mettre en place des zones spécifiques, afin d'assurer la protection d'habitats indispensables à sa sauvegarde", selon les conclusions de la consultation publique.

Parmi les problèmes identifiés par Elena Abella, spécialiste au sein du groupe de recherche Biodiversité, écologie et

technologie appliquée à l'environnement et à l'alimentation (Beta) de l'université de Vic, figurent le degré d'urbanisation des plages, les machines de nettoyage et le mobilier de plage. "Les tortues doivent pratiquement slalomer pour atteindre la mer", explique-t-elle. À cela s'ajoute la pollution lumineuse nocturne. Elle détaille : "Cela désoriente les jeunes tortues. Lorsqu'elles naissent, au lieu de se diriger vers les vagues, elles partent en direction des lumières de la promenade."



Puis avec le soleil, elles se déshydratent et meurent.

Mais il y a de l'espoir, veut-elle croire. Sur d'autres plages ailleurs dans le monde, comme en Grèce, en Turquie et à Chypre en Méditerranée, l'homme et la tortue réussissent à vivre ensemble. "Nous devons faire pareil", souligne Elena Abella.

Exponentiel. Adolfo Marco, chercheur du CSIC à la station biologique de Doñana, est également convaincu que la présence des tortues caouannes en Espagne va augmenter. "Il y a un accroissement exponentiel", assure-t-il. Selon ses calculs, d'une nidification tous les huit ans au début du siècle, le pays est passé à huit par an. "Il y a beaucoup de choses à mettre en place, mais si nous nous y prenons bien, dans dix ans, nous aurons peut-être beaucoup plus de nids sur les plages espagnoles", estime-t-il. "Je pense que cela arrivera, surtout si le réchauffement se poursuit, ce qui est très probable."

La nidification des tortues caouannes en Espagne est un événement exceptionnel. Bien que la côte espagnole soit une zone où s'alimente traditionnellement cette espèce, en particulier les juvéniles, les tortues caouannes retournent généralement à l'endroit où elles sont nées pour pondre leurs œufs. Et il n'y a eu pratiquement aucun cas de ce genre recensé en Espagne au cours du xx^e siècle. Ainsi, ce qui en 2001 était un cas isolé s'est non seulement répété, mais a augmenté. Il y a cinq ans, les scientifiques ont commencé à penser

qu'ils étaient confrontés à un phénomène de colonisation. Les tortues renoncent à leurs habitudes de retourner sur le lieu où elles ont éclos et s'adaptent ainsi au changement climatique, et ce à un rythme relativement élevé.

La nidification est rendue possible par la température de l'eau et du sable. Dans les années 1970, les conditions n'étaient propices à la reproduction que quelques jours par an. Aujourd'hui, ce nombre de jours a triplé ou quadruplé, ce qui a ouvert une fenêtre suffisante pour que les œufs se développent dans le sable.

Mais il faut réussir à identifier les nids et à protéger les œufs, explique Adolfo Marco. Les municipalités et les institutions proposent déjà des formations à ceux qui sont les plus susceptibles d'en trouver : les pêcheurs,

"Les tortues doivent pratiquement slalomer pour atteindre la mer."

Elena Abella,
OCÉANOGRAPHE

les adeptes des promenades matinales, les sportifs. Elles s'engagent à délimiter le nid, à le surveiller et à empêcher les chiens ou les personnes malveillantes de s'en approcher. "Il s'agit de trois mètres carrés de plage et cela ne perturbe en rien l'activité autour", explique le chercheur.

Les scientifiques surveillent alors les nids, mettent les œufs à l'abri si nécessaire et étudient la situation. Il reste cependant de nombreuses inconnues à résoudre. Ils ne savent pas d'où viennent les tortues, de la Méditerranée ou de l'Atlantique, ou les deux. On ignore également quel sera le comportement migratoire des spécimens qui éclore ici, car jusqu'à présent, les tortues venaient dans la zone pour se nourrir, mais repartaient ensuite. Il n'y a pas non plus de certitude quant au ratio des naissances des mâles par rapport à celles des femelles sur la côte espagnole, même s'il devrait y avoir plus de mâles. Ces nouvelles populations vont-elles se mélanger aux colonies qui produisent plus de femelles? "C'est un mystère parce que c'est du jamais-vu", pointe Elena Abella.

—Isabel Miranda,
publié le 16 avril



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

L'Inde a le souffle court

Le sous-continent compte quatorze des vingt villes où l'air est le plus pollué du monde.

Les particules dont le diamètre est inférieur ou égal à 2,5 micromètres (dites particules fines) figurent parmi les polluants les plus néfastes pour la santé humaine, car les inhaler peut endommager nos principaux organes.

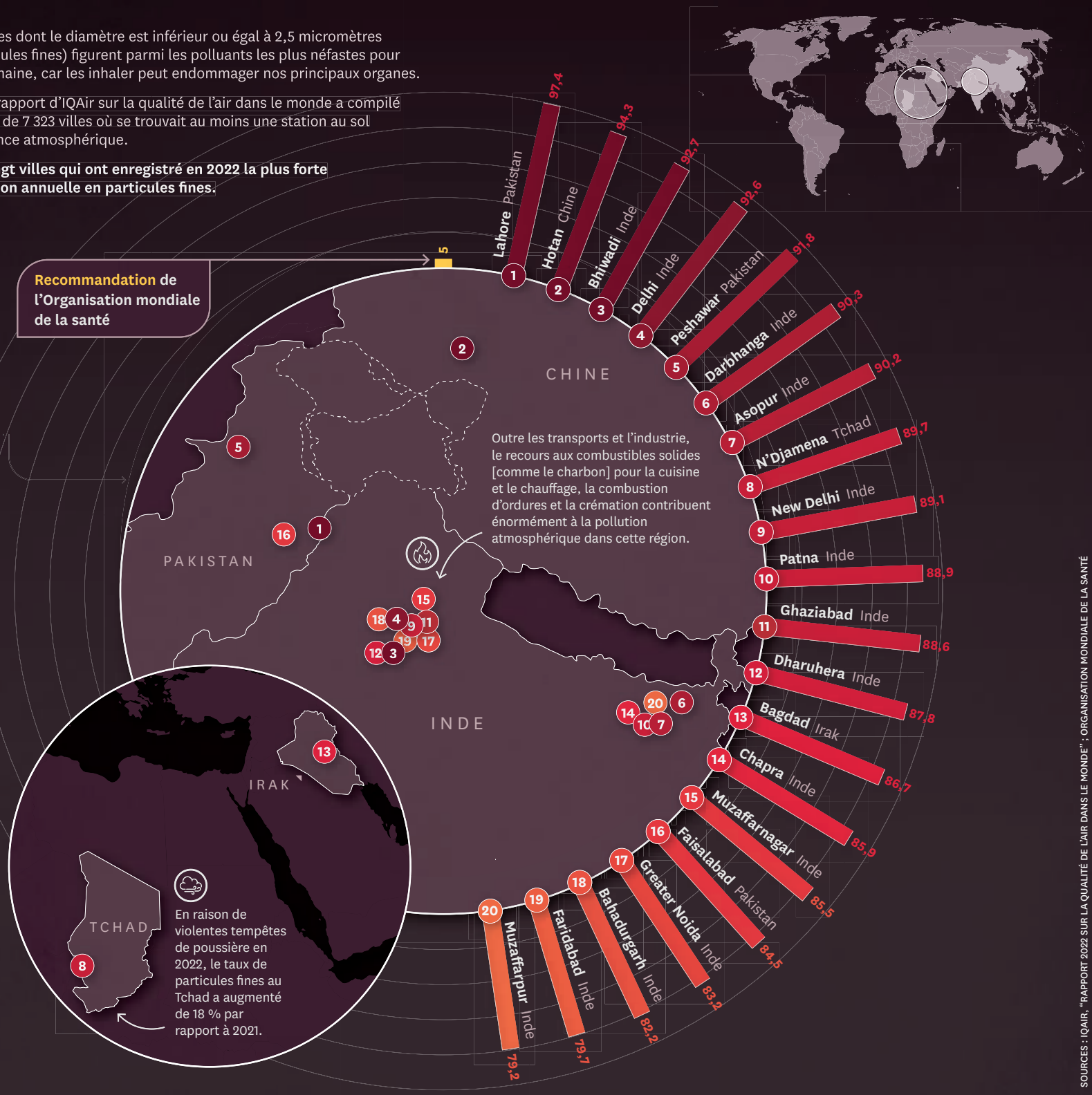
En 2022, le rapport d'IQAir sur la qualité de l'air dans le monde a compilé les données de 7 323 villes où se trouvait au moins une station au sol de surveillance atmosphérique.

Voici les vingt villes qui ont enregistré en 2022 la plus forte concentration annuelle en particules fines.

Recommandation de l'Organisation mondiale de la santé

Outre les transports et l'industrie, le recours aux combustibles solides [comme le charbon] pour la cuisine et le chauffage, la combustion d'ordures et la crémation contribuent énormément à la pollution atmosphérique dans cette région.

En raison de violentes tempêtes de poussière en 2022, le taux de particules fines au Tchad a augmenté de 18 % par rapport à 2021.



SOURCES : IQAIR, "RAPPORT 2022 SUR LA QUALITÉ DE L'AIR DANS LE MONDE", ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Source



VISUAL CAPITALIST. Ce site canadien créé en 2011 propose des infographies sur des sujets tels que la technologie, l'énergie, l'économie mondiale, etc. Celle-ci, parue le 4 juin, s'appuie sur le rapport d'IQAir 2022 sur la qualité de l'air dans le monde.

Même si, comme le relevait une étude parue en mars dans *The Lancet Planetary Health*, quasi personne sur Terre n'est épargné par la pollution atmosphérique, dans certains endroits l'air est moins respirable qu'ailleurs.

360

MAGAZINE

Le rock argentin, un instinct de survie • Culture 42

L'éloge de la paresse • Idées 44

Ces autres femmes de réconfort • Histoire 46

Le doux plaisir de se perdre

Un accident a privé l'autrice Ingrid Rojas Contreras du sens de l'orientation. Après seize années à se perdre, elle a eu envie de retrouver le plaisir de s'égarer à dessein, en allant explorer des lieux faits pour cela : les labyrinthes et les dédales.

Voici le récit de ses aventures, en France et en Espagne.

—*The New York Times Magazine*, [extraits] New York

Dieu sait quand nous avons commencé à arpenter ces entrelacs d'allées – et à y voir des lieux ludiques, surréalistes ou sacrés. Labyrinthes et dédales se retrouvent dans diverses cultures et à diverses époques, soit sous la forme de sillons creusés dans la terre, de pierres alignées au sol, de mosaïques, ou encore d'allées délimitées au moyen de haies, de murs, de bambous, de maïs ou de miroirs.

Le premier labyrinthe connu, construit par les Égyptiens près de l'antique cité d'Arsinoé pour accueillir des tombeaux de rois et de crocodiles, remonte au XIX^e siècle avant J.-C. Dans le désert du Pérou, les Nazca traçaient au sol des géoglyphes alambiqués représentant des oiseaux, des plantes et des singes; certains, pensait-on, étaient arpentés par les dieux et les esprits, en tout cas par des prêtres et des pèlerins à l'occasion de cérémonies. Les labyrinthes de pierre situés sur les côtes de la Baltique auraient été créés à l'âge du bronze. Les traditions parvenues jusqu'à nous laissent supposer qu'ils étaient le théâtre, au printemps, de danses païennes et d'exorcismes solaires visant à piéger les esprits malveillants dans leur géométrie tarabiscotée. Et, bien sûr, un des mythes éternels de la Grèce antique est celui du Minotaure installé, patient, au mitan du labyrinthe.

Nous ne cherchons pas tous la même chose au sein de ces ouvrages. Certains se servent des volutes du labyrinthe pour se plonger dans un état d'exaltation spirituelle, par exemple les pèlerins qui ont convergé, mille années durant, vers le labyrinthe de la cathédrale de Chartres. Les dédales – qui, contrairement aux labyrinthes, présentent des fourches et des ramifications conduisant souvent à des impasses – laissent un peu plus de place à l'hédonisme, attirant des touristes venus des quatre coins du monde pour leur beauté : le plus vieux dédale végétal à nous être parvenu, planté en 1690 par le roi Guillaume III, au château de Hampton Court [à 20 kilomètres au sud-ouest de Londres], draine près de 330 000 visiteurs par an.

En ce qui me concerne, si je fréquente les dédales et les labyrinthes, c'est pour une autre raison. J'y suis l'élève de ma propre confusion.

Chaque jour, depuis 2007, après un accident et une lésion cérébrale qui ont déclenché chez moi des amnésies passagères, je me perds. Je ne suis jamais tout à fait sûre de savoir où je me trouve. Je me suis aperçue de cette altération de mes capacités cognitives un jour où je me trouvais au volant de ma voiture, dans le pâté de maisons où je vis. J'avais quatre intersections à négocier, chose que j'avais déjà faite des millions de fois, mais cette fois, au premier croisement, mon esprit était confus. D'où est-ce que je venais? Est-ce que je venais de tourner à gauche ou à droite? Mon mari s'est inquiété. Il a voulu m'emmener voir un médecin. Nous n'y sommes

→ **Ci-contre et p. 40 :**
le labyrinthe du parc
del Laberint d'Horta,
près de Barcelone.

→ → **P. 41 :**
les catacombes
de Paris.

Photos Joakim Eskildsen/
Institute



SOURCE



THE NEW YORK TIMES MAGAZINE

New York, États-Unis
 Hebdomadaire, 1 087 000 ex.
[nytimes.com/section/magazin](https://www.nytimes.com/section/magazin)
 Inclus dans la livraison dominicale
 du *New York Times* depuis 1896,
 ce magazine est réputé pour ses longs

formats (reportages, enquêtes, essais)
 et ses signatures prestigieuses :
 journalistes, écrivains et personnalités
 de tous les domaines. Il aborde avec
 originalité une grande variété de sujets.
 Il fait la part belle à l'image, et ses
 couvertures sont souvent remarquables.



jamais allés. Je ne saurais dire pourquoi mais, quelque part, je ne ressentais pas d'urgence, à quoi il faut ajouter que nous n'avions pas d'assurance-maladie.

Depuis lors, l'égarément a fait partie de ma vie. Tant que je marchais en ligne droite, tout allait bien. Mais à la seconde où je tournais à gauche ou à droite, la géolocalisation mentale de mes mouvements dans l'espace s'effaçait. Ainsi privée de points de repère, je tournais en rond, passant devant la même vitrine à maintes reprises, restant interdite devant les plans des arrêts de bus détaillant des informations que je n'étais plus capable de traiter. Était-il étrange que j'y trouve du plaisir ? Je trouvais ma vie magnifique, ainsi régie par la surprise. Quand j'arrivais à destination, j'y voyais un petit miracle.

Après m'être égarée ainsi seize années durant, j'ai senti un jour l'envie de me perdre à dessein. Je rêvais de déambuler dans certains des dédales les plus vénérables de la planète, en quête de formes géométriques destinées à stimuler ou à amplifier ce sentiment de confusion, des endroits où je pourrais enfin échapper à l'impératif de trouver ou d'être trouvée.

Le domaine du château de Chenonceau possède un des dédales les plus étourdissants d'Europe. Évidemment, je me suis égarée en m'y rendant. À l'intérieur de la gare, à Paris, un homme élancé m'a informée que ce n'était pas le panneau des départs que j'étais en train de regarder, mais celui des arrivées. Par chance, nous prenions le même train.

Par un de ces hasards qui n'arrivent qu'avec des Français, l'homme en question, Marc, me confie qu'il est pilote de montgolfière. Lui arrive-t-il de se perdre ? Marc me répond que les seules fois où cela lui arrive, c'est lorsqu'il est tout là-haut, en l'air. Sur le coup, je n'étais pas sûre de bien comprendre ce qu'il voulait dire par là. Jusqu'à ce que, quelque temps plus tard, tandis que nous échangeons des informations et bavardions en ligne, il m'envoie une photo de sa montgolfière flottant au-dessus du plafond nuageux.

Diane de Poitiers a vécu dans le château [qu'elle a reçu en cadeau en 1547], tout comme Catherine de Médicis. Laquelle chasse d'ailleurs Diane, qui se trouve être la maîtresse de son mari, le roi Henri II, à la mort de celui-ci [en 1559]. Le château se dresse au-dessus de l'eau, étant construit en partie sur un pont qui surplombe le Cher et dont les arches gothiques se reflètent dans l'onde.

Le dédale se trouve un peu à l'écart du château, planté quelques siècles après la mort de Catherine de Médicis [en 1589]. C'est la première fois que je pénètre dans un dédale végétal et, en suivant le fléchage qui y mène, sous le soleil, dans les bruissements de la forêt, un sentiment d'ébahissement m'envahit. Deux mille ifs composent les allées serpentine du labyrinthe.

Il est encore tôt et tout est tranquille, le givre donne aux aiguilles d'if une teinte argentée. Il n'y a pas un chat. Tout le monde est au château. Le sol bruisse sous mes

pas, et je prends ma première décision au départ de deux allées. Les haies sont taillées au cordeau, en arcs de cercle, et s'entremêlent les unes aux autres à la manière d'un puzzle. Elles m'arrivent au menton. Au centre, j'aperçois l'estrade en bois d'une gloriette.

Je me demande si je ne vais pas finir par craquer et par me jeter par-dessus les haies pour m'évader. Pour l'instant, non. Toute la question étant de savoir combien de temps je vais tenir.

Au détour d'une allée, je me retrouve devant quatre possibilités. Je suis déjà passée par là. Je suis une enfant des années 1990, j'ai grandi avec *Labyrinthe*, [le film] de Jim Henson, et je prends soin de laisser une marque au sol. Je chemine dans les rais de lumière, caressant les aiguilles des ifs – que je sais très toxiques si je les ingère – et, tout à coup, en levant le nez, je m'aperçois que je suis arrivée au centre. Impressionnant ! De la gloriette, j'aperçois quatre caryatides, à l'opposé des statues de lions ailés qui gardent l'entrée du dédale. Je m'engage dans une allée que je pense mener à la sortie, mais au lieu de quoi je reviens systématiquement à la gloriette. Je fais la moue. Mais, derrière cette frustration, le plaisir est immense.

J'ai l'impression de naviguer en haute mer. Un navire ami apparaît. "Vous avez besoin d'aide?" s'enquiert une dame. "Non, merci", lui réponds-je. "Ah, merde*!" s'exclame celle-ci en tombant sur un cul-de-sac. D'elle, je ne vois que les yeux bleus et le bonnet de laine noir, allant d'un pas tranquille. Soudain, je pense apercevoir la sortie, où la dame en question déboule avec entrain. Je m'y rends avec empressement. En sortant, je toise les caryatides et les atalantes, qui – je m'en aperçois maintenant – ont subi les outrages du temps et n'ont plus guère de visage ni de mains.

Il existe un dédale d'un tout autre genre sous la ville de Paris. L'essentiel en est inaccessible au public, mais cela n'empêche pas les amateurs de labyrinthes de s'y faufiler en catimini.

J'y rencontre Léo Kavernicol, à 20 mètres sous terre, dans les catacombes. Elle est une cataphile, une exploratrice urbaine amoureuse des catacombes – un réseau d'anciennes carrières de pierre, de tunnels et autres galeries qui s'étirent sur plus de 270 kilomètres, comme un négatif de la ville aérienne. Les catacombes ont été créées au XVIII^e siècle, quand certaines carrières de calcaire désaffectées ont commencé à montrer des signes de faiblesse et que certains quartiers de la capitale se sont écroulés. Les cimetières étant saturés [en surface], il a fallu déplacer une partie des ossements des Parisiens, certains vieux de mille deux cents ans. En creusant des galeries pour relier les carrières entre elles et les étayer en vue de donner une sépulture à ces restes, les autorités ont donné naissance, sans le vouloir, à un dédale.

Seule une partie des catacombes est accessible au public, dont un ossuaire renfermant les restes de 6 millions de Parisiens. L'entrée se fait à Denfert-Rochereau, où l'on descend les 131 marches d'un escalier en colimaçon. À mesure que l'on s'enfonce sous terre, les bruits de la ville s'estompent un peu plus. Nous nous trouvons dans un renforcement obscur près d'un tunnel obstrué par une grille, lorsque nous percevons un bruit métallique qui semble venir d'en haut. Léo sourit. C'est quelqu'un qui vient de poser le pied sur une plaque d'égoût, à la surface.

Léo n'est qu'un surnom. Les cataphiles ne se servent jamais de leur vrai nom, me confie-t-elle. S'aventurer dans les catacombes est illégal, et les cataphiles passent



Je ne suis pas préparée aux émotions qui m'attendent. J'ai les larmes aux yeux, je suis heureuse. Tout le monde est perdu.

leur temps à se cacher des "cataflics". Car le monde des cataphiles a son lexique : les "cataclastes" sont les pollueurs des catacombes, les "catacleans" sont les opérations d'entretien et de nettoyage organisées par les cataphiles. Il y a les fêtes, aussi, "cataloween" et le "catarnaval". Léo a des amis cataphiles de tous bords : "Il y en a un qui bosse pour un ministère, on a des copains policiers..., des gens de toutes sortes, des pompiers, des avocats. C'est chouette."

Léo respire la désinvolture. Elle a les côtés de la tête rasés, arbore une minifrange et un piercing argenté au menton. Elle me raconte qu'un jour elle est restée sous terre dans la partie secrète des catacombes, à environ 1,5 kilomètre de là où nous nous trouvons, pendant dix jours. Elle a traîné avec un ami, faisant la popote, racontant des blagues, sirotant des bières. Elle s'était bricolée un banc avec des blocs de calcaire.

Le plan dont se servent la plupart des cataphiles à Paris remonte à la Seconde Guerre mondiale, quand deux médecins, Jean Talairach et René Suttel, cartographient les galeries souterraines qui s'étirent sous la capitale et confient le fruit de leur travail à la Résistance. Jean Talairach, neurochirurgien de métier, s'appuiera sur cette expérience pour cartographier le cerveau humain. Depuis lors, diverses variantes du plan initial circulent parmi les cataphiles, entre personnes de confiance uniquement. Les mises à jour se font par le bouché-à-oreille, explique Léo. Les plans des cataphiles sont truffés d'annotations,

même si certains préfèrent mémoriser des informations qui changent de toute façon constamment.

En longeant l'étroit couloir qui mène à l'ossuaire, j'entends quelqu'un devant moi qui parle allemand, et sa voix résonne dans le tunnel, parvenant détremée et déformée à mes oreilles. Je jette un coup d'œil par-dessus mon épaule, et tourne une première fois, puis une deuxième.

Sans l'Allemand, je serais sans doute partie dans la mauvaise direction. Mes pas sont étouffés, comme si j'avais emmaillotté mes chaussures dans un linge. L'eau goutte par endroits du plafond de la galerie, formant des flaques au sol.

Avrai dire, personne ne peut s'égarer très longtemps dans l'ossuaire car, en déambulant au milieu de ces murs d'ossements – agencés voilà des années par les carriers en forme de croix, de cœurs et même, jadis, d'une tour Eiffel miniature –, les galeries secondaires ont été fermées, si bien qu'il n'y a qu'un seul chemin possible.

Mais, avant les travaux effectués dans l'ossuaire, quelqu'un s'y est bel et bien perdu. Philibert Aspairt est descendu dans les catacombes en 1793 et son cadavre n'a été retrouvé que onze ans plus tard. Sa tombe se trouve dans la galerie de carrière où il a rendu son dernier soupir. Plus tard, en cherchant les coordonnées de l'endroit, je me rends compte que j'ai séjourné dans l'hôtel qui se trouve juste au-dessus. Ce qui veut dire que, lorsque j'admirais la vue de ma fenêtre, c'est sa sépulture que je regardais. Pour les cataphiles, Philibert Aspairt est le protecteur des catacombes, si bien que je ne m'inquiète pas. En mon for intérieur, je le baptise "saint patron des égarés".

Dans l'ossuaire, au plafond de la galerie, une ligne tracée à la peinture noire aide les guides des temps modernes à orienter les curieux dans les méandres de ce drôle de monde souterrain. Cela me rappelle le fil rouge qu'Ariane avait remis à Thésée au moment de s'engager dans le dédale pour aller combattre le Minotaure.

C'est un délice de se trouver ainsi désamarrée du monde. Léo et les cataphiles comprennent ce sentiment, eux aussi.

Il est minuit quand j'atterris à Barcelone et, vous me croirez ou non, je me perds dans l'aéroport. Sans trop savoir comment, je me retrouve dans la zone de correspondance. Les agents des services de l'immigration s'agacent de ma présence et, au lieu de m'accompagner, m'indiquent comment rejoindre un escalier de service. À une heure du matin, dans l'aéroport désert, je sais que je n'ai guère d'options. Je choisis un mur et je garde ma main dessus, comme dans un dédale végétal. J'inspecte les comptoirs d'enregistrement déserts, je regarde derrière chaque pilier, comme si l'escalier de service que je recherche n'était pas plus grand qu'un trou de souris ou était escamoté derrière une porte dérobée.

Enfin, j'aperçois une femme de ménage, et je suis à ce point contente de voir quelqu'un qui ne dort pas que je lâche mon mur pour la rejoindre. Elle me dit qu'elle va me conduire jusqu'à l'escalier secret. Nous cheminons ensemble – elle poussant sa poubelle à roulettes, moi tirant ma petite valise. Quand nous arrivons enfin, j'ai envie de la prendre dans mes bras, mais je me retiens.

Me dirigeant d'un pas lent vers le parc del Laberint d'Horta le lendemain matin, je commence à me demander si je ne suis pas tout simplement allergique à l'idée de tenter d'arriver quelque part. Je sais que le dédale se trouve par ici, et j'ai toute la journée. C'est là que le sentiment de presque terreur né de l'égarement se

mue en plaisir de prendre son temps. Je flâne devant la vieille demeure de l'aristocrate catalan Joan Antoni Desvalls [1740-1820], aujourd'hui bien décatie. Le dédale que je suis venue voir a été créé en 1791, dessiné par l'architecte italien Domenico Bagutti.

Le parc évoque une ruine secrète et magnifique : tout y a l'air abandonné. Un cygne de pierre crache de l'eau dans une fontaine, et j'emprunte un escalier en colimaçon en ciment jusqu'à une cascade à degrés.

Contrairement à Chenonceau, le dédale est bondé. C'est dimanche et, avant même d'entrer, j'entends les exclamations tapageuses, les exhortations et les menaces voilées, cocasses. Par-delà les haies de cyprès, qui se dressent sur près de deux mètres de haut, j'entends "Par ici !" et "On est déjà passés par là" ou encore "J'espère pour toi qu'on ne va pas y passer la nuit". Une stèle en arc de cercle marque l'entrée du dédale : un bas-relief représentant Ariane remettant à Thésée la fameuse pelote de fil rouge.

Je ne suis pas préparée aux émotions qui m'attendent. Tout se passe très vite. Je regarde des étrangers s'engager dans une allée et, quelques secondes plus tard, revenir en caquetant – et me dire "Ce n'est pas par là, vous pouvez nous croire". J'ai les larmes aux yeux, je suis heureuse.

Tout le monde est perdu. Je me décide pour une allée et je remarque un couple qui me suit. Je nous mène à un cul-de-sac. J'ai envie de leur dire qu'ils n'ont pas misé sur le bon cheval, mais je m'abstiens. Au lieu de quoi, je souris et leur lance : "À votre tour !" Nouveau cul-de-sac. Nous nous fourvoyons à nouveau plus loin. Je prends un bain de soleil, dans ce piège de verdure, puis nous décidons de suivre encore un autre couple. Du haut de la promenade en balcon, des badauds nous interpellent pour nous conseiller telle ou telle allée. Je m'amuse follement

et tombe amoureuse de tout ce petit monde. Une jeune fille me passe devant avec ses tresses, criant à ses parents restés en arrière : "Ça y est, on a trouvé la sortie !" J'en viens et je sais que c'est un cul-de-sac.

Je retrouve le premier couple qui me suivait et, cette fois, c'est moi qui le suis. Ils me disent qu'ils pensent savoir où se trouve le centre. Nous prenons à gauche, encore à gauche, puis débouchons dans une clairière. Les haies y sont plus hautes et cintrées, se rejoignant pour former des arches. Au centre, c'est non pas un Minotaure mais une statue du bel Éros en marbre, avec ses cheveux bouclés et un pagne sur l'aine. Son bras gauche est mutilé mais le droit repose sur un tronc d'arbre, et un carquois rempli de flèches lui pend dans le dos.

Je vois un pigeon se poser sur la tête d'Éros et je me croirais au paradis. Sur mon banc, j'ai pour voisin Oscar, bibliothécaire de son état, vêtu de laine et coiffé d'un béret. Il me dit qu'il venait souvent enfant, puis adolescent, dans ce dédale. Qu'avec ses camarades il se cachait, attendant la fermeture du parc. Au clair de lune, ils se faufilaient dans le dédale, munis de bouteilles de vin. Oscar se redresse, décidé à tenter sa chance. Il m'invite à l'accompagner, mais je décline, souhaitant m'attarder un peu au centre. Je regarde Oscar s'éloigner et je songe à ce qui me plaît tant dans ce sentiment d'égarement. Ce n'est pas tant l'énigme qui m'intéresse que la manière dont la confusion que j'éprouve cède sous les assauts d'un émerveillement décuplé. Là, au centre, dans ce petit théâtre des départs et des arrivées, je trouve une communauté d'égarés.

Au moment de me lever pour m'engager dans une allée, je dis à une femme blonde aux lèvres fardées de rouge – en plaisantant à moitié – que je me sers d'elle comme repère et lui demande de ne pas bouger. Elle éclate de rire chaque fois qu'elle me voit revenir, désignant l'allée suivante que je suis censée emprunter. Chacune mène à un cul-de-sac et je pense à Léo, qui essayait toutes les galeries les unes après les autres pour s'y retrouver dans les catacombes. De fait, c'est la dernière allée que j'emprunte qui me conduit à la sortie. Je présume que c'est la bonne, à entendre l'excitation des gens qui m'entourent – des voix relativement proches poussant des exclamations de soulagement, ce qui veut dire que je serai bientôt dehors. Je me suis perdue pendant trois heures fabuleuses. Je ralentis le pas, contemplant les haies, triste et heureuse à la fois. Le doute accompagne le moindre trajet, mais la foi revient toujours à l'arrivée.

—Ingrid Rojas Contreras,
publié le 22 mars

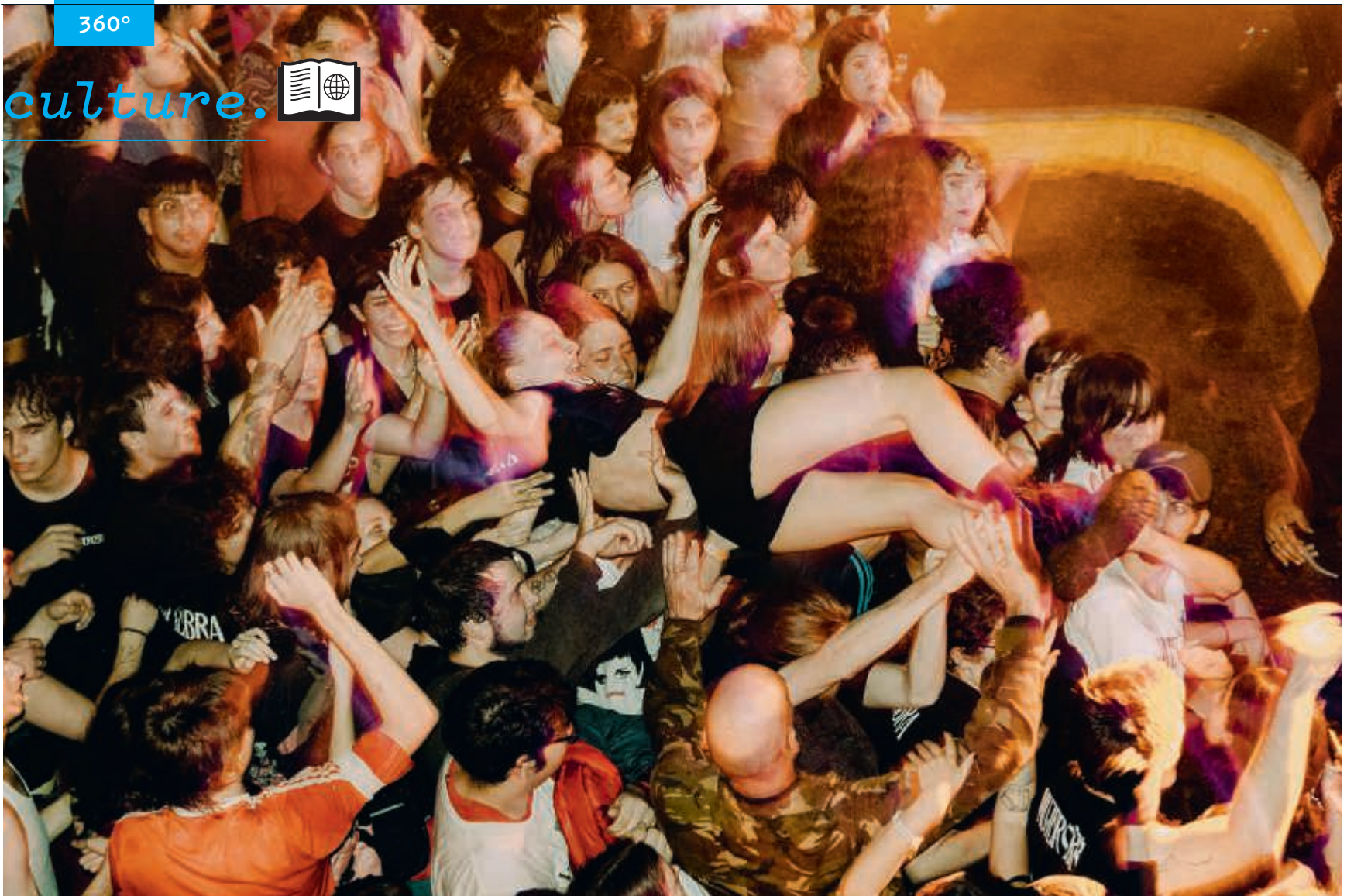
* En français dans le texte.

L'autrice

INGRID ROJAS CONTRERAS

Née en 1985, elle a grandi à Bogota, en Colombie. Sa famille a émigré aux États-Unis quand elle avait 14 ans. Écrivaine et journaliste, elle enseigne à l'université de San Francisco, en Californie. Elle est l'autrice de plusieurs romans, nouvelles et essais qui ont été remarqués outre-Atlantique. Son dernier livre, *The Man Who Could Move Clouds* ("L'homme qui pouvait déplacer les nuages"), paru en juillet 2022 et non traduit en français), traite sous forme de Mémoires de son histoire familiale et de son grand-père guérisseur.





À Buenos Aires, le rock comme instinct de survie

Affectés par la pandémie de Covid-19 et la crise économique, les jeunes Argentins se réfugient dans le rock. Une nouvelle scène underground est en train d'émerger dans la capitale et alentour.

— **La Nación** (Buenos Aires)

Ils mettent le feu à toutes les scènes qu'ils foulent. Ils ont des choses à dire. Ces jeunes de moins de 25 ans font partie d'un circuit musical émergent, d'une grande solidarité et bien plus féminisé qu'aux premiers temps de la scène underground. Ces groupes en développement font partie d'un nouveau mouvement de jeunes qui s'époumonent toutes les nuits dans les bars et sur les terrasses de Buenos Aires pour prouver que le rock est toujours vivant, même s'il s'accompagne d'un menu végétarien, de toilettes inclusives et des peurs et plaintes des adolescents qui ont vécu le confinement pendant la pandémie.

Après la crise sanitaire [doublée d'une crise économique, avec son inflation galopante], ces groupes ont tout de suite pris les rênes de la scène musicale underground de la ville, chantant la douleur de la nouvelle génération. Ils ont organisé des événements et des festivals pour progressivement gagner en popularité.

“Je n'en reviens pas du nombre croissant de gens qui suivent ces groupes. Où qu'ils aillent, ils attirent toujours plus de monde”, affirme Mery the Roadie [à la tête d'un fanzine sur les nouvelles scènes punk argentines]. Parmi les groupes les plus populaires du circuit, on trouve entre autres Winona

Riders, Buenos Vampiros, Dum Chica, Mujer Cebra, Sakatumba, Nenagenix, No Me Toques, Las Tussi, Ryan, Socorro, La Real Academia, Playa Nudista, Plenamente et Notum Negres. Tous des groupes indépendants qui éditent leur propre matériel, conçoivent eux-mêmes la pochette de leurs albums, s'autoproduisent, créent des fanzines numériques et font partie d'une communauté qui établit des ponts entre la capitale, la conurbation et, curieusement, la ville de Mar del Plata [une station balnéaire de la côte atlantique, à 400 kilomètres de Buenos Aires].

Les liens entre jeunesse et musique ne sont pas nouveaux. Tous les dix ans, chaque génération a son style, ses groupes cultes, ses critères de mode, ses idéaux, ses héros, ses ennemis et, bien sûr, son QG. Si, dans le New York des années 1970, on célébrait l'esprit du rock au CBGB [où se sont produits The Ramones, Suicide, Blondie, Talking Heads, Pattie Smith...], dans les années 1980, à Buenos Aires, c'est au Parakultural ou au Cemento qu'on respirait l'air de la liberté.

“Nous avons besoin de renouer avec la vie, de ressentir à nouveau la chaleur, la stupeur.”

Catalina,
FAN DE ROCK

← Lors d'un concert du groupe Mujer Cebra au Teatro Vorterix de Buenos Aires, le 16 avril.

Photo Charlie Riobueno

Il a fallu attendre presque vingt ans avant que les cercles de musique underground ne se reforment et que le rock n'investisse de nouveaux espaces après l'incendie de la discothèque República Cromañón [survenu en décembre 2004 et qui a fait 194 morts]. Il y a deux ans, il a trouvé son "temple" avec le Moscú, situé au 4335, avenue Córdoba. Cette maison avec terrasse a été transformée en bar et centre culturel, auquel se sont ajoutées des "annexes", comme El Emergente, Strummer Bar, Otra Historia Cultural. "Ici, les gens découvrent un lieu qui leur appartient, sans hiérarchie. Ils se sentent chez eux", assure Mery.

Le groupe Winona Riders, qui attire toujours plus de public, est la figure de proue de la scène underground argentine. Lors d'un concert donné [en ce début d'année] dans la petite salle du bar Niceto, il a été submergé par la foule, certains voulant même entrer par les fenêtres. Quatre jours plus tard, il a redonné un concert dans la grande salle du Niceto et a de nouveau explosé la capacité du lieu. Son spectacle est un déchaînement psychédélique et cathartique où les musiciens et le public se mélangent dans un rituel qui aurait été inimaginable il y a quatre ans.

Irrévérence. Si les décennies précédentes ont été marquées par la guerre [celle des Malouines, perdue contre les Britanniques en 1982], la dictature [de 1976 à 1983], la censure et l'homophobie, la génération d'aujourd'hui est marquée par la pandémie et le confinement. Ce dernier a eu de graves conséquences sur les moins de 20 ans : une enquête internationale, menée conjointement par l'Unicef et la société d'analyse Gallup au premier semestre 2021, indique qu'un jeune sur cinq âgé de 15 à 24 ans déclarait se sentir déprimé ou avoir peu d'intérêt pour la réalisation d'activités.

La suppression des espaces de socialisation, de développement et de divertissement a entraîné une augmentation des problèmes liés à la santé mentale, comme la dépression,

l'angoisse et l'anxiété. D'après l'Unicef Argentine, entre octobre et novembre 2021, 16 % des adolescents ont déclaré se sentir angoissés et 12 % déprimés face à l'incertitude causée par la pandémie. Silvia Ongini, pédopsychiatre du département de pédiatrie au centre hospitalier de l'université de Buenos Aires, a souligné que le confinement avait eu un effet significatif sur

"Le privilège d'appartenir à ce mouvement, c'est qu'on finit par s'amuser et non plus s'inquiéter."

Eneas, HABITUÉ DES CONCERTS

les jeunes : "Après la pandémie, nous avons noté une hausse du nombre de consultations pour anxiété, dépression et idées suicidaires."

Le confinement et la crise économique ont favorisé l'émergence de ce mouvement musical. En effet, il a commencé à être difficile pour les jeunes en manque d'argent d'assister aux grands festivals. Le besoin d'expérience communautaire les a poussés à trouver une solution. "Je pense que c'est grâce à la pandémie que ce mouvement existe, explique Catalina entre deux gorgées de bière sur la terrasse du Moscú. Il a été créé en réaction au confinement : sortir brutalement, après tant de contacts avec la mort. Cette scène nous a permis de renouer avec la vie. Nous étions très seuls, mais le fait de tous traverser la même épreuve nous a réunis... Nous avions besoin de nous reconnecter avec les autres. Nous avons été éblouis par les concerts, l'expérience de la musique live et ce qu'elle provoque. Tout semblait nouveau, en effervescence totale, nous avions besoin de ressentir de nouveau la chaleur, la stupeur."

"Nos chansons parlent de l'amour comme de la haine ou portent parfois sur des sujets plus introspectifs comme la paranoïa, la contestation voire la positivité. Quelle que soit leur source d'inspiration, nous cherchons des paroles qui soient libératrices lorsqu'on les

chante", confie Octavio Báez, membre de Sakatumba, un groupe formé par quatre amis en seconde au lycée.

"Il est vrai qu'aujourd'hui les jeunes s'orientent de plus en plus vers les sons synthétiques, avec l'autotune et les DAW [des stations de travail audio numériques, soit des logiciels qui permettent d'enregistrer et d'éditer de la musique]. Toutefois, après la pandémie, qui nous a coupés du 'présentiel' et du partage des concerts, le désir d'être présent physiquement et d'écouter un son réel, créé en direct, est revenu. En outre, on remarque l'arrivée de nouvelles générations qui ont toujours écouté du rock et qui en redemandent, lassées des styles de musique beaucoup moins agressifs et expressifs qui prédominaient jusqu'en 2020", ajoute Marcos, également musicien de Sakatumba. Le groupe vient de sortir l'album *Puro Teatro* (disponible sur Spotify).

Eneas est un habitué du Moscú et il a découvert dans le circuit underground un espace où il se sent libre et peut construire une communauté. "Je pense qu'il est difficile d'avoir 20 ans aujourd'hui. Tout n'est que manque d'opportunités, compétition et surconsommation. Même si le monde commence à être plus inclusif pour ce qui est des formes de travail, une importante compétition divise encore les gens. Les célébrités sont toujours plus jeunes et plus accomplies alors que, pour nous, il est très compliqué de simplement trouver un appartement ou gagner notre vie en faisant ce qui nous plaît. Le grand problème de notre époque, c'est l'individualisme, ce désir qui nous pousse à vouloir toujours plus. En tant que jeune, tout cela nous préoccupe, mais le privilège d'appartenir à ce mouvement, c'est qu'on finit par s'amuser et non plus s'inquiéter."

Les membres de La Real Academia chantent : "J'ai tellement de choses à faire, je ne sais pas par quoi commencer. Combien d'heures ai-je passé sur mon portable? Maintenant, je ne sais pas quoi faire, je veux me déconnecter."

Les nouvelles technologies permettent d'accéder à quasiment toutes les productions

artistiques et, surtout, donnent la possibilité aux musiciens de diffuser leur travail même sans le soutien d'une maison de disques. La preuve en est la scène hip-hop et trap locale, qui bat aujourd'hui des records de diffusion dans le monde entier.

Dans de nombreux cas, comme celui du producteur Bizarrap, ces artistes se sont fait connaître grâce aux vidéos qu'ils tournaient dans leur chambre d'adolescent. L'une des particularités de cette scène est la romantisation du passé, le retour à l'analogique. Guadalupe est une passionnée de cette musique et ne manque aucune des dates du circuit, auxquelles elle assiste avec ses amis tous les week-ends. "Nous adorons écouter de la musique sur CD ou cassette. Netflix, Spotify... Nous sommes nés à l'ère des plateformes numériques, mais ce que j'aimerais le plus, c'est aller à Musimundo [un disquaire] pour essayer chaque musique sur les casques audio, comme on le faisait auparavant, et dire : 'J'aimerais absolument écouter ce morceau dont m'a parlé un ami.' Je veux vivre ce que mes parents ont vécu, écouter Virus [un groupe de la new wave argentine fondé en 1979] sur des vinyles, attendre que ma chanson préférée passe à la radio. Nous voulons vivre les années 1990 en 2023."

L'art, comme toujours, représente une soupape de sécurité, un fil de terre et, dès que le monde s'est rouvert, ce sont ces jeunes de Buenos Aires, de la génération Z, qui ont commencé à créer une communauté, à chercher la chaleur des pogos et la rage du punk associées à la sérénité et au politiquement correct du mouvement woke. Ils voulaient retrouver la possibilité de l'irrévérence, la possibilité d'être jeune. Ce droit, retiré par la pandémie, le mouvement underground et les sensibilités stylistiques et expressives du post-punk le leur ont rendu. Plus que les années 1990, on reconnaît plutôt la revanche des années 1980. La ville de la fureur a retrouvé sa voix.

—Lupe Torres, publié le 15 avril

Palais de Tokyo

La morsure des termites

16.06-10.09.23

Palais de Tokyo, 13 av. Président Wilson, Paris 16

Crédit: Antwan Horfee, Animatronic 4, 2023 / Gusmano Cesaretti, Chaz running, East Los Angeles, 1975

—The Atlantic (Washington)

Mes proches savent que je suis un curieux hybride qui associe discipline et inaction. Je réorganise chaque jour mon frigo avec la célérité d'un pro de *Tetris*, mais j'ai déjà achevé une plante grasse en oubliant son arrosage mensuel. Je n'ai aucune difficulté à me lever avant l'aube, mais je n'ai pas la patience de cuisiner pendant plus de sept minutes. Récemment, j'ai fait une course à pied de 25 kilomètres qui m'a valu une égratignure au genou : je n'ai pas pris la peine de la désinfecter, et ma jambe accueillait le lendemain une belle colonie de bactéries.

À différentes époques et dans de nombreuses cultures, mes petites victoires seraient jugées vertueuses, et ma flemme ordinaire comme un manquement moral. La paresse est l'un des sept péchés capitaux. La France napoléonienne, l'Empire ottoman tardif et les États-Unis contemporains sont autant de régimes qui stigmatisent la fainéantise et encensent le stakhanovisme. Cumuler les deux traits de caractère peut paraître incohérent.

Pourtant, à cause d'un fabuleux hasard linguistique, je n'ai jamais jugé mes actes contradictoires. J'ai grandi en Corée du Sud, où il existe deux mots pour désigner l'idée générale de "paresse" : *geureum* et *gwichaneum*. *Geureum* a des connotations très voisines à celles de "paresse" en français, notamment une certaine condescendance.

Mais *gwichaneum* n'a pas ce sous-entendu négatif. Le mot a même quelque chose de factieux. Se sentir *gwichan* (la racine du mot *gwichaneum*, que j'utiliserai ici par simplicité), c'est ne pas s'embêter à faire quelque chose, ne pas apprécier cette activité ou trouver qu'elle demande trop d'effort.

Pour bien saisir le terme, il faut toutefois comprendre son articulation dans la grammaire coréenne. On ne dit pas : "Bob est une personne gwichan." On peut uniquement dire quelque chose comme : "Faire des lessives est une activité gwichan pour Bob." Le mot s'applique à des tâches, pas à des personnes. C'est l'activité qui a un défaut. Des corvées qui sont *gwichan* suscitent chez nous la flemme.

Ce n'est pas à mes yeux une simple ruse verbale. Au contraire, c'est une révélation. *Gwichan* saisit parfaitement le problème des corvées qui plombent notre quotidien : nombre d'entre elles ne méritent pas notre dévouement.



Savoir choisir sa paresse

En coréen, il existe deux mots pour désigner l'oisiveté. Ce journaliste d'origine sud-coréenne, installé aux États-Unis, en tire une leçon de vie.

Méditer sur nos instants d'indolence n'est pas un renoncement à nos responsabilités : il faudra toujours récurer les toilettes et nourrir les enfants. Le "gwichanisme" (un néologisme populaire en Corée) n'est pas une apologie qui dénonce productivité et labeur, et le "gwichaniste" continuera à assumer ses obligations fondamentales.

Car les gwichanistes ne sont pas improductifs. Peut-être sont-ils plutôt métaproductifs, car ils interrogent le bien-fondé de chaque tâche. Par exemple, on ne peut pas dire du philosophe grec Diogène, qui aurait écrit au moins une douzaine de livres et sept tragédies, qu'il était fainéant. Mais face à Alexandre le Grand il a seulement exigé de ne pas être privé de son accès au soleil. Il illustre une différence clé entre un fainéant et un gwichaniste : le premier

a un déficit chronique de motivation, et le second désigne en pleine conscience ce qui ne le motive pas. En ce sens, le gwichanisme est une forme de flemmardise maîtrisée, la conviction qu'on peut réussir sans se mettre la pression.

D'ailleurs, à mes yeux, les inconvénients à être un fonceur ou un flemmard peuvent se manifester de la même manière : un engagement excessif ou insuffisant vis-à-vis de toutes les responsabilités de la vie – même insignifiantes – peut nous priver d'une certaine autonomie. Au contraire, être gwichaniste pourrait vous aider à reprendre la main sur votre vie. Pendant mon service militaire obligatoire en Corée, j'ai choisi de cacher les éraflures sur mes godillots à l'aide d'un marqueur noir, au lieu de cirer ces derniers. C'est le genre de

↳ Dessin d'Émilie Seron paru dans *Le Soir*, Bruxelles.

raccourcis décomplexés que mes supérieurs auraient détestés s'ils en avaient eu connaissance, mais j'ai ainsi libéré assez de temps pour lire presque toute l'œuvre de Vladimir Nabokov.

La philosophie du gwichaniste a un prix. En raison du vaste éventail de tâches que je choisis d'éviter, mon quotidien est parfois d'une inefficacité qui frise le comique.

Nombre de corvées qui plombent notre quotidien ne méritent pas notre dévouement.

Lors d'un récent voyage en Europe, je me suis déplacé avec une imprimante portable, car je ne voulais pas avoir à chercher d'endroits où imprimer mes brouillons d'articles pour les relire. Chez moi, je sème partout des stylos, des Post-it et des blocs-notes, car je n'écris rien s'ils ne sont pas à portée de main.

Il y a de l'arbitraire dans ce qui en vaut ou non la peine selon les autres. Mais faire mien le concept de gwichanisme me permet de réaffirmer mes préférences, si érotiques soient-elles. Idéalement, la vie gwichaniste n'est pas tant négligée que sereine. Oui, certaines corvées passent tout simplement à la trappe, mais pas les plus essentielles.

—Sheon Han, publié le 10 juin



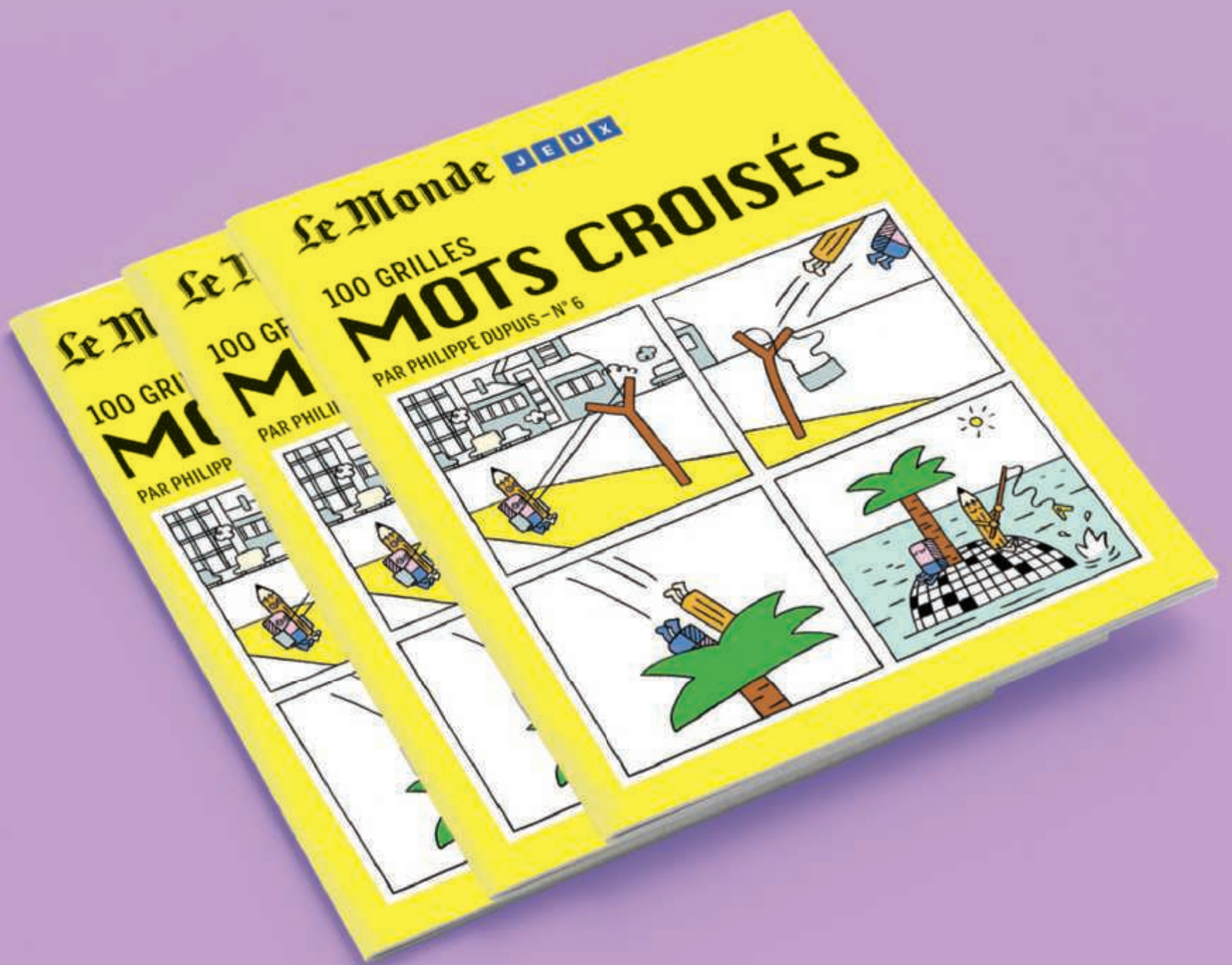
SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouvez cet article sur notre site, dans notre rubrique "La pilule philosophique". Chaque samedi, nous vous y proposons un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne en s'appuyant sur des œuvres littéraires, scientifiques et, bien sûr, philosophiques.



L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

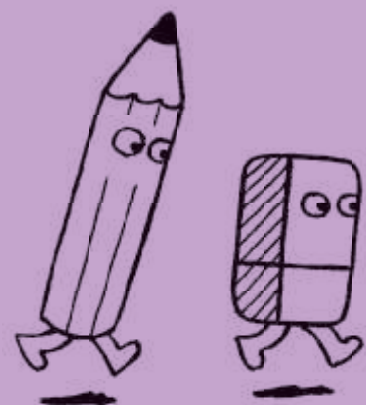


CRUCIVERBISTES, À VOS CRAYONS !

Le Monde a sélectionné pour vous **100 grilles** de **Philippe Dupuis**.
Vous vous amuserez de ses définitions astucieuses et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux - 7,90 € – 120 pages.

Le Monde



histoire. 

Le calvaire des autres femmes de réconfort sud-coréennes

XX^e siècle — Corée du Sud

En 2022, les pouvoirs publics ont été jugés coupables d'avoir encouragé la prostitution afin de maintenir leur alliance militaire avec les États-Unis à la suite de la guerre de Corée. Cent femmes ont obtenu des dommages et intérêts.



— **The New York Times** *extraits*
(New York)

En 1977, à l'âge de 17 ans, Cho Soon-ok était enlevée par trois hommes, qui l'ont ensuite vendue à un proxénète de Dongducheon, une ville au nord de Séoul. Au lieu de réaliser son rêve de devenir ballerine, elle a dû passer les cinq années qui ont suivi dans un club de prostitution. Ses clients : des soldats américains.

L'euphémisme "femmes de réconfort" désigne couramment les Coréennes et autres Asiatiques condamnées à l'esclavage sexuel par les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais l'exploitation sexuelle d'un autre groupe de femmes a continué en Corée du Sud, longtemps après 1945 et la fin du régime colonial japonais – et elle s'est pratiquée sous les auspices des autorités coréennes elles-mêmes. Il existait des "unités spéciales de femmes de réconfort" destinées aux soldats sud-coréens, et des "stations de réconfort" pour les Casques bleus sous commandement américain pendant la guerre de Corée.

En septembre 2022, 100 d'entre elles ont gagné un procès historique : la Cour suprême sud-coréenne leur a accordé des dommages et intérêts pour les traumatismes sexuels qu'elles ont subis. Les pouvoirs publics ont été jugés coupables d'avoir "justifié et encouragé" la prostitution dans des campements afin d'aider la Corée du Sud à maintenir son alliance militaire avec les États-Unis, ce qui lui assurait par ailleurs des recettes en dollars.

La Cour suprême a aussi reproché aux autorités d'avoir séquestré les femmes de manière "systématique et violente", les obligeant à recevoir un traitement contre les maladies sexuellement transmissibles.

Interviewées par le *New York Times*, six anciennes prostituées des campements sud-coréens assurent que l'État les a utilisées à des

fins politiques et économiques, avant de les abandonner. Encouragées par ces décisions de justice – appuyées par des documents officiels récemment déclassifiés –, les victimes veulent désormais porter l'affaire devant les tribunaux américains. "Les Américains doivent savoir ce que certains de leurs soldats nous ont fait", observe Park Geun-ae. Vendue à un souteneur en 1975, alors qu'elle avait 16 ans, cette femme dit avoir subi des mauvais traitements de la part des GI.

Des machines à gagner des dollars. Au début des années 2000, quand la sociologue Kim Gwi-ok a commencé à informer sur les femmes de réconfort exploitées par l'armée sud-coréenne, citant des documents de ces mêmes forces militaires, les autorités ont rendu ces documents inaccessibles. "Elles craignaient que la droite japonaise ne s'en serve pour se dédouaner de ses propres agissements dans ce domaine", commente la sociologue, faisant référence au contentieux historique entre Séoul et Tokyo sur l'esclavage sexuel.

Après la guerre de Corée, des soldats américains sont restés sous le drapeau de l'ONU, mais le pays avait du mal à garder ces soldats sur son territoire. En 1961, la province de Gyeonggi, zone qui ceinture la capitale, a estimé qu'il était "urgent de construire des équipements pour que des femmes de réconfort remontent le moral des troupes américaines", selon des documents présentés à la Cour suprême. Les autorités provinciales ont alors autorisé des clubs privés à recruter de telles femmes, "afin de réaliser des économies budgétaires et de faire entrer des devises dans les caisses". La province estimait à 10 000 le nombre de femmes de réconfort, un chiffre en augmentation constante. Ces prostituées étaient à la disposition de 50 000 soldats américains.

"Les fonctionnaires qui nous qualifiaient de patriotes se moquaient de nous dès que nous avions le dos tourné, s'indigne Park Geun-ae. Pour eux, nous étions des 'machines à gagner des dollars'".

La prostitution était alors illégale en Corée du Sud, et elle l'est toujours. Mais au fil du temps, la répression a été plus ou moins sélective et sévère. Les prostituées devaient se faire dépister [pour les infections sexuellement transmissibles] deux fois par semaine; celles qui s'avéraient malades étaient arrêtées, puis recevaient un traitement. On les enfermait dans des bâtiments aux fenêtres munies de barreaux avant de leur administrer de la pénicilline à haute dose. Les femmes interviewées par le *New York Times* se rappellent que certaines de leurs camarades ont fait un choc anaphylactique [ou allergique] à cause de la pénicilline, choc dont certaines sont mortes.

Aucun des documents officiels déclassifiés ces dernières années n'indique que la Corée du Sud a été directement impliquée dans le recrutement de femmes pour les soldats américains, contrairement à ce qui s'est passé sous l'occupation japonaise.

À la suite de la décision du tribunal sud-coréen, M^{me} Park et d'autres plaignantes ont reçu chacune [l'équivalent d']entre 2 270 et 5 300 dollars [2 100 et 5 000 euros], guère de quoi compenser leurs grosses difficultés financières.

Choi Gwi-ja, 77 ans, retenait ses larmes en expliquant qu'elle et d'autres femmes avaient dû subir de multiples avortements, car en Corée du Sud les enfants métis étaient victimes de forts préjugés. Sa voix tremblait quand elle se rappelait les femmes qui s'étaient suicidées après que des GI, les ayant prises pour concubines, finissaient par les abandonner avec leurs enfants.

Elle a rappelé par quel moyen certains fonctionnaires incitaient ces femmes, souvent illettrées comme elle, à gagner des dollars : ils leur promettaient des appartements gratuits quand elles seraient vieilles si elles vendaient leurs corps dans les villages de tentes. "Ils mentaient."

— **Choe Sang-hun**,
publié le 2 mai

➤ Des soldats américains, en décembre 1951, près de Kumsong, en Corée du Sud.
Photo US National Archives/Roger-Viollet

Notre numéro été



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX



Chez BD, nous réalisons tous les possibles.

Nous nous engageons pour la santé d'aujourd'hui et celle de demain.

Nous sommes, chacun et chacune, acteurs de nos carrières grâce à de multiples opportunités de parcours.

Nous faisons de nos différences des forces au sein d'un environnement multiculturel et inclusif.

Vous aussi, engagez-vous pour la santé de demain.

Photo Getty Images



bd.com/careers

BD et le logo BD, sont des marques déposées de Becton, Dickinson and Company ou de ses filiales.
©2023 BD. Tous droits réservés. Becton Dickinson France, au capital de 64 719 915€ /
RCS Grenoble B 056 501 711 / SIRET 056 501711 00115.

